

Sommaire



- **Éditorial:** _____ p. 3
Par le Général de corps d'armée Pierre CHAVANCY
- **L'adresse du Commandant du CESAT** _____ p. 6
Le Général Daniel MENAOUINE
- **..Histoire militaire et modernité**
- Le Maréchal Lyautey au service de la France** _____ p. 8
Par le Colonel (er) Pierre GEOFFROY
- Se souvenir de la guerre du Pacifique (décembre 1941-août 1945): la rivière Kwai** _____ p. 12
Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT
- **Articles d'intérêt général**
- Dien Bien Phu: faute stratégique ou bonne idée qui a mal tourné? (2)** _____ p. 15
Par M. Jean-François DAGUZAN
- Les enseignements négligés d'une guerre méconnue...** _____ p. 19
Par le Chef d'escadron Nicolas PIERSON
- **Libres opinions¹**
- Discussion sur les drones de combat en Allemagne: reflet d'un dilemme stratégique** p. 24
Par le Lieutenant-colonel Thorsten GENSLER
- L'Iran, un partenaire pour l'avenir** _____ p. 27
Par le Chef de bataillon Thomas GRASSER
- Le canon a-t'il vecu?** _____ p. 30
Par le Capitaine Stanislas RICHEBE
- En tout temps et en tout lieu?** _____ P. 34
Par le Chef d'escadron Thibault FALLAS
- Oui, le programme Galileo est important pour l'Europe** _____ p. 37
Par le Chef d'escadron Lilian MAÎTRE
- Éthique et robots terrestres létaux: «Libérez le monstre!»** _____ p. 40
Par le Chef d'escadrons Jean CHAPON
- SCYFCO: pierre angulaire d'un nouveau service citoyen?** _____ p. 44
Par le Chef de bataillon Matthieu LARA
- La logistique opérationnelle, entre contrainte et plus-value** _____ p. 47
Par le Commandant CUCHE

¹ Comme son nom l'indique, cette rubrique comporte des articles qui n'engagent que leurs auteurs.

L'Ukraine: une nation en devenir

Par le Chef de bataillon Yannick ROLLAND

p. 51

➤ **Nouvelles d'Amérique**

L'army national guard

Par le Colonel Nicolas AUBOIN

p. 55

➤ **On a aimé**

Le Japon de Hiroshima

De Barthélémy COURMONT

p. 64

Directeur de la publication:

Gca (2^{ts}) HOUBRON (Association MINERVE)

Comité éditorial:

Gbr ROCHET,

Col LALUBIN,

Col TROISTORFF,

Col GOURDIN,

Col (H) MAZEL (Association MINERVE),

Lcl RIO,

Col (R) MISSET.

Rédacteur en chef:

Lcl RIO

Rédacteur en chef adjoint:

Col (R) MISSET

Rédacteur en chef adjoint technique:

Col (H) MAZEL

Éditorial

Par le Général de corps d'armée Pierre CHAVANCY,
commandant la zone de défense sud-est, gouverneur militaire de Lyon et commandant la région terre sud-est

La succession d'actes terroristes que connaît notre pays depuis la mi-janvier nous rappelle que le meilleur rempart de la cité n'est pas tant l'épaisseur de ses murs que le caractère de ses citoyens. Ce n'est certes pas nouveau: déjà, au V^{ème} siècle avant JC, Thucydide l'avait expliqué. L'éducation à la citoyenneté de nos jeunes, parfois des moins jeunes, est bien une priorité. Pour autant, n'oublions pas non plus que l'épaisseur des murs est révélatrice du caractère des citoyens !

Le 11 janvier dernier, le président de la République, chef des armées, a donc décidé le déclenchement de l'opération Sentinelle, c'est-à-dire le déploiement de quelque 10.500 soldats français sur le territoire national, c'est-à-dire la mise en œuvre du contrat protection prévu dans le *Livre blanc pour la défense et la sécurité nationale* (LBDSN) de 2013. De fait, si le déploiement massif et rapide de plus de 10.000 hommes en à peine trois jours est inédit, il était pour autant tout à fait envisagé dans les réflexions prospectives du Secrétariat général pour la défense et la sécurité nationale et relayé par la loi de programmation militaire 2014-2019. Il était également décliné par l'armée de Terre dans un plan baptisé Aigle qui envisage plusieurs scénarii, dont celui qui a été joué.

Par la suite, le volume a été ramené à 7.000 militaires. Prenant en compte, d'une part, qu'il n'était pas prévu dans le LBDSN que ce déploiement s'inscrive dans la durée et, d'autre part, que le niveau d'engagement en OPEX est supérieur à la cible maximum précisée dans ce même LBDSN, le président de la République a décidé d'octroyer aux armées des moyens supplémentaires. À mission supplémentaire, moyens supplémentaires.

Les missions intérieures s'inscrivent dans un cadre juridique, doctrinal et réglementaire parfaitement défini. Elles sont placées sous le régime de la réquisition ou des demandes de concours. Je ne développerai pas le cas particulier de la dissuasion nucléaire qui garantit la survie de notre nation en sanctuarisant ses intérêts nationaux, c'est bien-sûr un sujet d'une autre nature. L'armée de Terre intervient dans trois domaines: **la sécurité intérieure** (participation à la lutte anti-terroriste – Vigipirate, Sentinelle –, lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane – opération interministérielle Harpie –, protection du centre spatial européen, toujours en Guyane – opération Titan–, pour ne citer que les plus emblématiques), **la sécurité civile**, à laquelle certaines unités militaires sont dédiées (catastrophes naturelles, inondations, feux de forêt...), et **le soutien au service public** (risques sanitaires et pandémiques, NRBC...)

Je viens d'évoquer la Guyane. N'oublions pas les 7.200 soldats stationnés dans les départements et collectivités d'outre-mer. Ces forces de souveraineté sont en mesure d'assurer des missions de continuité des services publics en temps de crise. N'oublions pas non plus les unités du service militaire adapté, qui relèvent du ministère des Outre-Mer et conduisent des actions très fructueuses d'insertion socioprofessionnelle au profit de notre jeunesse ultramarine.

Les actions des armées sur le territoire national sont très diverses, tant par leur nature que leur durée. Certaines missions sont permanentes, d'autres récurrentes; d'autres enfin sont ponctuelles et fort heureusement exceptionnelles car toujours liées à des situations de détresse.

Au-delà des moyens, c'est-à-dire des compétences et des effectifs, mais aussi du matériel et des ressources, notamment financières, la capacité des armées à les mettre en œuvre sur le territoire national avec fiabilité et rapidité contribue très directement à la résilience de la nation.

Le déclenchement de l'opération Sentinelle en est donc la dernière illustration, sur laquelle je ferai deux observations.

Tout d'abord, ce déploiement n'a pas de précédent dans l'histoire récente de notre pays depuis la fin de la guerre d'Algérie. Il a été rendu possible essentiellement grâce à la maturité professionnelle atteinte par l'ensemble des unités de l'armée de Terre. Toutes les unités s'y succèdent avec un égal professionnalisme, le régiment médical comme le 68^{ème} régiment d'artillerie d'Afrique ou le 28^{ème} régiment de transmissions ou encore le 2^{ème} régiment étranger de parachutistes.

Ensuite, l'armée de Terre est bien préparée pour l'urgence. Organisées sous la forme de l'alerte Guépard, la réactivité et la disponibilité font partie notre ADN. Elles puisent leur source dans l'expérience opérationnelle acquise et s'entretiennent au quotidien avec l'entraînement. Notons par ailleurs que cette réactivité des armées est gage de liberté d'action politique.

C'est un truisme, les crises se sont mondialisées; dans le recrutement et la formation des combattants; dans le financement des mouvements armés et du terrorisme; dans la propagande des groupes, des organisations et des idéologies. La violence ne se limite plus depuis longtemps à la seule zone qui l'a vue naître. Le djihadisme en est la plus récente illustration. La violence s'exporte, mais surtout se franchise, ce dernier phénomène étant probablement le plus dangereux.

Naturellement, le retour sur notre sol des soi-disant « combattants » partis à l'étranger illustre tragiquement ce lien. Mais ils ne constituent qu'une des menaces que font peser sur nous les foyers terroristes implantés au Sahel ou au Levant. C'est en ce sens que les opérations extérieures sont la défense de l'avant de notre pays.

Aujourd'hui, certains États se comportent comme des bandes armées et certaines bandes armées cherchent à se comporter comme des États. C'est la raison pour laquelle nous adoptons systématiquement une approche globale des crises auxquelles nous sommes confrontés. Il s'agit toujours de combiner, dans un même cadre espace-temps, des actions purement militaires à d'autres relevant de la gouvernance et du développement des pays concernés. C'est également la raison pour laquelle nous adoptons une approche échelonnée car une défense en profondeur est toujours plus efficace qu'une défense linéaire.

En agissant au Sahel ou au Levant, en y combattant les groupes terroristes, en y recueillant du renseignement sur les intentions hostiles des ennemis de nos démocraties, nous luttons contre l'installation et le développement de sanctuaires à partir desquels ils pourraient vouloir nous atteindre.

Bref, et pour employer un langage de soldat, nous visons à désorganiser l'adversaire voire à le détruire – le neutraliser en langage moderne... – avant qu'il n'arrive à nous.

Au plus près, sur le sol national, l'armée de Terre agit en appui des forces de sécurité intérieure. Au-delà de l'opération Sentinelle qui est désormais durable et probablement à un niveau qui restera très supérieur à celui de la situation d'avant les attentats parisiens, son engagement s'effectue dès lors que les moyens civils ou de la gendarmerie, sont insuffisants, inadaptés, indisponibles ou plus simplement inexistantes. La célèbre règle des quatre « i ».

Ma conviction est que l'armée de Terre doit rester cet *ultima ratio*, véritable réserve stratégique de l'État.

Quelques premiers enseignements à chaud:

- **Premier enseignement.** la pertinence de la chaîne de commandement militaire territoriale. Cette organisation permanente, construite en miroir de la chaîne préfectorale au niveau départemental, zonal et central, nécessite certes d'être renforcée dans les plus brefs délais dès lors qu'elle a à commander un déploiement d'une telle ampleur. D'ailleurs, tout le monde s'y est mis: nos réservistes bien sûr, auxquels je souhaite rendre un hommage appuyé, mais aussi des renforts d'active venant de toute la France.

Notre capacité à durer est déterminée naturellement par celle que nous aurons à assurer les rotations périodiques d'un volume aussi important de soldats et à les soutenir logistiquement. Mais surtout à les commander. Cette chaîne de commandement de l'organisation territoriale interarmées de défense constitue une interface idéale pour des armées, qui ne sont pas un service déconcentré de l'État, avec les autorités préfectorales.

Cette organisation territoriale, son rapport coût/efficacité, nous sont enviés même par nos camarades suisses pourtant très fins connaisseurs en la matière et héritiers d'une longue tradition de citoyens-soldats.

- **Deuxième enseignement.** un point concernant la légitime défense, pour soi et pour autrui, qui encadre l'usage des armes sur le territoire national. Nos soldats sont parfaitement aptes à neutraliser sans tirer un agresseur armé comme ils l'ont fait remarquablement à Nice. Si nous ne sommes pas formés prioritairement à faire face à ce genre de situation comme peuvent l'être nos camarades policiers ou gendarmes, la maîtrise du feu ne nous est pas inconnue, loin de là! Elle est même la marque du soldat professionnel alors même que dans l'armée de Terre le plus jeune des soldats est en mesure d'ouvrir le feu, avec le potentiel de catastrophe que cela représente. Comme à Kaboul, Bangui ou Gao, nous savons qu'à la gare de Lyon Part-Dieu notre ennemi principal est le dommage collatéral.

- **Troisième enseignement.** la grande qualité de nos jeunes sous-officiers qui commandent avec beaucoup de discernement des petits groupes isolés et autonomes. Si certains observateurs se sont plus à qualifier l'opération Daguët dans les pays du Golfe en 1990-91 de « guerre des colonels », l'opération Pamir en Afghanistan de « guerre des capitaines », alors Sentinelle est bien une opération de sergents!

Ce constat positif est probablement dû à des prérequis positionnés au même niveau d'exigence que ceux qui prévalent en opérations extérieures et à un entraînement adapté. Mais aussi à des actions de formation continue, qu'elles soient de cursus ou de spécialité, également très bien calibrées.

- **Quatrième enseignement.** l'importance des forces morales qui constituent notre richesse, le véritable trésor de l'armée de Terre. Elles nous permettent de faire face aux exigences et aux difficultés des actions au sol, décentralisées, immergeant nos soldats et leurs chefs dans la durée au milieu des populations alors même que le danger peut venir de partout, et ce sur le territoire national comme dans les vallées afghanes. Bien sûr, nous n'en sommes pas à opérer en France dans le même état de tension qu'en opérations extérieures. Mais tout de même...

Comme en opérations extérieures, c'est souvent du 24 heures sur 24 et des conditions de vie pas toujours optimales. Certains de nos soldats de l'opération Sentinelle font tous les jours plus de 20 km à pied avec leur gilet pare-balle, par tous les temps.

Surtout, certains venaient à peine de rentrer de quatre mois d'opérations dans le Sahel ou en Centrafrique lorsqu'ils ont été déployés en Auvergne ou en Rhône-Alpes. Beaucoup étaient en permissions auprès de leur famille lorsqu'ils ont été rappelés sans préavis.

C'est normal du fait de notre statut. C'est surtout parfaitement admis par nos soldats. Ils sont les premiers à comprendre que la mission stratégique des armées est de défendre la France, donc les Français, là où ils se trouvent, à commencer par notre sol.

Ce sens de l'engagement, cette abnégation de nos soldats mais aussi de leurs familles, sont une vraie fierté. Ils doivent être entretenus avec ténacité.

L'armée de Terre est donc plus que jamais «au contact» des populations, et pour la première fois de façon massive auprès de nos propres concitoyens.

À quelques très rares exceptions près, les Français savent manifester à nos soldats, leurs soldats, la considération qui leur est due.

Notre armée de Terre est bien là pour eux!



L'adresse du Commandant du CESAT



Le Général Daniel MENAOUINE

Les rentrées se suivent mais ne se ressemblent pas. La rentrée du CESAT, cette année, s'est jouée en trois actes. Le 1^{er} septembre 2015, premier acte: les officiers lauréats du concours de l'École de guerre ont repris le chemin du CESAT. Avant d'intégrer l'École de guerre, ils passeront ainsi une année rythmée par l'enseignement supérieur tactique interarmes, la découverte du fonctionnement de l'administration centrale et une projection en opérations extérieures. Ce retour de la formation tactique interarmes marque la volonté du chef d'état-major de l'armée de Terre d'apporter un soin tout particulier à cet enseignement en le sanctuarisant. Il précisait à ce titre: «Alors que depuis 2008, ces officiers brevetés sont sans cesse engagés dans des opérations de guerre dures et complexes, je considère leur formation opérationnelle comme un enjeu vital»¹.

Deuxième acte de cette rentrée: la traditionnelle conférence inaugurale de l'EMSST qui, elle aussi, a eu cette année une dimension nouvelle. Autour du sujet «Menace terroriste et territoire national: un défi majeur pour l'armée de Terre», l'EMSST a rassemblé ses stagiaires entourés de leurs futurs professeurs issus de prestigieux établissements, mais aussi plus de 250 invités extérieurs du CESAT. Après un tour d'horizon des menaces, présentées successivement par Monsieur Lavergne et Monsieur Conesa, le Général de division Dran a pu présenter les moyens techniques du renseignement et le Général de brigade de Raucourt les réflexions de l'armée de Terre autour du commandement du théâtre national. Cette séance, unanimement appréciée, a souligné le rôle prépondérant de l'EMSST comme acteur du rayonnement et de la réflexion stratégique de l'armée de Terre en direction du monde de l'enseignement (grandes écoles, académies, universités).

À l'occasion de cette journée, les prix de l'association Minerve, en présence de son président le Général de corps d'armée (2S) Verna, ont été remis, marquant le lien fort qui unit les jeunes et les anciens.

La présentation de l'armée de Terre à Sissonne les 22 et 23 septembre fut le troisième acte de cette rentrée. Au cours de ces deux jours, les officiers stagiaires de l'ESORSEM et 225 personnes invitées par le CEMAT – parlementaires, industriels de défense, élus, acteurs du monde économique et universitaire, hauts fonctionnaires – ont pu ainsi mieux comprendre l'armée de Terre, ses modes d'action, ses soldats et ses équipements actuels et futurs. Les auditeurs de la 68^{ème} session nationale de l'IHEDN et les officiers stagiaires de l'École de guerre étaient aussi conviés à ces démonstrations très réussies.

S'attacher à préparer nos officiers à des engagements de plus en plus complexes, associer les stagiaires et les relais aux réflexions sur le terrorisme sur le territoire national, puis convier à Sissonne des officiers de réserve et des hauts responsables à découvrir les capacités des forces terrestres ont ainsi constitué les trois temps forts de la rentrée du CESAT.

Au-delà de la synergie aboutie entre rayonnement et enseignement supérieur, ces temps forts rappellent que le CESAT, son encadrement, ses stagiaires, mais aussi tous ses relais, se sont résolument engagés pour appuyer la nouvelle offre stratégique de l'armée de Terre.



¹ Lettre du 6 janvier 2015, 5000053/DEF/RH-AT/EP/PRH/OFF/NP, mandat relatif à l'évolution de l'enseignement militaire supérieur

Histoire militaire et modernité



Le Maréchal Lyautey au service de la France



Par le Colonel (er) Pierre GEOFFROY¹

En cette année qui marque le 90^{ème} anniversaire du départ officiel du Maréchal Lyautey du Maroc, les Cahiers poursuivent leur hommage envers ce chef militaire, cette personnalité politique, ce philosophe qui a marqué et marque encore tant de générations. Nos remerciements vont à nouveau au Colonel (er) Pierre Geoffroy pour ce nouveau témoignage dont il a bien voulu nous faire part.

Le Maréchal Hubert Lyautey occupe une place respectable et imprenable dans l'histoire, ce que d'aucuns ont tenté de lui contester pour le faire oublier, mais sans succès, donnant raison à Louis Barthou, ancien président du Conseil et académicien, qui écrivait dans sa préface à *«Paroles d'action»* (1927): «Le Maréchal Lyautey peut attendre avec confiance le jugement de l'Histoire».

D'histoire, il en est beaucoup question à l'occasion des célébrations et commémorations, débats et publications suscités par le centenaire des quatre années de la guerre de 1914-18, et Lyautey y a toute sa place.

L'année 2016, marquée par le centenaire de sa nomination, le 12 décembre, au poste de ministre de la Guerre, devrait fournir l'occasion non seulement d'explorer son rôle pendant la Grande Guerre, mais encore d'évaluer ses visions sur les conséquences mondiales de ce conflit.

Plus on parle et plus on parlera de Lyautey avec l'objectivité qui caractérise les historiens dignes de ce nom, plus on vérifiera que par son exemple et ses visions, il mérite de servir de référence pour les penseurs et les décideurs de notre temps.

C'est sans doute la signification qu'il faut donner à cette phrase qui concluait le discours présidentiel du Général de Gaulle lors de l'accueil des cendres du Maréchal Lyautey aux Invalides, le 10 mai 1961: «En vérité, le Maréchal Lyautey n'a pas fini de servir la France».

Hubert Lyautey continue, plus de 80 ans après sa mort, d'étonner, de fasciner et même de séduire ceux qui le croisent par le biais de ses nombreux écrits, de ses formules à l'emporte-pièce mais toujours frappées au coin du bon sens, de ses vues prophétiques. Il intéresse aussi par les relations qui ont été faites de son épopée jalonnée non pas d'intentions et de promesses sans lendemain, mais bien d'actions réfléchies et de réalisations indiscutables se référant à une véritable VISION, celle de la GRANDEUR de la FRANCE dans un monde en pleine ÉVOLUTION.

Avant de souligner les événements marquants qui jalonnent son existence et parfois la déterminent, intéressons-nous un instant au personnage auquel fut décernée la dignité de maréchal de France à la suite de la guerre 1914-18.

Il fut commissaire résident général de France au Maroc pendant 13 ans, de 1912 à 1925, ministre de la Guerre, membre de l'Académie Française. Il fut également commissaire général de l'exposition coloniale internationale de 1931, président du comité français de propagande aéronautique et président d'honneur de toutes les fédérations du scoutisme en France.

En considérant l'ensemble de ses diverses activités, il fut tour à tour ou tout à la fois soldat, pacificateur, diplomate, administrateur, bâtisseur et urbaniste, écrivain et protecteur des arts et, dans tous les cas, un phare pour la jeunesse.

Avant tout conquérant des cœurs: «Il n'y a pas d'œuvre humaine, disait-il, qui pour être vraiment grande n'ait besoin d'une parcelle d'amour». Il préférait «montrer sa force pour en éviter l'emploi», convaincre avant d'exiger. Il maîtrisait les situations les plus variées avec finesse, avec sagesse, avec passion, mais aussi sans faiblesse, avec un leitmotiv: «Le but, toujours le but».

Parmi ses nombreux portraits, trop souvent hagiographiques, celui de Wladimir d'Ormesson est bien frappé: «En lui s'unissaient des dons et des qualités qui rarement coexistent: une énergie de fer et une souplesse presque féline, la volonté et la finesse, la décision et la prudence, le goût du risque et le sens de la précaution, le bondissement du chef et l'instinct politique. Il avait des intuitions de génie. Il n'avait pas besoin de savoir: il présentait.»

Ce Lorrain naît le 17 novembre 1854 à Nancy, là où 80 ans plus tard seront célébrées ses funérailles nationales. Son existence est parsemée de jalons qui attirent notre attention sur les événements qui en ont influencé le cours.

- **Premier jalon:** de son parcours: un grave accident.

La chute dont il est victime à 18 mois aura d'importantes répercussions sur sa destinée. Longtemps immobilisé et astreint au port d'un corset d'acier jusqu'à 12 ans, il ne peut aller à l'école qu'à l'âge de 10 ans avec des cannes.

Il entre cependant en 6^{ème} au lycée impérial de Nancy, car il a eu à la maison une jeunesse studieuse au cours de laquelle il a pris goût à la lecture, base d'une culture générale très étendue, tout comme à la réflexion qui nourrit l'action.

¹ Président de la fondation Lyautey et de l'Association nationale Maréchal Lyautey

Ce qui a valeur d'exemple dans son comportement, c'est une volonté farouche qui lui dictera ensuite l'obligation d'être partout le meilleur pour combler le retard dû à son accident.

«Une volonté, une suite, une continuité, une décision à tout briser, ainsi se font toutes les grandes choses»

Plus exemplaire encore, il mettra cette volonté au service d'un idéal: «L'essentiel, écrit-il, est de savoir ce que l'on veut et où l'on va. Or cela, je le sais: faire prédominer sur tous mes actes le devoir social».

- **Deuxième jalon:** premier contact avec l'Algérie.

Sorti de Saint-Cyr en 1875, puis de l'École d'état-major en 1877, le jeune lieutenant choisit de parcourir l'Algérie pendant six semaines pour son congé de fin de stage. Ce séjour le marque à jamais. Émerveillé, il veut tout voir, tout savoir, tout comprendre. Désormais il rêvera sans cesse de ces «pays de lumière», comme il dit, dont la culture le fascine et où il y a tant à faire. C'est une première expérience de sa vie trépidante d'actions outre-mer qui le conduira en Indochine, à Madagascar, deux fois en Algérie, puis au Maroc.

- **Troisième jalon:** le «Rôle social de l'officier», un texte fondateur.

Rentré d'Algérie, il connaît la vie morne des garnisons et ne parvient pas à assouvir sa soif d'action. Préoccupé par les problèmes sociaux, il met à profit, à partir de 1887, son temps de commandement de capitaine au 14^{ème} chasseurs à Saint-Germain en Laye pour mettre en pratique ses idées novatrices.

Bien vite, son escadron est réputé être l'escadron modèle de l'armée française. Il y crée le premier réfectoire, le premier foyer du soldat avec une bibliothèque, des cours pour les illettrés. De nouveaux rapports s'établissent entre les cadres et la troupe. On parle du bien-être des soldats, de leur formation, de leur éducation. On les fait même participer au sein d'une commission consultative élue: du jamais vu!

Tout s'enchaîne alors. Sollicité par la *Revue des Deux-Mondes*, un texte du Capitaine Lyautey est publié dans la livraison du 15 mars 1891 sous le titre «Du rôle social de l'officier dans le service universel». Il livre sans ménagement son analyse, le fruit de son expérience et ses réflexions incitatives. Preuve de sa hauteur de vue, son propos s'adresse aussi à «tous les dirigeants sociaux», car il définit les bases d'un management à visage humain à l'opposé d'un management déshumanisé générateur de stress, ce qu'il confirmera plus tard: «Il n'y a qu'une voie à suivre, celle du travail social, qu'une règle: agir dans un esprit de justice et de respect, le seul qui libère l'homme». «Le Rôle social» est un texte fondateur qui n'a pas pris une ride.

- **Quatrième jalon:** la rencontre avec Gallieni.

Son affectation en 1894 au Tonkin (Nord-Vietnam) est perçue comme une mise à l'écart. Chef d'escadrons, la chance ne l'a pas abandonné et lui permet de servir sous les ordres du Colonel Gallieni. À l'école de cet officier de valeur, un homme de terrain qui respecte les hommes et leurs coutumes et qui cherche sans cesse à «faire de la vie», Lyautey, promu lieutenant-colonel en 1897, découvre sa vocation coloniale. Il écrit à sa sœur: «On ne gouverne pas contre le mandarin, mais avec le mandarin».

Le Colonel Gallieni, une fois nommé gouverneur général de Madagascar, appelle Lyautey à ses côtés. Il lui confie la pacification et l'organisation du nord-ouest, puis du sud de l'île. Son génie, servi par sa passion de l'action coloniale et sa pratique toujours améliorée de la «tache d'huile» pour pacifier, apporte à Lyautey la réussite exemplaire au plan humain, sécuritaire, social et économique. Et il peut écrire: «Notre action n'a rien de commun avec les guerres entre nations. Elle est une organisation qui marche, elle est constructive, celles-ci sont destructrices; elle crée de la vie et non des ruines. La pacification faite de prudence et d'adaptation doit progresser comme une tache d'huile, souple mélange de politique, d'amitié et de force, de raids militaires se muant en essor économique».

- **Cinquième jalon:** l'homme de la situation.

Revenu en France en 1902, le Colonel Lyautey reçoit le commandement du 14^{ème} hussards à Alençon. C'est une parenthèse de neuf mois. En septembre 1903, il est envoyé d'urgence en Algérie, là où la situation exige un homme de son expérience et de sa trempe. Il va se forger l'âme d'un chef d'État.

Promu général, il commande successivement le territoire d'Aïn Sefra, puis la division d'Oran, avant d'être, en outre, nommé haut commissaire pour les confins algéro-marocains. Ses initiatives, dictées par le souci de l'efficacité à la fois dans le temps et dans l'espace, ne sont pas toujours appréciées à Paris.

Il se marie en 1909 avec Inès de Bourgoing, veuve du Colonel Fortoul, de neuf ans sa cadette. Lorsqu'il est nommé commandant du X^{ème} corps d'armée à Rennes en 1910, il croit son aventure coloniale terminée. Mais c'est là que lui parvient, en 1912, sa nomination de commissaire résident général de France au Maroc, à la suite de la signature du traité de protectorat intervenue le 30 mars.

- **Sixième jalon:** sa nomination au Maroc

Et c'est au Maroc que va s'épanouir pleinement son génie créateur. Il y restera treize ans, répétant à l'envie: «Plus je vis au Maroc, plus je suis persuadé de la grandeur de ce pays» et encore: «Je veux nous faire aimer de ce peuple».

Il fait des merveilles malgré de fréquents désaccords avec le gouvernement français, car il est intransigeant sur le respect du traité de protectorat. Avec une vision d'avenir, il consolide l'autorité du Sultan, il jette les bases du Maroc moderne en respectant ses traditions historiques, religieuses et culturelles avec le dessein avoué d'amener le royaume chérifien à son indépendance dans les meilleures conditions.

C'est pourquoi, outre la mise en place d'une administration modernisée, il entreprend de doter le pays des infrastructures nécessaires pour son évolution économique et sociale. On y construit les premières routes goudronnées et voies ferrées, ports, écoles primaires et professionnelles, collèges, dispensaires, hôpitaux, bâtiments pour les services publics créés, etc. Le Maroc est en chantier.

Bâtitteur, il édicte des règles très strictes pour le respect du patrimoine marocain et sa conception de l'urbanisme fait encore école aujourd'hui. Les travaux gigantesques entrepris au port de Casablanca sont critiqués en France pour leur coût. Mais Lyautey

a de l'intuition: «On ne voit jamais trop grand, dit-il, quand il s'agit de fonder pour des siècles». Car, après la découverte du phosphate, il a imaginé que son exploitation serait une richesse pour le Maroc à condition qu'il puisse l'exporter.

Ce faisant, il a farouchement voulu et su faire aimer la France, et il a initié des liens d'amitié entre nos deux pays suffisamment solides pour résister à des «erreurs politiciennes». Aujourd'hui, le plus grand lycée du Maroc, à Casablanca, a gardé le nom de Lycée Lyautey, symbole de l'estime dont le maréchal est l'objet.

- **Septième jalon:** la guerre de 1914-18.

En pleine période de commémoration du centenaire de la guerre 14-18, force est de constater que, jusqu'ici, Lyautey fait plutôt figure de grand oublié. Pourtant, parler de «Lyautey et la guerre 14-18» amène logiquement à évoquer deux sujets connexes: «Lyautey et l'Europe» ainsi que «Lyautey et ses visibns sur l'après-guerre».

Dès 1897, il traitait de «fratricide» la guerre de 1870, «qui – disait-il – avait brisé dans l'œuf l'Europe unie, logique, historique que préparait le long travail des siècles». Il souhaitait que l'Europe s'unisse enfin «pour faire face aux vrais périls, à ceux qui la menaceront demain dans sa vie économique jusque dans ses sources, à ceux qui la menaceront dans sa civilisation, dans son culte de la beauté et son sens de l'idéal, dont les origines sont à Athènes, à Rome et en Judée». Et, le 3 août 1914, en apprenant la déclaration de guerre par l'Allemagne, le Général Lyautey explose devant ses officiers: «Ils sont fous, complètement fous! Une guerre entre Européens, c'est une guerre civile! C'est la plus monumentale ânerie que le monde ait jamais faite!»

Il reçoit alors l'ordre d'évacuer l'intérieur du Maroc, de ne tenir que quelques ports et d'envoyer en France la totalité des bataillons de l'armée d'Afrique (soit trente-cinq bataillons et l'ensemble des batteries montées). Lyautey envoie aussitôt la 1^{ère} division marocaine, composée surtout de zouaves et de tirailleurs algériens. Puis, en août, le Maroc fournit une brigade de «chasseurs indigènes» dite «brigade marocaine».

S'il envoie ses meilleures troupes en France, il ne peut se résoudre à prendre le risque de voir anéantis les résultats de la pacification obtenus depuis deux ans. Il s'ensuivrait fatalement un soulèvement encouragé et aidé par les Allemands. Lyautey décide donc de s'organiser pour ne rien abandonner des positions acquises. C'est un pari qui paraît insensé, mais qu'il gagnera. C'est ce qui fera dire à Guillaume de Tarde: «Sa chance consistait à ne risquer jamais que l'impossible».

Il obtient l'appoint compensateur de «territoriaux» venus de France. Il crée et entraîne de nouvelles unités de l'armée d'Afrique, fières d'assurer la relève de celles qui sont parties pour le front avant d'y partir elles-mêmes. Il mobilise les ardeurs, séduit, flatte, dynamise par sa présence et par le verbe; il donne le change. Il met en place un volet psychologique grâce à des vitrines de l'optimisme comme la première grande foire de Casablanca en 1915, qui renforce notre prestige. Il persuade de la réalité d'un «front marocain» lié à la guerre européenne puisque les Allemands soutiennent les tribus dissidentes avec des agents, de l'argent et de l'armement.

Lui-même fait les frais de la vengeance des Allemands à propos du Maroc, qui a échappé à leur convoitise. Ils incendient son château de Crévic en Lorraine le 22 août. Rien ne pouvait autant l'accabler, mais il sait rebondir et valoriser tous ses actes en pratiquant l'action psychologique et l'art de la communication.

Appelé comme ministre de la Guerre fin 1916, il préférera démissionner au bout de quelques mois plutôt que de composer avec des hommes politiques qui refusent de prendre les décisions dictées par la situation. Il restera amer de n'avoir pu ni installer un commandement unique interallié, gage d'efficacité – Clemenceau s'en attribuera le mérite –, ni empêcher l'offensive du Général Nivelle dont il avait pressenti le dramatique échec.

De retour au Maroc, il poursuit son oeuvre de bâtisseur tout en participant, avec une logistique au plus haut niveau, à l'effort de guerre contre l'Allemagne. Il ne cesse d'envoyer en France vivres, bétail, matières premières et renforts de troupes. Il crée et entraîne des unités marocaines – tirailleurs, spahis, goumiers – qui, une fois aguerries, partent à leur tour pour le front où métropolitains, pieds-noirs et marocains mêleront leur sueur et leur sang pour défendre la France. L'armée d'Afrique y acquiert ses lettres de noblesse chèrement payées.

- **Huitième jalon:** la mauvaise sortie de guerre en 1918.

Après la victoire sur l'Allemagne et l'armistice du 11 novembre 1918, Lyautey partage la joie générale. Cependant, son sens politique et son intuition l'empêchent d'être euphorique comme beaucoup, car il pressent les tragédies à venir avec une rare clairvoyance. Dès avant l'armistice, il avait laissé percer sa méfiance sur les conditions du futur traité de paix. Ainsi, le 17 novembre 1918, il écrit à sa sœur: «Si j'exulte du triomphal succès militaire, il n'en est pas de même de l'horizon politique. Je n'augure rien qui vaille de cette floraison de républiques socialistes et je crains que les super-Balkans qui vont s'installer dans l'Europe centrale ne soient une cause d'incendie redoutable».

Il suit de près les travaux des négociateurs du traité de Versailles. Sa connaissance des dossiers en aurait fait un conseiller de premier choix. Il fait même des propositions qui contenaient l'Europe en germe. Elles ne seront pas davantage prises en compte que sa demande d'associer le Maroc aux négociations, ce qui relevait d'une grande lucidité. Il affirmait ainsi sa volonté de conduire le royaume sur le chemin de la souveraineté.

Visionnaire, sa perception des faiblesses du traité de Versailles et des conséquences à plus ou moins long terme de la Première Guerre mondiale n'est pas étrangère à ses prises de positions et à ses réactions.

Le 18 novembre 1920, il prend date sur l'évolution du monde et l'avenir de la colonisation en adressant au gouvernement et à ses subordonnés civils et militaires la fameuse note dite du «coup de barre». Dans ce texte devenu historique, il prend en compte l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En clamant: «Il est urgent de crier "casse-cou", il s'appuie sur le respect de l'esprit et de la lettre du statut de protectorat au Maroc pour dénoncer les dérives à combattre et proposer des remèdes.

Soucieux des bonnes relations à instaurer avec le Maghreb, il plaide dès 1922 pour une fédération franco-musulmane des pays de la Méditerranée entre Gibraltar et le Bosphore.

Le 19 octobre 1922, invité à poser la première pierre du sanctuaire de la mosquée de Paris, il fait un discours dont le contenu devrait inspirer tous les donateurs de leçons: «[...] la France, libérale, ordonnée, laborieuse, l'Islam rénové et rajeuni, m'apparaissent comme deux forces, deux grandes et nobles forces dont l'union, ne poursuivant ni la violence, ni la destruction, ni la domination, mais l'ordre, le respect de leurs revendications légitimes, l'intégrité de leurs territoires nationaux, la tolérance pour toutes les croyances et toutes les convictions, doit être un facteur prépondérant pour la paix du monde». La France est-elle libérale dans le sens de tolérante, ordonnée, laborieuse? L'Islam est-il rénové et rajeuni? Voilà, semble-t-il, l'équation à résoudre.

Au moment de la guerre du Rif, on sait dans quelles conditions humiliantes le Cartel des gauches évince Lyautey, l'acculant à la démission en 1925 après lui avoir refusé les renforts indispensables pour sauver le Maroc et son œuvre pour l'avenir de ce pays. Rentré en France, il partage son temps entre Paris et Thorey où il décédera le 27 juillet 1934.

Il aurait pu comme tant d'hommes qui quittent les responsabilités se replier sur lui-même et cultiver au fond de son cœur certaines amertumes justifiées. Non, rien de tout cela: il reste sur la brèche. À ses yeux, seuls comptent l'avenir, le contact avec les jeunes qui en sont l'espoir, et le service du pays.

- **Neuvième jalon:** l'Exposition coloniale internationale de 1931.

Sa dernière grande oeuvre est l'organisation de l'Exposition coloniale internationale de 1931. Avec plus de 33 millions de visiteurs en six mois, il en fait un immense succès à la gloire de la France. Ce dernier jalon est à la fois un point d'orgue pour Lyautey et l'envoi d'un message à destination de ceux qui doivent défendre et transmettre les valeurs qu'il défendait.

À l'occasion de cette exposition, ce promoteur de l'amitié entre les peuples proclamait: «Union entre les races, ces races qu'il ne convient vraiment pas de hiérarchiser en races supérieures, mais de regarder comme «différentes» en apprenant à s'adapter à ce qui les différencie». Il s'oppose en cela à Jules Ferry qui affirmait ouvertement que «les races supérieures ont un droit sur les races inférieures».

En mettant en perspective tous ces jalons d'une existence devenus des jalons de l'Histoire et susceptibles d'être, en bien des occasions, sources d'inspiration pour le présent, il convient de souligner qu'Hubert Lyautey, malgré les tensions et les oppositions, ne cherchait pas à diviser pour imposer et s'imposer, mais recherchait sans cesse, selon sa formule, «le dénominateur qui unit les hommes» dans une ambiance de respect, de tous les respects.

C'est en cela aussi qu'il est exemplaire et qu'il peut encore servir la France.

Le Colonel (er) Pierre GEOFFROY a effectué entre 1953 et 1962 plusieurs campagnes en Indochine et en Algérie, en particulier comme officier des Affaires algériennes. À l'issue de diverses affectations en état-major, il a fait valoir ses droits à la retraite en 1981. Il a alors commencé une seconde carrière en créant un cabinet de conseil, et s'est également beaucoup investi au sein du monde associatif. Ses forces vives ont cependant toujours été consacrées au Maréchal Lyautey. Président-fondateur de l'Association nationale Maréchal Lyautey en 1980, il préside également la Fondation éponyme. Il a enfin tenu des responsabilités importantes au sein de la commune de Thorey-Lyautey.



Se souvenir de la guerre du Pacifique (décembre 1941-août 1945): la rivière Kwai



Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT

En nous rappelant la réalité historique et le drame humain de cet épisode tragique, Françoise Thibaut nous rappelle surtout que nous ne devons pas oublier la dimension asiatique du dernier conflit mondial, dont nous avons fêté cet été le 70^{ème} anniversaire de l'arrêt complet des hostilités.

S'il est fort bien de se souvenir du 6 juin 44 et de la fin du conflit en Europe, il ne faut surtout pas oublier la dimension asiatique de la 2^{ème} guerre mondiale qui continua dans le Pacifique jusqu'à la capitulation du Japon le 14 août 1945 (arrêt complet des combats le 2 septembre).

Nous connaissons tous la rivière Kwai en raison du beau roman de Pierre Boulle «*Le pont de la rivière Kwai*», publié en 1952, mais surtout par le film de David Lean, en 1957 avec Alec Guinness, William Holden et Sessue Hayakawa, qui reçut sept Oscars, et connu un succès mondial qui ne se dément pas même près de 60 ans plus tard.

La rivière Kwai existe vraiment: elle se situe en Thaïlande (autrefois Siam), prend sa source au nord près du Myanmar (autrefois Birmanie), crapahute dans la montagne pour dévaler dans la plaine de Bangpong, puis se jeter dans la mer de Chine méridionale au sud de Bangkok. Assez ordinaire, grossie des pluies de mousson ou presque tarie lors de la saison sèche, cette rivière constitua un enjeu stratégique pendant la guerre du Pacifique, sous l'occupation japonaise, à partir de mars 1942.

Après l'attaque surprise du 7 décembre 1941 sur la base américaine de Pearl Harbour, les Japonais, déjà maîtres de la Chine du sud, déferlèrent avec une incroyable rapidité sur la péninsule du sud-est asiatique; le but était les réserves pétrolières de la colonie hollandaise (l'actuelle Indonésie), les richesses minières de Malaisie et surtout l'Inde, fleuron de l'empire britannique, à la fois symbole et pactole économique. Pour la stratégie de l'état major nippon, c'était une obsession. Singapour tomba, presque sans défense, le 15 février 1942 («le jour le plus noir de l'Empire» selon Churchill) et, à partir de cette base décisive, tout fut facile: 200.000 soldats déferlèrent à la fois sur le sud de la Malaisie et sur l'archipel batave: Java fut envahie le 1^{er} mars: prisonnier, le contingent hollandais fut embarqué vers la sinistre prison de Singapour, le camp de Changi, sorte de mouvoir où furent entassés des milliers de prisonniers dans des conditions affreuses. Ainsi, militaires hollandais, britanniques, australiens, néo-zélandais, sud-africains, se retrouvèrent mêlés dans une cohorte destinée à «aider l'effort de conquête».

En effet, après le transit à Changi, les prisonniers furent embarqués vers le nord, vers le Siam, où «le grand projet» devait être exécuté dans les meilleurs délais: il s'agissait de construire, à travers la jungle et la montagne, une ligne de chemin de fer Bangkok-Rangoon destinée à soutenir l'avancée du million de soldats lancé à l'assaut de l'Inde. Le projet traçait la ligne jusqu'à Moulmein, au fond du golfe du Bengale, puis se divisait en deux pour desservir à la fois Rangoon et le nord de la Birmanie, et plus au sud Mandalay en vue d'entrer en Inde par le delta du Gange (actuel Bangladesh). Projet pharaonique que les Britanniques n'avaient jamais mené à bien en raison des difficultés climatiques et géographiques, mais que les Japonais réalisèrent en partie, sans pouvoir l'achever, en 14 mois. Une des principales difficultés était l'abondance des rivières à enjamber avec la nécessité de construire des ponts capables de résister aux flots impétueux des moussons et de supporter le passage répétitif de lourds convois bourrés d'armes, de vivres, de munitions. La rivière Kwai, par sa position stratégique et son importance, constituait un obstacle majeur.

Plus de 20.000 prisonniers furent employés à cet exploit dément dont plus des deux tiers périrent dans des conditions d'épuisement, de maladies et de malnutrition; ils furent assistés par 200 à 300.000 déportés autochtones – on en ignore le chiffre exact –, malais, thaïs, mais surtout chinois du sud, amenés à pied sur les chantiers, employés au terrassement dans des conditions innommables.

Les travaux destinés à franchir le lit de la rivière Kwai furent fort longs en raison des difficultés techniques, de la mouvance des sols et de la largeur de l'espace à franchir: le principal camp de prisonniers employés à cet infernal chantier s'appelait «*Spring Camp*» en raison de sources proches; 41 camps furent disséminés le long du tracé: Hollandais et citoyens de l'Empire, Sud-africains, Indiens y survivaient tant bien que mal, y mourraient en nombre, attaqués par la malaria, le bériberi et le typhus. Ce fut une odyssee à la fois tragique et fabuleuse, dont bien peu revinrent. La ligne ne fut jamais achevée, et les Japonais n'arrivèrent jamais jusqu'au Gange, à peine à Mandalay. Une contre-offensive britannique au nom de code «Tarzan» était prévue pour l'automne 45 sous la direction de Lord Louis Mountbatten. Mais le 6 août sur Hiroshima, puis le 9 sur Nagasaki, les deux bombes américaines changèrent la donne et mirent fin à la Guerre du Pacifique par une capitulation sans conditions quelques jours plus tard, le 14 août 1945.

Il ne reste rien de *Spring Camp*, ni de la ligne de chemin de fer: la jungle a tout recouvert, tout dévoré. Le tracé de la voie ferrée actuelle passe beaucoup plus au sud: la rivière Kwai est franchie dans un lieu propice, sur un pont tout à fait ordinaire, de type Eiffel, en métal, posé sur des piliers de béton; rien à voir avec le chef d'œuvre en bois du colonel Nicholson. Parfois, quelques

rare touristes âgés, souvent hollandais, australiens, britanniques, sont venus se recueillir, après une heure de marche dans la jungle, devant un petit monument non loin de *Hellfire Pass* (la passe de l'enfer), une gorge étroite où moururent plusieurs milliers de travailleurs, car la place exacte du camp est introuvable. Le modeste édifice rappelle, toutes origines confondues, le souvenir d'un si énorme et inutile sacrifice. Maintenant, ce sont plutôt leurs enfants qui viennent se remémorer l'involontaire aventure terminée, dans le silence d'une nature implacable et au son de l'inlassable bavardage des perroquets, il y a bientôt 70 ans. On peut lire, bien sûr, le livre de Pierre Boule (Julliard 1952 et Livre de poche), et surtout le beau livre de souvenirs de Loet Velmans «*Retour à la rivière Kwaï*» (chez Phébus), ainsi que le chapitre 7 de l'ouvrage que François Kersaudy a consacré à Lord Louis Mountbatten. Et puis revoir avec ravissement le film de David Lean.

Docteur en droit et en sciences politiques, Madame Françoise Thibaut est professeur émérite des universités, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques. Elle a enseigné aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan le droit et la procédure internationale ainsi qu'à l'École supérieure de la gendarmerie de Melun. Elle écrit aussi des thrillers pour se distraire, tout en continuant de collaborer à plusieurs revues et universités étrangères. Elle est notamment l'auteur de «Métier militaire et enrôlement du citoyen», une analyse du passage récent de la conscription à l'armée de métier.



Articles d'intérêt général



Dien Bien Phu: faute stratégique ou bonne idée qui a mal tourné?(2)¹

Par Jean-François DAGUZAN²,
Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

Dien Bien Phu a déjà fait l'objet de multiples écrits, analyses et publications en tout genre. À la suite du numéro 40 du mois de juin dernier, les Cahiers sont heureux de publier la deuxième partie de la remarquable étude réalisée sur cette bataille épique par Jean-François Daguzan, chercheur et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique. Paru l'an dernier dans le site Diploweb.com à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la bataille, à la fois fresque historique et analyse stratégique, ce texte de référence met en évidence des épisodes et des leçons de la bataille peut-être encore inédits.

Pendant et après: défaillances, héroïsme et illusions

- **Centre de gravité tactique: Les trois premiers jours et la faillite du commandement**

La bataille est perdue entre le 13 et le 15 mars 1954.

Il ne s'agit pas ici d'accabler une fois de plus les responsables dans la conduite tactique de la bataille. Certains s'acharnent sur Castries quand d'autres désignent Langlais, son adjoint opérationnel trop sûr de lui, ou fustigent toute la chaîne. Toujours est-il que le continuum de commandement Castries-Langlais-Hanoï-Saïgon commet deux erreurs majeures qui conditionneront la défaite inéluctable en ne reprenant pas, une fois la surprise et le choc passés, coûte que coûte les positions perdues, surtout *Béatrice*³, et ensuite *Gabrielle* et *Anne-Marie* dont le contrôle conditionne le maintien de la piste d'atterrissage⁴. En trois jours Giap a détruit le centre de gravité français qui en l'occurrence est les défenses de l'aérodrome et donc l'aérodrome

**Le continuum de commandement
Castries-Langlais-Hanoï-Saïgon
commet deux erreurs majeures qui
conditionneront la défaite**

lui-même. Le reste n'est qu'une affaire d'héroïsme. Bigeard, avec son génie tactique évident, ne pourra, plus tard, qu'aider à reculer l'inévitable. La bataille est donc perdue entre le 1^{er} et le 3^{ème} jour. On ne reviendra pas sur le déroulement tactique si souvent décrit. Les 77 jours suivants ne seront qu'une lente agonie.

Comme le dit de façon éclairante Henri de Brancion, «... si la protection de la piste était prioritaire pour les Français, elle constituait, par symétrie, l'objectif n°1 de Giap. De fait, elle fut mise hors d'usage la première nuit et ne put jamais reprendre son rôle essentiel dans la bataille ce qui modifia du tout au tout les conditions de l'affrontement»⁵. Effondrement psychologique, mauvaise appréciation de la conduite de la bataille? Cet objectif prioritaire disparaît du souci tactique français dès le deuxième jour du combat et sonne le glas du camp retranché. Les parachutages et le sacrifice des «paras d'un jour» et des aviateurs ne servira qu'à retarder l'inévitable. Le 7 mai à 17h30 les combats s'achèvent en «laissant mourir le feu» selon les mots de Cogny et sans drapeau blanc. Le camp ne s'était pas rendu, il avait juste cessé de combattre. Giap venait de gagner la première bataille du Tiers-Monde contre une force occidentale depuis le XIX^{ème} siècle.

- **Rêves et illusions**

Les bombardements américains (du raid massif à la bombe atomique!)

La demande française ou la proposition américaine d'utiliser la bombe atomique pour sauver le camp retranché fut un des grands mystères historiques de l'affaire de Dien Bien Phu⁶. On ne peut que rester circonspect voire sceptique sur l'idée qu'ont pu se faire certains Français – y compris de haut rang – sur les intentions américaines. Rappelons que Truman avait refusé d'utiliser l'arme nucléaire en Corée et mis à pied le Général Mac Arthur pour l'avoir exigé. On voyait mal son successeur, le Président – et Général Eisenhower – souscrire à cette demande «à l'emporte-pièce» pour une affaire sans commune mesure avec la dimension de la Corée. Le ministre des Affaires étrangères Georges Bidault qui était parti négocier à Washington, a juré qu'elle avait émané d'Allen Dulles lui-même. A-t-il surinterprété des paroles bienveillantes du ministre américain? S'est-il auto-intoxiqué? Y a-t-il eu

¹ Article du 23 novembre 2014, reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur et de Diploweb.com

² [Jean-François DAGUZAN](#)

³ Il y a débat: Castries a affirmé que la décision avait été prise par Hanoï et qu'il l'aurait refusée s'il avait dû décider seul. Rocolle (p. 360) affirme qu'elle l'a été par le Général Gambiez en l'absence de Navarre à Saïgon. Gras (p. 547) et Roy (p. 207) considèrent qu'elle a été prise par Cogny ce que semblent confirmer les mémoires de Navarre qui aurait refusé la trêve s'il avait été saisi. «*Le temps des vérités*», op. cit. p. 428

⁴ Castries accepte la proposition du Vietminh d'une trêve pour ramasser les blessés après la chute de Béatrice, interdisant *de facto* la reprise de ce point clé de la défense.

⁵ «*Dien Bien Phu, Artilleurs dans la fournaise*», Presses de la cité, Paris, 1993, p. 258.

⁶ Voir Laurent Césari et Jacques de Folin, «Le projet "Vautour" en France: nécessité militaire, impossibilité politique», in Denise Artaud & Laurence Kaplan (dirs), «*Dien Bien Phu, l'Alliance atlantique et la défense du Sud-Est asiatique*», La manufacture, Lyon, 1989, p. 137-156

erreur de traduction? On ne le saura pas. La «proposition» qui aurait eu l'aval de certains militaires des deux bords et qui avait pu également être étayée à partir de déclarations «va-t-en guerre» de Richard Nixon alors Vice-Président, sera repoussée par le Président du Conseil Joseph Lainiel et, au final, par Bidault lui-même...⁷. Cette histoire acadabrantissime n'en demeure pas moins illustrative d'un état d'esprit général, notamment du côté français en attente d'un «miracle» qui ne viendra pas.

En revanche un bombardement massif des positions vietnamiennes par l'aviation américaine (opération Vautour) aurait pu débloquent la situation en évitant la reddition. Mais personne n'a finalement voulu assumer les conséquences politico-diplomatiques que ce geste aurait entraînées. Pourtant, cette option a été à deux doigts de se concrétiser. C'est finalement l'opposition des Britanniques (Churchill!) qu'Eisenhower avait imprudemment consultés qui fit pencher la balance. Qui plus est, pour certains diplomates, l'intervention directe des Américains aurait internationalisé *de facto* le conflit (en oubliant que Russes et Chinois «conseillaient» déjà le Vietnam sur le terrain)⁸.

L'évasion impossible: opérations Xénophon, Ariane, Condor, Albatros, Desperado...

Faute d'une évacuation qui aurait pu être menée au bon moment avec les grands moyens, l'idée d'une «évasion» des combattants valides vers les maquis de l'arrière fit son chemin. Cinq options furent étudiées. La première de grande ampleur, Xénophon, dès janvier 1954 envisageait une évacuation avec hommes et matériels. En parallèle était étudiée une simple évacuation des troupes (Ariane)⁹. Les autres plans ne furent que des variantes fortement dégradées de la deuxième qui prévoyait d'évacuer par la route l'ensemble des troupes; mais, dans tous les cas de figure, l'ampleur des moyens nécessaires fit reculer le commandement. Les deux autres, Condor et Albatros furent élaborées au fur et à mesure que la situation empirait pour exfiltrer les survivants¹⁰. La dernière fut abandonnée. Fortement suggérées par Cogy mais réfutées par Navarre qui ne s'y résoudra que trop tard, le principe était que les groupements mobiles qui animaient la guérilla sur les arrières de l'ennemi en pays laotien, avec les supplétifs Meos notamment, se rapprochent le plus possible de Dien Bien Phu et accueillent les «évadés» selon un schéma prédéfini. Le Capitaine Sassi, le Lieutenant-colonel Godard (qui s'illustra plus tard différemment à Alger) et le Capitaine Loustau commandaient ces groupements aux origines variées¹¹. Mais là aussi, cette hypothèse tenait du rêve. Giap tenait sa proie et n'allait pas la laisser s'échapper¹². Les tentatives «d'offensives» avant la bataille proprement dite avaient toutes tourné court et l'évacuation de Laïchau (autre point d'appui au nord), dont la garnison devait en principe renforcer celle de Dien Bien Phu, avait fini en massacre des supplétifs thaïs qui étaient censés rejoindre à pied... Les détachements avancés de ces groupes mobiles et commandos se contentèrent de voir brûler le camp et rentrèrent chez eux en ne ramenant qu'une poignée de survivants chanceux récupérés au hasard.

Le centre de gravité politico-stratégique: la conférence de Genève

La conférence de Genève qui s'ouvre le 26 avril 1954 change la nature de la bataille. De tactique, elle devient stratégique pour les Vietnamiens qui voient dans la conjonction des dates la fusion miraculeuse de leurs objectifs. Ce «détail» majeur n'est pas vu ou ne veut pas être vu par les Français qui s'enferment eux-mêmes dans la nasse.

De fait, cette conférence que personne n'avait mise à l'agenda international est suggérée par la France même le 25 janvier 1954 lors de la conférence de Berlin, inaugurant ainsi une singulière forme de suicide diplomatique.

- **La sous-estimation du résultat ou Le syndrome du «Chevalier noir»**

Dans le film «Sacré Graal» des humoristes britanniques, les *Monty Python*, un chevalier en armure noire barre la route des deux héros et les défie en combat singulier. Le Chevalier noir se fait couper un bras, se relève et veut continuer le combat. Il se fait couper un deuxième bras, et il le repart à l'assaut. Ayant perdu successivement tous ses membres, le Chevalier noir saute sur son tronc démembré (humour anglais!) en traitant de lâches les chevaliers qui passent leur chemin. Cette parabole peut parfois s'appliquer à quelques généraux qui refusent d'admettre la défaite, mais pas seulement à des militaires: «La guerre n'est pas une catégorie autonome», constate Hervet Guineret, «c'est d'ailleurs ce que les militaires ont parfois du mal à comprendre. Le but de la guerre est d'amener une situation politique»¹³... «La force de caractère nous conduit à l'obstination qui en est une dégénérescence» rappelle Clausewitz¹⁴. C'est ce qui différencie pourtant Churchill en 1940 et Hitler en 1945.

- **De la défaite tactique à la défaite stratégique**

Perdre est presque inclus dans l'ADN de la guerre. L'incertitude, «le brouillard» dont parle Clausewitz, en est un des principes majeurs – «...le résultat n'est jamais assuré, mais seulement vraisemblable...»¹⁵. Les adversaires de Napoléon, sur 15 ans vont perdre presque toutes les batailles, sauf la bonne! Cependant, le refus, de la part de certains chefs militaires, de ne pas voir qu'une défaite tactique *a priori* relative signe en réalité le glas d'un désastre stratégique, diplomatique et politique, demeure une constante historique.

Autrement dit, le soldat vaincu reproche au pouvoir politique d'avoir manqué du courage minimum qui eût permis de l'emporter au final sur l'adversaire dans un «ultime petit effort» – «J'ai été trahi par l'arrière» clama le généralissime Gamelin en juin 1940,

⁷ Voir George Herring & Richard Himmerman, «*Le jour où nous ne sommes pas entrés en guerre. La politique américaine au moment de Dien Bien Phu: un réexamen*», idem, p. 103-136

⁸ Général Catroux, op. cit., p. 213

⁹ Nom symbolique qui fait référence au général Grec qui conduisit en 401 av. JC la retraite des «Dix mille» (mercenaires grecs du roi Cyrus). Il raconte lui-même cette épopée dans son ouvrage «*L'Anabase*». Voir Pierre Journoud & Hugues Tertrais, «*Paroles de Dien Bien Phu, les survivants témoignent*», Tallandier, Paris, p. 88-91

¹⁰ Cadeau op. cit., p. 149-150

¹¹ Voir Colonel Roger Trinquier, «*La guerre*», Albin Michel, Paris, 1980, p. 271. Les actions vers le camp retranché des groupes Godard et Loustau sont improprement connues sous le nom de «colonne Crèvecoeur» du nom du colonel du même nom qui commandait au Laos

¹² Cerise sur le gâteau, l'engagement de ces groupements sera fait sans véritable coordination ni connaissance mutuelle car ils ne relèvent pas des mêmes directions opérationnelles (Vientiane, Saïgon, les services secrets,...). Voir Jean Sassi avec Jean-Louis Temblay, «*Opérations spéciales 20 ans de guerre secrète*», Nimrod, Paris, 2009, p. 240-247 et Henry-Jean Loustau, «*Les derniers combats d'Indochine 1952-1954*», Albin Michel, Paris, 1984, p. 224-246

¹³ Clausewitz et la guerre, PUF, Philosophies, Paris, 1999, p. 34

¹⁴ «*De la guerre*», op. cit., 245

¹⁵ Idem, p. 169

et le Général Westmorland au Vietnam quelques années plus tard pensait qu'on l'avait privé de la victoire en n'envahissant pas le Nord. Parfois, le chef militaire a-t-il raison, mais pas toujours...

Clémenceau disait certes que « celui qui est vainqueur, c'est celui qui peut, un quart d'heure de plus que l'adversaire, croire qu'il n'est pas vaincu »¹⁶; mais il se plaçait dans le cadre d'une confrontation bilatérale qui se jouait à « armes égales » et à modes de pensée compatibles. Dans le cas particulier des guerres du Vietnam comme d'autres conflits asymétriques qui suivront (dont l'Algérie), il s'agit pour l'adversaire quantitativement le plus faible de faire plier la volonté de l'autre en comptant sur ses faiblesses psychologiques (justesse de la cause au moment où elle se déploie, opinion publique, nombre de morts, etc.). À Dien Bien Phu nous sommes bien donc au cœur de la guerre clausewitzienne dont le résultat est de « soumettre à notre volonté »¹⁷. Mais elle est aussi la démonstration de ce que le Général Gambiez¹⁸ appelle « le style indirect » qui « vise à mettre l'adversaire en état d'infériorité par les actions préliminaires qui le disloquent moralement et matériellement, avant que de l'achever par la reddition ou par la bataille »¹⁹. Qui plus est, l'adversaire irrégulier dispose d'un avantage concurrentiel majeur: La défaite au sens militaire ne joue que pour l'un des partenaires et pas pour les deux car le temps est l'allié des guérillas. Giap pouvait perdre la bataille, mais pas Navarre! Ce sont donc deux conceptions mentales de la guerre qui s'affrontent. Ce processus reste encore aujourd'hui incompréhensible pour certains. Ce sont pourtant les limites de la contre-insurrection et de ses théories.

- **La mise: poker ou roulette russe?**

Le Général Navarre dira un jour: « je considère donc que les effectifs réunis à Dien Bien Phu constituent la "mise" qu'il était possible et nécessaire de faire pour la défense du Haut Laos et pour maintenir notre présence en Haute région. Cette "mise" peut donner des résultats considérables si nous gagnons la bataille. Elle pourrait être en grande partie perdue si nous perdions cette bataille. En tout état de cause, Dien Bien Phu aura joué le rôle d'abcès de fixation et aura permis d'éviter la bataille générale du Delta »²⁰.

Cette notion de « mise » est importante en stratégie. Tout général va faire un choix engageant ses forces et est censé calculer à la fois le gain et le risque. « Napoléon a joué son armée dans la campagne de Russie », note Raymond Aron, « et il a perdu sa mise; prix payé pour de grandes espérances »²¹. « Énorme enjeu qu'il mit volontairement à cette partie colossale, au gain de laquelle il attachait tant de prix! » renchérit Clausewitz²². Engager la guerre et la bataille est donc miser comme au poker. Mais dans cette affaire, Navarre se contente de miser un peu alors que Giap, comme on dit, fait tapis. Et c'est là toute la différence. En refusant de se détourner de ses autres objectifs, pourtant secondaires, le général en chef perd tout: la bataille et l'Indochine.

Navarre – argument qui fut également repris par le Général Catroux – tenta de justifier son choix et d'en limiter l'importance en excipant que, dans cette bataille, il n'avait perdu que 5% du corps expéditionnaire et qu'il ne s'agissait que d'un revers tactique qui ne remettait pas en cause la défense globale de l'Indochine²³. Sur l'analyse froide des chiffres, le général avait raison²⁴. Mais c'était oublier le choc psychologique et la dimension stratégique et politique de Dien Bien Phu.

Comme le fit justement remarquer le Général Beaufre, « Dien Bien Phu était un épisode de "mécanique rationnelle" dans une campagne menée sous le signe de la stratégie indirecte »²⁵. Deux univers mentaux foncièrement différents s'opposaient.

En pleine conférence de Genève, la défaite démontrait l'incapacité française à tenir l'Indochine et légitimait *de facto* Ho Chi Minh et le gouvernement du vietminh. Elle donnait également en France un argument décisif à ceux qui voulaient, quelle qu'en soit la raison, se débarrasser du fardeau indochinois²⁶. Ce n'était pas une défaite tactique marginale; Genève en avait fait un maelström stratégique.

Le lien politique entre la conduite de la bataille côté vietminh et les événements internationaux semble être confirmé par le *timing* du Général Giap. D'après les renseignements français (confirmés ensuite par les sources vietnamiennes) Giap avait décidé l'ouverture des combats le 25 janvier. Or il va surseoir à cet engagement en invoquant des raisons prétendument techniques. En réalité, le pouvoir vietminh, très bien renseigné, sait que va s'ouvrir la conférence de Berlin, dans laquelle la question indochinoise sera évoquée. Pour Ho Chi Minh, il est donc essentiel que la bataille suive le tempo diplomatique²⁷.

Cette coïncidence des combats avec le calendrier international pourrait expliquer un mystère tactique. Pourquoi Giap n'a-t-il pas anéanti l'artillerie lourde française dès le début de la bataille alors que, malgré ses faiblesses initiales, elle jouera un rôle considérable de retardement?²⁸

Une hypothèse est que Giap fut dépassé par son succès comme l'avaient été les Allemands qui, utilisant pour la première fois les gaz de combat dans la Somme, ne surent pas les exploiter. Une autre pourrait être que le commandement vietminh ait décidé, en l'épargnant, de faire durer le camp retranché pour qu'il tombe juste au moment de la conférence. En conquérant le camp point d'appui par point d'appui et malgré les pertes colossales et les contestations internes qui s'en suivirent²⁹, Giap créait les conditions d'une bataille épique qui trouvait son apothéose au meilleur moment politique. Une défaite brutale et hors *timing* en aurait peut-être altéré la dimension et l'impact.

D'une certaine manière les deux hommes jouaient bien au poker. Mais la dimension politique (« l'enjeu colossal » de Clausewitz) sublimait la partie du vietnamien. L'un n'avait pas voulu tout miser; l'autre si!

- **Le Crime**

¹⁶ Discours du 8 mars 1918 devant les Chambres

¹⁷ « *De la guerre* », op. cit., p. 33

¹⁸ Gambiez sait de quoi il parle. Il est chef d'état-major du général Navarre et perd un fils à Dien Bien Phu

¹⁹ Général Gambiez & Colonel Suire, « *L'épée de Damoclès, la guerre en style indirect* », Plon, Paris, p. 34

²⁰ Lettre au Secrétaire d'État Marc Jacquet du 1er janvier 1954, Roy, op. cit. p 441

²¹ « *Penser la guerre* », Clausewitz, 1 l'âge européen, op. cit. p. 334

²² « *De la guerre* », op. cit., p. 886

²³ Navarre, « *L'agonie de l'Indochine* », op. cit., p. 260-263. Catroux, op. cit., p. 112

²⁴ Voir notamment Ivan Cadeau, « *Dien Bien Phu 13 mars-7 mai 1954, L'Histoire en bataille* », Tallandier, Paris, 2013, p. 171

²⁵ Général André Beaufre, « *Introduction à la stratégie* », Pluriel, Hachette Littératures, 1963 - 1998, p. 184

²⁶ Voir notamment Alain Ruscio, « *Dien Bien Phu, la fin d'une illusion* », L'Harmattan, Paris, 1987

²⁷ Jean Pouget, op. cit., 1954, p. 179-180 ; et Pélissier, p. 207-208

²⁸ « ..., tout en lançant sa marée humaine à l'assaut de Béatrice, (...) Giap est passé ce jour là à côté de l'idée de génie (...) le chef de l'A.P.V. avait les moyens d'anéantir l'artillerie française en déclenchant contre elle la totalité de ses tubes ». Henri de Brancion, op. cit. p. 285

²⁹ Pélissier, op. cit., p. 343-345 et Giap; op. cit., p. 261

Français et Vietnamiens se sont battus à la loyale dans cet affrontement homérique. L'un a gagné, l'autre perdu. De cela il n'y a rien à dire. Mais c'est dans l'après que la guerre se transforma en crime de guerre. Pour un effectif de 15.090 hommes au 5 mai (qui inclut les parachutés) et nonobstant les pertes des deux jours suivants, le vietminh captura donc 5.500 valides et 4.500 blessés. 858, les intransportables furent rendus juste après la chute du camp³⁰. À la signature des accords, quelques mois plus tard, il en restitua 3.900 sur 10 000!³¹. Les autres étaient morts d'épuisement dans cette marche de la mort vers les camps, puis de privations et de mauvais traitements – le tout accompagné d'un matraquage idéologique qui marquera définitivement les esprits des survivants³².

Le vietminh captura 5.500 valides et 4.500 blessés.

Conclusion: «Celui qui n'a pas clairement conscience de ses objectifs ne sait pas répondre à l'ennemi»³³

«Le vaincu médite son sort parce que sa défaite résulte toujours des fautes de pensée qu'il a dû commettre, soit avant, soit pendant le conflit» dit le général Beaufre³⁴.

En ce moment, la mode est à l'uchronie³⁵. Le Général Ely, qui remplaça Navarre comme commandant en chef, avait un jour posé la question de la victoire et de ses conséquences: et si Navarre avait gagné?³⁶ Un peu de chance; une meilleure défense sur le terrain; des réactions pertinentes les trois premiers jours; l'arrivée des Américains, comme la cavalerie dans les *Westerns*. À l'instar de Waterloo, on refait toujours les batailles perdues. Fuller nous dit que «si Napoléon avait gagné (...) il est presque certain que la septième coalition se serait effondrée. Mais elle aurait été sans doute suivie d'une huitième et peut-être d'une neuvième, et finalement la France aurait été vaincue»³⁷. Comme pour Waterloo, il n'est pas sûr qu'à Dien Bien Phu la victoire eût pu changer grand chose à la grande histoire. Peut-être aurait-elle retardé la perte de l'Indochine? Guère plus. L'abandon du Tonkin et le repli sur le Sud (envisagée par le Général Blanc) se profilait comme une option stratégique et, déjà, les Américains pointaient leur nez puisqu'ils assuraient tout le financement de la guerre.

Mais pouvait-on gagner? L'accumulation d'erreurs tactiques et stratégiques ont conduit inéluctablement à l'échec face à des vietnamiens qui eux disposaient de l'unité tactique et stratégique (un but politique, un but stratégique, un schéma tactique et les moyens pour y parvenir). La conjonction des buts de guerre (*Zweck*) et des buts dans la guerre (*Ziel*) – tels qu'identifiés par Clausewitz – produit un avantage déterminant face à celui qui ne l'a pas. De là découle l'impossibilité française – tant pour Navarre que pour le gouvernement d'utiliser les rares moments stratégiques disponibles pour sortir de la nasse. À aucun moment les Français ne savent ce qu'ils veulent vraiment! Au-delà de ses erreurs personnelles, Navarre ne fut que la victime expiatoire d'un système gangréné – ce que lui reconnut bien volontiers, mais en termes voilés et en secret, la commission d'enquête. La solitude du commandement et l'orgueil de l'homme seul firent le reste.

Obsédés par questions intérieures et européennes, les gouvernements successifs ne virent l'affaire indochinoise que comme secondaire. Pour le commandant en chef, Dien Bien Phu était un problème – certes important – parmi les autres...³⁸

Navarre reconnaîtra plus tard que la conférence de Genève avait changé la nature de la bataille. Mais sur le moment, il n'en tira aucune conclusion concrète³⁹. De leur côté, Giap et Ho Chi Minh agirent sur les quatre centres de gravité de l'adversaire: au niveau international, la faiblesse de la position française; au niveau national, l'indifférence puis l'hostilité de l'opinion publique; au niveau stratégique, accepter la bataille proposée par les Français; au niveau tactique, paralyser l'aérodrome. Tout est dit.

Le maître de sabre japonais du XVIII^{ème} siècle, Matsumura Seisan, résume la question de Dien Bien Phu en une formule éclairante: «Lorsqu'on gagne, il y a des victoires surprenantes; mais lorsqu'on perd, il n'y a pas de défaite surprenante»⁴⁰. Sans avoir forcément lu Clausewitz ni peut-être même les stratèges chinois, Giap sût utiliser la notion de «*che*» ou «le potentiel né de la disposition»⁴¹. Le commandement français le lui apporta sur un plateau. Restait à agir ensuite sur les centres de gravité; ce qui fut fait avec un talent consommé. L'affaire de Dien Bien Phu montre bien qu'on ne peut opposer Sunzi et Clausewitz. Les lecteurs hâtifs prennent la lecture philosophique de la guerre qui est faite dans le livre 1 (duel, montée au extrêmes, trinité, non limite de la violence) pour des recettes à appliquer sur le terrain stratégique et tactique. Or la même souplesse se retrouve chez les deux auteurs dans l'emploi. Giap en fera l'éclatante démonstration et la synthèse implicite.

Finalement, les Français s'engagèrent dans cette affaire sans tout faire pour la gagner (y compris sur le terrain même) et avec un mélange de légèreté et de morgue envers l'adversaire alors que les Vietnamiens y allaient en faisant tout pour la gagner.



[Retour Sommaire](#)

³⁰ Rocolle, op. cit. pp 548-549

³¹ Valette, op. cit., p. 331

³² Voir Jean Pouget, «*Le manifeste du camp n°1*», Taillandier, Paris, 2012 & Erwan Bergot, «*Convoi 42*», Presses de la Cité, Paris, 1986

³³ Sunzi, «*L'art de la guerre*», Champs Flammarion, Paris, 1972, p. 118

³⁴ «*Introduction à la stratégie*», op. it., p. 181

³⁵ Selon Wikipedia, Dans la fiction, l'uchronie est un genre qui repose sur le principe de la réécriture de l'Histoire à partir de la modification d'un événement du passé

³⁶ Fall, op. cit. p 489

³⁷ J. C. F. Fuller, «*Les batailles décisives du monde occidental*», Berger-Levrault, Stratégies, Paris 1981, p. 304

³⁸ Ce sera un des gros reproches de la commission d'enquête». En définitive, ainsi qu'il a été déjà mentionné, le Général Navarre ayant accepté la bataille du Nord-Ouest, a commis l'erreur de ne pas la situer à son véritable plan, c'est-à-dire de ne pas la considérer – du moins dès la fin de décembre – comme la bataille principale de la campagne, celle qu'il fallait gagner ...» in Elgey, p. 587

³⁹ Henri Navarre, «*L'agonie de l'Indochine*», op. cit., p. 299

⁴⁰ Cité par Kenji Tokitsu, «*La voie du karaté, pour une théorie des arts martiaux japonais*», Seuil, Paris, 1979, p. 167

⁴¹ François Jullien, «*La propension des choses. Pour une histoire de l'efficacité en Chine*», Seuil, Points Essais, Paris, 1992, p. 23

[Retour Sommaire](#)

Les enseignements négligés d'une guerre méconnue...



Par le Chef d'escadron Nicolas PIERSON

Contre toute attente, l'intérêt pour les aspects militaires de la guerre civile américaine (1861-1865) resta secondaire pour la France du Second Empire. Alors qu'une nation occidentale faisait la cruelle expérience d'une nouvelle forme de guerre – moderne et totale – préfigurant sur certains points les deux guerres mondiales, l'armée française ne perçut pas les transformations inédites que ce conflit apportait dans l'art de la guerre.

Les célébrations du centenaire de la Grande Guerre occupant légitimement le devant de la scène médiatique française, un autre événement historique de première importance, situé aux États-Unis, pourrait passer totalement inaperçu. Il y a 150 ans, le 9 avril 1865, à Appomattox Courthouse, le Général Robert Lee, commandant en chef des armées confédérées, venait signer la reddition de ses forces auprès du chef des armées de l'Union, le Général Ulysse Grant. Même si, dans les faits, le conflit se poursuivit encore quelques semaines, cette reddition marqua la fin d'une guerre civile de quatre années qui déchira et transforma profondément la nation américaine. Débutant le 12 avril 1861, la guerre de Sécession, appelée «*Civil War*» par les Américains, opposa les 11 États du Sud du pays aux 23 autres États du Nord, restés fidèles à l'Union.

La première guerre moderne et totale.

Avec ses 620.000 morts, cette guerre est la plus sanglante que les États-Unis aient connue, puisqu'elle a causé plus de pertes dans l'armée américaine que les deux conflits mondiaux, la guerre de Corée et celle du Vietnam réunis! Pour de nombreux historiens, la guerre civile américaine marquerait un double tournant dans l'histoire militaire et traduirait, pour la première fois, l'impact de la révolution industrielle sur l'art de la guerre. Ainsi, elle serait la première guerre moderne par l'étendue du théâtre des opérations, l'ampleur des effectifs engagés, l'usage d'armes nouvelles et les innovations techniques afférentes, ainsi que par sa dimension idéologique. Elle serait aussi la première guerre totale, dans la mesure où elle appela sous les drapeaux tous les hommes en âge de porter des armes, employa massivement les femmes comme main-d'œuvre de substitution, concentra toutes les ressources de son économie à l'effort de guerre et mobilisa idéologiquement l'ensemble de la population civile, tous âges confondus.

En dépit de son éloignement géographique, la France du Second Empire suivit avec intérêt la crise américaine. Si Napoléon III s'inquiétait, à juste titre, des dommages que cette guerre civile causait à l'économie française, avec la rupture de son approvisionnement en coton sudiste notamment, il percevait aussi les bénéfices à retirer d'un conflit qui pourrait modifier profondément les équilibres géopolitiques sur le continent américain.

En revanche, l'intérêt pour les aspects militaires du conflit resta secondaire. Alors qu'une nation occidentale faisait la cruelle expérience d'une nouvelle forme de guerre – moderne et totale – préfigurant sur certains points les deux guerres mondiales, la France ne perçut pas les transformations inédites que ce conflit apporta dans l'art de la guerre. Cet aveuglement de la France lui coûta dans une certaine mesure le désastre de la guerre de 1870-1871. Sans tomber dans le piège de l'uchronie¹, une brève analyse des enseignements militaires de la guerre de Sécession s'impose afin d'en saisir tous les aspects novateurs. Puis nous tenterons de comprendre les raisons qui poussèrent les militaires français à ne pas tirer les leçons du plus grand conflit jamais mené sur le sol américain.

Un conflit d'avant-garde qui changea le visage de la guerre!

Sur le plan stratégique, en dehors d'une mobilisation inédite de près de trois millions de citoyens américains entre 1861 et 1865 ainsi que la mise en œuvre d'une véritable économie de guerre pour soutenir ces immenses masses de soldats, la nouveauté tient à l'élaboration du plan «*Anaconda*». Ayant identifié la principale source de richesse du Sud, à savoir le commerce du coton, le Nord décida de l'en priver en l'encerclant afin d'étouffer la Confédération. Anticipant ainsi la stratégie alliée de destruction des grands centres industriels allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale, la stratégie de l'Union fut un exemple réussi

¹ L'uchronie est un genre qui repose sur le principe de la réécriture de l'Histoire à partir de la modification d'un événement du passé

d'approche globale, car le Sud, défait militairement, asphyxié économiquement et isolé diplomatiquement, dut finalement capituler.

De même, la «course à la mer» du Général nordiste Sherman, en 1864, refléta sur le plan opératif l'importance croissante attribuée aux considérations extra militaires dans le dénouement des batailles. En proposant de ravager le Sud, Sherman avait pour objectif principal de rendre inutilisables les ressources militaires de la région par «la destruction complète des routes, des maisons, et des gens [...] Je puis accomplir cette marche et faire hurler de douleur la Géorgie». Ses 62.000 soldats ravagèrent une zone de 480 km de long sur 80 km de large, détruisant les chemins de fer, arsenaux et dépôts, privant le Sud des approvisionnements nécessaires à la poursuite de la guerre, démolissant les centres industriels et les voies de communication, saccageant les grandes propriétés, sapant le moral des Sudistes... C'est depuis cette époque que la notion de «raid» est d'ailleurs entrée dans le vocabulaire militaire courant. Au final, les états-majors nordistes et sudistes n'avaient peut-être pas étudié les huit volumes intitulés «**De la guerre**» du théoricien militaire prussien Karl von Clausewitz; néanmoins, ils découvrirent et mirent en œuvre de leur propre chef la guerre totale.

Enfin, sur le plan tactique, des innovations annonçaient aussi le visage de la guerre moderne. Sur le terrain, le mélange d'imagination et d'ignorance des méthodes militaires classiques, allié à la révolution technique qui traversait les États-Unis à cette époque, engendra des conceptions d'armement et de tactiques riches et avant-gardistes.

Dresser une liste exhaustive de ces innovations étant trop fastidieux, il convient néanmoins de rappeler celles qui annoncèrent l'ampleur et la violence des conflits à venir. Citons, en premier lieu, la diffusion de nouvelles armes se chargeant par la culasse et des armes à répétition, comme la carabine *Spencer* et les premières mitrailleuses *Gatling*. Bénéficiant de l'apport destructeur de la «balle Minié» – du nom de cet officier français qui la conçut en 1848 –, la mise au point de fusils à canon rayé quadrupla la portée et la précision du tir en donnant un effet tournant à ces balles de forme conique. L'impact sur la tactique militaire fut considérable et transforma celle-ci à trois niveaux: elle condamna les attaques en rang serré initialement destinées à concentrer la puissance de feu, elle rendit suicidaires les charges frontales de cavalerie contre de l'infanterie et, surtout, elle favorisa la défense au détriment de l'offensive. Dorénavant, les soldats n'allaient plus au feu par rangs successifs, mais ils s'aplatissaient au sol, avançaient par bonds afin de s'exposer le moins possible et creusaient des abris dans la terre à chaque occasion. Au siège de Vicksburg en 1863, et plus encore à celui de Petersburg en 1864, les armées ennemies furent engagées dans la plus cruelle des guerres de tranchées, assez similaire à celles qui auraient lieu pendant la Première Guerre mondiale et qui marquèrent elles aussi les paysages des champs de batailles, avec notamment l'apparition de vastes entonnoirs dus à l'explosion de mines souterraines. Par ailleurs, l'utilisation des voies ferrées en appui des opérations militaires connut un essor remarquable. Ces lignes de chemins de fer, ainsi que les nœuds ferroviaires qu'elles engendraient, devinrent des objectifs stratégiques de première importance pour le transport des troupes et l'acheminement logistique. Avantage dans ce domaine, le Nord sut entretenir soigneusement ses chemins de fer et en construisit même d'autres pendant le conflit. À titre d'exemple, en septembre 1863, 16.000 soldats de l'Union réussirent à parcourir 1.930 km en une semaine pour rejoindre le front. Ce fut une véritable performance pour l'époque, qui préfigura les mouvements de troupes massifs du XX^{ème} siècle. Le télégraphe lui-même fut une des principales armes de la guerre. L'armée fédérale possédait un organisme du nom de Service télégraphique militaire qui permettait de transmettre des messages à des distances considérables. En 1865, le STM posa et releva une moyenne de 320 km de fils télégraphiques par jour permettant ainsi au quartier général de l'Union de garder un contact permanent et de transmettre les ordres instantanément à ses 500.000 hommes répartis sur plus de 1.200 km² de superficie. La marine aussi bénéficia d'avancées notables: premiers combats de cuirassiers et de vaisseaux blindés à tourelles pivotantes de classe «Monitor» en mars 1862, premier mouillage de mines marines ingénieusement conçues par le Général sudiste Rains et entrée en service du premier sous-marin opérationnel, le *Hunley* sudiste, en 1864. Le combat amphibie, par la mer ou sur les fleuves navigables, était fondé sur une amélioration de la coordination terre-mer. Il permit l'organisation d'opérations inédites par leur audace, comme en 1862 lors de la prise de la Nouvelle-Orléans ou lors du débarquement et de l'évacuation de l'armée du Potomac pendant la campagne de la Péninsule. La troisième dimension elle-même fit l'objet d'innovations prometteuses: l'utilisation du ballon d'observation et la transmission d'informations air-sol. Certes, les Français, lors de la bataille de Fleurus en 1794, furent les pionniers du ballon d'observation, mais ils l'abandonnèrent quelque temps après. À l'été 1861, l'Union profita des premières observations de l'ennemi grâce à un ballon captif, et, exploit remarquable, une première communication de l'air au sol fut réalisée le 18 juin 1861 au moyen d'un fil télégraphique.

Les combattants de la guerre de Sécession laissèrent en héritage beaucoup d'innovations aux militaires qui leur succédèrent. Certaines idées neuves, trop en avance, furent momentanément écartées pour être redécouvertes ensuite. Mais il y en eut suffisamment pour opérer immédiatement des changements profonds dans la conduite de la guerre. Le processus de modernisation du champ de bataille et des opérations s'étala tout au long du conflit. Débutant comme une guerre de type napoléonien, la guerre de Sécession se termina sur une préfiguration des combats de la Grande Guerre.

En France, la guerre de sécession resta pourtant un «ouragan lointain»²

En dépit de toutes les avancées manifestes dans les domaines tactiques et techniques, l'état-major français n'a pas su prendre la mesure de cette guerre civile américaine. Les leçons de cette guerre n'ont pas nourri la doctrine militaire de la France du Second Empire et n'ont pas permis d'entamer les réformes de fond pourtant indispensables. Pour comprendre cet aveuglement, il faut avoir à l'esprit que les armées françaises de l'époque étaient elles-mêmes un modèle à suivre pour toutes les nations étrangères, ceci ne poussant pas les chefs militaires français à s'interroger sur la situation réelle. Il faut aussi se souvenir que la France d'alors remportait des succès militaires et était auréolée de gloires coloniales ininterrompues depuis la Restauration, ce qui empêchait un véritable travail de remise en cause et de prospective.

Pourtant, en France, on n'ignorait pas l'ampleur de ce conflit outre-Atlantique. Dès la fin de la guerre de Sécession, des volontaires français ayant participé de près ou de loin au conflit, laissèrent de multiples écrits, allant d'ouvrages très fouillés, comme celui du Prince de Joinville, «**Campagne de l'armée du Potomac. Mars-Juillet 1862**», celui du Comte de Paris, «**Voyage en Amérique**

² Commandant Jules-Joseph Rovel, «*Étude sur les chemins de fer envisagés au point de vue militaire*», Constantine, 1872, p.2

(1861-1862)», ou celui du Général comte de Trobiand, «*Quatre ans de campagnes à l'armée du Potomac*», aux ouvrages périphériques de personnalités étrangères au métier des armes, comme celui de l'ingénieur et journaliste Auguste Laugel, «*Les États-Unis pendant la guerre (1861-1865)*», ou celui du correspondant de la Revue des deux Mondes, Ernest Duvergier de Houranne, «*Huit mois en Amérique*». Mais surtout, l'état-major français dépêcha tardivement, d'avril à décembre 1864, une mission militaire officielle chargée de suivre les opérations du côté nordiste afin d'y étudier principalement les innovations techniques. Deux officiers français, le Lieutenant-colonel de Chanal et le Capitaine Guzman, finirent, après bien des péripéties, par rejoindre le front au sein de l'état-major du Général Meade. Ils eurent l'opportunité de suivre la campagne de la Wilderness et notamment le siège difficile de Petersburg évoqué plus haut. À leur retour, ils rédigerent un mémoire très détaillé sur l'organisation, l'équipement et les tactiques employées dans les deux camps³. Ils furent vivement impressionnés par les retranchements creusés quasi systématiquement, la révolution dans la tactique engendrée par l'emploi d'armes nouvelles, la reconfiguration des armées de masse, ainsi que les progrès dans les transports et les communications: en bref, aucune nouveauté n'échappa à leur analyse !

Mais l'état-major français ne s'imaginait pas que les caractéristiques de ce type de conflit pouvaient s'imposer pour les guerres futures.

La première explication à ce préjugé désastreux est l'aveuglement dû à l'orgueil. Beaucoup d'officiers français ne voulurent voir, dans cette guerre civile, qu'une succession de combats hasardeux et désordonnés, menés par des troupes indisciplinées et conduits par des officiers sans formation. Le Colonel Ardant du Picq lui-même, qui était le grand théoricien militaire français de l'époque, n'y voyait que des «mêlées de fuyards» et des «combats de tirailleurs embusqués à longue distance»⁴. Et en cela, la France ne faisait pas mieux que la Prusse qui, derrière son grand chef d'état-major, le Général von Moltke, aurait dit que la guerre de Sécession était une rencontre de «cohues armées occupées à se pourchasser aux quatre coins du pays»⁵. Il faut dire qu'à l'aube de la guerre de 1870, la réputation et le professionnalisme de l'armée française parmi les autres puissances militaires européennes étaient particulièrement appréciés. Rien ne semblait justifier de s'intéresser à un conflit opposant simplement des civils, dont les seuls qui furent un tant soit peu instruits le furent grâce à l'enseignement des règlements français de 1842! Il est vrai qu'en 1861, dans les deux camps, la tactique employée, les formations utilisées ou même les uniformes portés révélaient l'inspiration française (il y a une grande similitude entre la tenue des zouaves engagés dans la guerre de Crimée et celle des soldats de l'Union). Les programmes de l'école militaire de *West Point* accordaient une large part à l'étude de l'histoire militaire de la France et des campagnes napoléoniennes en particulier.

Mais pire encore que cette autosatisfaction, bon nombre d'officiers français observaient d'un œil méprisant cette jeune nation sans traditions militaires qui se déchirait dans ce qu'ils estimaient être une vulgaire et brutale guerre civile. D'ailleurs, cette dernière n'exaltait aucune des valeurs militaires traditionnelles répandues dans les armées impériales. Élevés à l'école de l'esprit offensif, les officiers français estimaient que la victoire s'obtenait principalement par la combinaison de la force morale et de la bravoure physique. Pourtant, la guerre de Sécession prouvait clairement que face à un armement moderne, le courage seul ne permettait plus de vaincre. Les charges glorieuses, mais extrêmement meurtrières, de la cavalerie française à Frœschwiller-Wœrth, à Mars-la-Tour ou à Sedan en 1870, sont symptomatiques de la mentalité française qui croyait encore à la puissance du choc.

Deuxième explication à ce manque de clairvoyance: le mirage des victorieuses campagnes coloniales. Hormis les deux campagnes européennes, la Crimée en 1854-1856 et l'Italie du Nord en 1859, l'armée française s'illustra sur de nombreux continents dans des expéditions coloniales couronnées de succès: la conquête de l'Algérie de 1830 à 1870, le Sénégal de 1854 à 1865, l'Indochine et la Chine de 1858 à 1860, la Syrie en 1860-1861 et, dans une bien moindre mesure, le Mexique de 1862 à 1867. Partout, la France était victorieuse et la conduite de son armée frappait les opinions publiques du monde entier. Lors de ces campagnes lointaines, le chef disposait d'une grande liberté d'action et, avec de l'audace, de la bravoure et un esprit vigoureusement offensif, maintes difficultés étaient surmontées. Or la posture défensive, clairement mise en évidence pendant la guerre de Sécession, était en contradiction avec l'esprit de la «*furia franceses*». Ces guerres coloniales eurent donc un effet pervers: bercé par ces succès, l'état-major impérial s'imagina être au sommet de l'art militaire et refusa de se réformer. Pire, les chefs militaires crurent que les expéditions qu'ils menaient étaient le reflet de la guerre moderne. L'ivresse de la victoire conduisit au conservatisme, puis à la sclérose doctrinale. Pour résumer de façon abrupte l'indigence de l'armée française à ce moment, citons le professeur émérite André Corvisier qui y voit «[...] quarante ans de sclérose intellectuelle et de refus de réformes en profondeur dans le domaine militaire tant au point de vue des doctrines d'emploi que du choix des matériels. La défaite de 1870 n'est pas celle du soldat mais d'un commandement terrestre qui, sauf l'épisode du chassepot, se refuse à innover ou ne le fait que trop tardivement. L'état-major français est parti en guerre sans doctrine, sinon que "seule la guerre apprend la guerre" et que, dans les aléas de la guerre, l'improvisation à base de soldats actifs et bon professionnels pallie toutes les carences d'organisation»⁶.

Et aujourd'hui?

À bien des égards, la guerre de Sécession représentait, par son ampleur, les deux conflits mondiaux car elle fut tout à la fois une guerre moderne et une guerre totale. Ce fut notamment la première guerre où l'opinion publique fut l'un des enjeux majeurs, car de celle-ci dépendit la volonté de vaincre. Ce fut la première guerre où la généralisation de nouvelles armes meurtrières multiplia les pertes humaines dans des proportions inédites. Ce fut enfin la première guerre où la population civile fut clairement désignée comme une cible sur laquelle il fallait opérer des destructions systématiques et appliquer une politique de terreur afin de briser le potentiel militaire et la résistance morale de l'adversaire.

Comme la majorité des nations européennes de l'époque, la France ne sut pas tirer les leçons de cette guerre civile américaine pourtant si riche en enseignements militaires. Victime de son sentiment de supériorité et aveuglée par le succès trompeur de ses

³ Les archives de ce compte-rendu captivant se trouvent au Service historique de la défense, dans le carton 1M1681 «Série mémoires et reconnaissances (archives de guerre) États-Unis 1757-1871»

⁴ Colonel Charles Ardant du Picq, «*Étude sur le combat: combat antique et combat moderne*», Paris, 1880, p.280-281

⁵ James M Mc Pherson, «*La guerre de Sécession (1861-1865)*», Paris, 1991, p.360

⁶ André Corvisier, «*Histoire militaire de la France*», Presse universitaire de France, 1992, T2, p.571

campagnes coloniales, l'armée française du Second Empire s'enferma dans un esprit hostile aux innovations techniques et réfractaire à toute réforme doctrinale.

La désastreuse guerre de 1870-1871 fut vécue comme un électrochoc et l'état-major français se lança dans une série de profondes réformes qui modernisa l'outil militaire, comme la réorganisation intégrale des forces terrestres en grandes unités, le maillage territorial en régions militaires, la création d'un état-major général auprès du ministre de la Guerre, l'institution de l'école militaire supérieure pour la formation d'officiers d'état-major, la rénovation des exercices militaires, la modernisation accélérée des armements et des chemins de fer, etc. À la demande du ministère de la Guerre, le mémoire de la mission militaire française rédigé pendant la guerre de Sécession fut même réédité en 1872! À la fin du XIX^{ème} siècle, la guerre de Sécession fut ensuite étudiée, mais moins que la guerre contre la Prusse ou les campagnes napoléoniennes. Ce qui manqua alors, ce fut une pensée globale des campagnes et des opérations en fonction des objectifs politico-stratégiques.

De cette brève évocation historique, que pouvons-nous conclure et garder en mémoire aujourd'hui? Sans reprendre tous les enseignements déjà évoqués, nous pourrions, dans un premier temps, simplement reconnaître l'importance du maintien d'un haut niveau de réflexion doctrinale et de développement de la pensée militaire, en encourageant l'écriture, l'innovation et la prospective. Mission qui est déjà dévolue au Centre de doctrine et d'emploi des forces, enrichie de la partie essentielle du retour d'expérience, mais aussi aux écoles de formation et d'instruction, y compris celle du plus haut niveau qu'est le Centre des hautes études militaires. Mission d'autant plus difficile qu'il s'agit de conserver avec pragmatisme et réalisme le sens stratégique et tactique à une époque où les moyens commandent les fins. Dans un deuxième temps, il faudrait accepter la nécessité de toujours rester vigilant et curieux sans jamais se laisser enfermer dans un schéma de conflit convenu avec ses solutions toutes faites. La guerre actuelle contre le terrorisme ne peut être l'unique modèle de guerre; si elle influence légitimement nos doctrines, nos entraînements et nos équipements, elle ne doit pas être une valeur absolue occultant le reste. Réfléchir, s'entraîner et garder les moyens de combattre dans tous les types de conflits afin de pouvoir parer tout le spectre des menaces et de savoir riposter contre des adversaires polymorphes reste vital pour notre pays. L'histoire nous enseigne que la guerre est protéiforme; l'ignorer serait coupable.

«Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre» (Winston Churchill).

Saint-cyrien de la promotion «Du bicentenaire de Saint-Cyr» (1999-2002), le Chef d'escadron Nicolas PIERSON a servi dans l'artillerie avant de basculer dans le renseignement d'origine humaine. Après son année d'École de guerre, il est actuellement stagiaire dans la filière langue-relations internationales de l'EMSST.



[Retour Sommaire](#)

Libres opinions¹



¹ Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.

Discussion sur les drones de combat en Allemagne: reflet d'un dilemme stratégique



Par le Lieutenant-colonel Thorsten GENSLER

Depuis 2013, un débat fait rage en Allemagne au sujet des drones armés. Pour l'auteur, ce ne sont toutefois pas les drones en tant que tels qui ont suscité ce débat éthique. Le fond du discours public reflète une réalité paradoxale; les Allemands ont du mal à envisager l'engagement de leurs forces armées dans leur vocation principale: la coercition. C'est le résultat d'une culture stratégique démilitarisée et ambivalente, coincée dans le «piège du multilatéralisme»¹

Une discussion dominée par les critiques

Le multilatéralisme fait partie des principes de base de la politique de sécurité en Allemagne. Le nouveau rôle confié à l'Allemagne au sein de l'OTAN et l'UE depuis la chute du mur et l'élargissement du spectre des missions de ces deux alliances ont entraîné une multiplication des engagements de la *Bundeswehr* à l'extérieur. La participation à la mission de la FIAS a vu les premiers combats d'envergure des forces terrestres allemandes après la seconde guerre mondiale. Les leçons tirées par la *Bundeswehr* de cette mission de stabilisation en Afghanistan ont abouti à la décision de se doter de drones armés ou au moins de drones susceptibles d'être armés dans l'avenir. La coïncidence de la publication de cette volonté avec l'annonce de renonciation au programme «EURO-HAWK» a engendré un discours public fondé sur un faux débat. D'autant plus que le terme «combat» suffit toujours à provoquer de l'agitation en Allemagne.

D'après un sondage représentatif, au milieu de l'année 2013 environ 50% des Allemands étaient favorables et seulement 24% défavorables à l'équipement de la *Bundeswehr* en drones de combat². Les partisans d'une acquisition, qui ont principalement basé leur argumentation sur le rôle des drones armés pour la protection des soldats, n'ont apparemment pas réussi à convaincre la population qu'il s'agissait d'un besoin critique pour les forces armées. *A contrario*, ce sont les opposants qui ont pris l'ascendant avec leur argumentation éthique. Si certains arguments, comme la perspective de développer par la suite des systèmes d'armes totalement autonomes, sont bien justifiés sur le fond et pris en compte par la *Bundeswehr*, d'autres sont discutables. Ce débat se substitue à la discussion sur le rôle de la *Bundeswehr* dans les conflits asymétriques et sur celui que l'Allemagne entend jouer à l'avenir au sein des alliances militaires. La critique des éliminations ciblées est exemplaire pour comprendre un dilemme stratégique qui est masqué par le débat sur les drones armés.

Confusion entre la trilogie «fins – voies – moyens»

La discussion allemande tourne essentiellement autour de l'usage de drones armés par les forces américaines. Leur stratégie d'éliminations ciblées³, en dehors des conflits armés, polarise la vision de ce que pourrait être l'emploi opérationnel des drones et a contribué à la diabolisation de ceux-ci dans l'opinion publique. Les critiques n'ont certainement pas tort de contester une politique d'élimination ciblée qui est discutable autant juridiquement qu'éthiquement. Les interprétations par les Américains du droit international afin de justifier leur «guerre contre le terrorisme» sont controversées parmi les juristes et l'opinion dominante pense que cette pratique déroge au droit international. Néanmoins, il ne faut pas ignorer que les éliminations ciblées dans un conflit armé peuvent être compatibles avec le droit international, à condition que les principes du droit humanitaire soient respectés.

D'après Clausewitz, c'est la fin politique en tant que mobile initial qui «fournira la mesure du but à atteindre par l'action militaire, autant que des efforts nécessaires»⁴. L'élimination ciblée représente la voie en vue de réaliser un objectif politique. Cette voie ne dépend pas d'un moyen spécifique. L'usage des drones armés n'est qu'une possibilité parmi d'autres pour éliminer une cible. Si on condamne les drones, il faut également condamner les autres plate-formes ou armes à distance, qui sont d'ores et déjà utilisées par la *Bundeswehr*. Les systèmes d'artillerie et les missiles de croisière en sont quelques exemples. Force est donc de constater qu'une confusion s'est glissée entre l'objet et son usage: entre le moyen, la voie et la fin politique⁵. Si les critiques

¹ Cf. Kaim Markus: «*Auslandseinsätze der Bundeswehr in der Multilateralismusfalle*», dans: Mair Stefan, «*Auslandseinsätze der Bundeswehr*», SWP, Berlin, septembre 2007, p. 43 et suiv.

² Cf. Biehl Heiko et Wanner Meike: «*Sicherheits- und Verteidigungspolitiches Meinungsklima in der Bundesrepublik Deutschland*», ZMSBw, Forschungsbericht, septembre 2014, Potsdam, p. 23 et suiv.

³ *Targeted killings* (angl.): basé sur l'identité d'une cible (*personality strike*) ou basé sur le comportement d'une cible (*signature strikes*)

⁴ Carl von Clausewitz: «*De la guerre*», Traduction intégrale par Denise Naville, Les éditions de minuit, 1955, p. 59

⁵ Cf. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer: «Croire que le drone permet de mener une "guerre zéro mort" est dangereux», dans: ADA (*Armées d'aujourd'hui*), N°393, oct-nov, 2014, p. 48

s'opposent à l'usage des drones armés, c'est parce qu'ils rejettent la force militaire en tant que finalité politique. Estimant que l'emploi des drones armés devrait réduire les risques pour les forces engagées, ils craignent que leur acquisition facilite alors la décision politique en Allemagne d'engager la *Bundeswehr* dans d'autres conflits, notamment dans les conflits asymétriques.

Une culture stratégique pacifiste et post-héroïque

La discussion sur les drones armés remplace ainsi un débat plus large sur l'emploi de la *Bundeswehr* en particulier et sur l'usage de la force militaire en général. Elle est directement liée à la culture stratégique allemande qui a vécu une césure en 1945. Une rupture engendrée par le traumatisme et les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Une pacification imposée par la politique de démilitarisation des Alliés qui ont occupé l'Allemagne. Si on considère la guerre comme «un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté»⁶, les Allemands d'aujourd'hui s'évertuent à accepter la violence militaire comme «un véritable instrument politique, une poursuite des relations politiques, une réalisation de celles-ci par d'autres moyens»⁷.

À la suite du choc consécutif à l'effondrement de l'Allemagne et du sentiment de culpabilité qui a suivi, les Allemands ont développé la posture d'une puissance civile⁸ où l'emploi de la force militaire n'est pas totalement exclu, mais très restreint. Les derniers sondages ont confirmé les réticences à employer les forces armées, malgré la professionnalisation de la *Bundeswehr*. La défense des territoires de l'OTAN est toujours considérée comme la mission principale de la nation. Par contre, l'approbation d'une opération extérieure dépend du caractère de chaque mission.

Comme toutes les sociétés civiles occidentales, les Allemands acceptent sous certaines conditions de s'engager dans les conflits armés pour assurer leur sécurité. Ce qui n'empêche pas que les mêmes sociétés civiles restent souvent sceptiques, voire négatives concernant l'usage de la force militaire. Ce positionnement idéologique résulte de l'absence visible de conséquences directes des conflits actuels sur la vie quotidienne des Allemands, d'où découle la perception d'une menace diffuse et peu tangible qui ne justifie pas cette violence. De surcroît, à cause de leur attitude post-héroïque⁹, ils rejettent les sacrifices et condamnent les pertes au lieu de glorifier les soldats morts pour la patrie. Finalement, leur attitude normative et leur sens du droit rendent l'acceptation de la violence difficile parce que dans leur champ d'expérience civile la violence est généralement prohibée pour régler un conflit.

Si l'usage de la force militaire n'est pas entièrement tabou en Allemagne, il reste toujours suspect. Dans une opération, plus le niveau de violence et de danger est élevé, plus les réticences augmentent. Par conséquent, les Allemands préfèrent les missions à caractère humanitaire, de soutien ou de maintien de la paix dans leur voisinage immédiat. Une façon de dire qu'ils souhaitent engager leurs forces armées pour des missions qui ne relèvent pas forcément de leur cœur de métier: le combat¹⁰.

Clausewitz a mis en évidence dans son étonnante trinité que la nature de la guerre oscille entre trois pôles, trois tendances, dont l'une représente son élément originel, la force naturelle aveugle, faite de violence à l'état brut, de haine et d'animosité. Cette tendance est plutôt liée au peuple et fait partie de sa culture stratégique. Le gouvernement doit donc considérer l'orientation idéologique de la société dans son raisonnement politique.

Le dilemme d'une culture stratégique ambivalente

Les Allemands, qui ont cultivé une sorte de pacifisme¹¹ depuis 1945, ont parallèlement centré leur défense sur le principe du multilatéralisme qui se traduit par l'intégration dans les systèmes de sécurité collective. Le multilatéralisme devait servir pour regagner au fur et à mesure la souveraineté de la République fédérale d'Allemagne (RFA). En plus, la création de la *Bundeswehr* pendant la guerre froide n'avait pour seul but que de défendre le pays et ses alliés contre une agression venant du Pacte de Varsovie. Depuis la réunification, le spectre d'engagement des alliances militaires s'est progressivement élargi sans que les Allemands aient accepté toutes les conséquences qui en résultent. Le poids de l'Allemagne dans les relations internationales a également augmenté grâce au retour de sa pleine souveraineté. Par conséquent, les Alliés demandent de plus en plus à l'Outre-Rhin de prendre ses responsabilités, notamment dans le domaine militaire. Dès lors, la politique allemande doit répondre aux attentes et obligations des Alliés tout en intégrant l'opinion de son peuple, qui est réticente concernant la politique des interventions extérieures. Ce dilemme affecte l'efficacité opérationnelle de la *Bundeswehr*.

Afin de montrer sa solidarité, l'Allemagne est déjà intervenue plusieurs fois en opérations extérieures. Cependant, «les engagements ont toujours été extrêmement limités par le niveau politique afin de maintenir dans les esprits une image rassurante de soldats de la paix»¹² et d'empêcher une implication dans les missions de coercition. Cette illusion a finalement volé en éclats à cause de la détérioration de la situation en Afghanistan lorsqu'un peuple allemand stupéfait a découvert, à partir de 2008, que les forces terrestres avaient été engagées dans une guerre asymétrique. La conclusion que la société allemande en a tiré semble être: «Plus jamais un engagement comme ça!».

⁶ Carl von Clausewitz, idem, p. 51

⁷ Carl von Clausewitz, idem, p. 67

⁸ cf. Kriste et Maull: «*Zivilmacht und Rollentheorie*», dans: «*Zeitschrift für internationale Beziehungen*», Nomos Verlag, Heft 2, décembre 1996, p. 283-312

⁹ Définition: sociétés qui sont structurées par le travail et par la perspective de la prospérité, non plus par le courage et l'esprit de sacrifice, Münkler Herfried: «Le rôle des images dans la menace terroriste et les guerres nouvelles», dans: Guerre et opinion publique, Revue *Inflexions*, N°14, 2010, p. 44

¹⁰ Cf. Carl von Clausewitz, idem: «... l'idée de combat est à la base de toute utilisation des forces armées...», p. 77

¹¹ Encyclopédie Larousse: courant de pensée qui préconise la recherche de la paix internationale par la négociation, le désarmement et la non-violence

¹² Général de division de Langlois: «Le couple franco-allemand a-t-il un avenir sur les sujets de défense et de sécurité?», dans: *Les Cahiers du CESAT*, N°36, juin 2014, p. 27

Pour les critiques, les drones armés ne sont adaptés qu'aux conflits asymétriques. Par conséquent, ils ne jugent plus raisonnable l'acquisition de ces plate-formes si la politique respecte l'opinion publique sur l'engagement en Afghanistan. Cependant, rien n'empêche l'Allemagne de vivre à l'avenir de nouvelles surprises stratégiques qui pourraient obliger la participation de la *Bundeswehr* au sein de ses alliances militaires. La crise de l'Ukraine et l'émergence de l'État islamique illustrent ce constat. Mais comment trancher le nœud gordien? Nous ne pouvons ni choisir l'unilatéralisme qui risque de nous isoler, ni refuser chaque mission de haute intensité sans perdre notre influence et notre crédibilité auprès de nos Alliés. Il nous faut alors la volonté politique de changer la pensée stratégique et de surmonter un pacifisme qui néglige les réalités de l'après-guerre froide. Nos Alliés, quant à eux, ont la responsabilité historique de rassurer les Allemands dans cette approche.

Officier breveté de la Führungsakademie allemande et stagiaire de la 22^{ème} promotion «Général Leclerc» de l'École de guerre, le Lieutenant-colonel Thorsten GENSLER a servi dans les unités d'infanterie mécanisée, au Commandement des forces terrestres allemand et comme officier opérations de la 1^{ère} brigade aéromobile. Il a été engagé en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan.



L'Iran, un partenaire pour l'avenir



Par le Chef de bataillon Thomas GRASSER

La République islamique d'Iran (RII) n'est pas encore un partenaire stratégique pour les pays de l'Union européenne. Malgré les réserves légitimes à l'encontre de son régime politique autoritaire, marqué par l'héritage idéologique et par celui de la révolution islamique de 1979, l'Iran n'en demeure pas moins un acteur d'avenir dans le cadre de la stabilisation du Moyen-Orient. Il constitue en effet une des clefs pour atténuer l'instabilité qui secoue la région, et dont l'épicentre est à cheval sur l'Irak et la Syrie.

L'élection de Hassan Rohani à la présidence de la République islamique d'Iran (RII) en juin 2013 a amélioré les relations



entretenues par Téhéran avec les principales puissances occidentales. Par ailleurs, les guerres civiles d'Irak et de Syrie nous rappellent chaque jour l'importance de l'Iran dans la recherche d'une solution à la crise engendrée en grande partie par l'intervention américaine et britannique de 2003. Cette crise généralisée est à la fois une crise institutionnelle (incapacité des États irakien et syrien à contrôler leurs territoires), une crise de la représentation politique (un équilibre démocratique qui ne parvient pas à s'imposer) et une crise sociale (tensions confessionnelles et ethniques sur fond de catastrophe économique). Les soubresauts de cette crise généralisée atteignent même le continent européen, dans la mesure où une partie de la jeunesse occidentale cède à la propagande islamiste sunnite et participe militairement et/ou idéologiquement à la déstabilisation de l'Irak et la Syrie.

Dans cette crise complexe, et plus généralement dans le cadre de la politique économique et de sécurité des pays d'Europe occidentale, l'Iran présente des atouts importants qui en font un partenaire stratégique potentiel. Il s'agit de voir en quoi l'Iran et l'Europe occidentale ont de nombreux intérêts communs qui plaident pour une meilleure compréhension mutuelle. Mais un rapprochement plus étroit avec Téhéran comporte également des inconvénients. Il s'avère donc nécessaire de faire le point sur les facteurs économiques, politiques et culturels qui entrent en jeu dans l'analyse des lignes de convergence.

L'économie iranienne, un secteur au potentiel important mais sur lequel le régime exerce une tutelle pesante

L'Iran, avec un marché potentiel de près de 80 millions d'habitants¹, possède des atouts économiques conséquents. Sa population est jeune, même si son taux de fécondité bas (1,9 enfant par femme²) conduit à un vieillissement progressif de la société. Par ailleurs, le niveau de formation de ces jeunes est globalement bon. Beaucoup tournent d'ailleurs leur regard vers les pays occidentaux: «Ce pays jeune, dont les deux tiers de la population ont moins de trente ans, aspire à l'ouverture et au changement. (...) Même si les États-Unis sont honnis par les dirigeants et désignés comme le Grand Satan, les jeunes Iraniens aspirent à connaître la culture occidentale; nombreux sont ceux qui ont étudié dans les universités occidentales et notamment américaines»³. En outre, l'Iran dispose d'importantes ressources en hydrocarbures qui ne sont malheureusement pas optimisées. En effet, les équipements de l'industrie pétrolière et gazière sont vétustes, voire inexistantes. L'embargo n'est pas la seule cause de ce retard industriel, qui n'a pas suffisamment été pris en compte par le pouvoir. Le pays manque ainsi cruellement de capacités de raffinage. Dépendant de ses exportations de brut, l'Iran n'est pas parvenu à se diversifier suffisamment. La situation est donc mitigée, d'autant plus que l'économie est tenue par des groupes d'influence, comme le corps des Gardiens de la révolution (les *Pasdaran*), qui sont liés au régime: «Tout un réseau économique et politique a ainsi été constitué en relation avec les entreprises possédées directement par l'armée des Gardiens de la révolution (...)»⁴. Tout opérateur économique, qu'il soit iranien ou étranger, est soumis à cette réalité qui lui impose de composer avec des groupes d'influence de type oligarchique liés directement ou indirectement au régime.

¹ En octobre 2014, la population iranienne atteignait 77,8 millions d'habitants. Source: ministère des Affaires étrangères

² Source: Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD)

³ Aymeric de Montesquiou, «Iran: Le dialogue indispensable», dans *La revue internationale et stratégique*, publiée par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 2008, p. 149

⁴ Bernard Hourcade, «La "prise du pouvoir" par les Gardiens de la révolution», dans *La revue internationale et stratégique*, publiée par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 2008, p. 73

Il est à noter que, dès le début de la révolution islamique, l'imam Khomeyni a pris en compte l'importance de l'économie dans le contrôle de la société. La Constitution de la République islamique d'Iran du 24 octobre 1979 fixe ainsi des orientations très précises pour organiser les activités économiques sous le contrôle étroit de l'État, considéré lui-même comme un entrepreneur, sinon comme l'entrepreneur principal. Cette centralisation de l'économie iranienne a été accentuée pendant les années de guerre contre l'Irak (1980-1988), mais le président Rafsandjani a mis en place des réformes allant vers plus de libéralisme à partir de 1989. L'économie nationale reste néanmoins sous tutelle et demeure dépendante du cours des hydrocarbures. Si la manne pétrolière et gazière maintient la dette publique à un niveau très faible, l'Iran souffre en revanche depuis plusieurs années d'une inflation préoccupante.

Au regard de la situation décrite plus haut, cette économie a donc tout intérêt à s'ouvrir aux investissements extérieurs, notamment européens. Surtout, elle a besoin de partenaires de confiance en mesure de l'aider à moderniser son appareil productif, et c'est précisément sur ce point que les pays les plus industrialisés de l'Union européenne ont un rôle significatif à jouer, l'Iran se méfiant encore considérablement des États-Unis et ayant été parfois déçu par le manque d'élégance de ses partenaires économiques chinois, prompts à exploiter une position dominante dans un contexte d'embargo. Il y a donc, de manière évidente, un point de convergence économique à ne pas négliger entre l'Iran et l'Europe. Malgré tout, l'économie iranienne reste pour l'instant moins attractive que celle des pays du Golfe, qui ont noué des liens économiques étroits avec l'Europe, l'Amérique et l'Asie. En revanche, à moyen terme et à long terme, l'intérêt d'un partenariat renforcé avec l'Iran apparaîtra de manière plus claire, autant du point de vue strictement économique que du point de vue politique. Cela sera encore plus vrai quand les réserves en hydrocarbures du Golfe atteindront des seuils critiques. En tant que nation dynamique, disposant d'une population nombreuse et qualifiée, l'Iran offre, quoi qu'il en soit, des débouchés intéressants pour les entreprises européennes.

Si le potentiel économique iranien permet d'envisager la perspective d'une coopération renforcée avec l'Europe, il ne doit cependant pas occulter les difficultés liées aux questions politiques.

Une politique de puissance régionale compatible avec les intérêts européens?

La nature du régime iranien demeure un obstacle important à un partenariat approfondi. Son système politique verrouillé est loin des standards européens. Le guide suprême Ali Khamenei, dont l'âge avancé ne lui laisse au mieux que quelques années avant d'être remplacé, est l'autorité définissant les orientations stratégiques du pays. Mais le Guide ne décide pas seul. Il s'appuie sur des institutions complexes qui visent à conserver un *statu quo* politique, dans la mesure où la nature même du régime n'est pas contestable. Des assemblées comme celle du conseil des Gardiens de la Révolution participent à ce verrouillage qui a contribué à faire émerger des *apparatchiks*. La présidence de la République ne joue quant à elle qu'un rôle décisionnel assez marginal, mais son rôle symbolique est important. Le président Ahmadinejad (2005-2013) a ainsi suscité en son temps des réactions de répulsion à la fois à l'étranger et en Iran. Ses dernières années à la présidence ont par ailleurs été marquées par son conflit avec la guidance, qui l'a alors mis sur la touche. Il a été reproché à Ahmadinejad, entre autres critiques, ses prises d'initiatives en politique étrangère. En fait, la politique extérieure iranienne n'évolue que si le Guide suprême le décide, même si le président propose des solutions et conduit ensuite la politique élaborée au niveau supérieur. Il est actuellement difficile de savoir si ce système politique est appelé à durer. On peut toutefois noter que la société iranienne, bien que très critique à l'égard de ce système, pourrait néanmoins faire le choix de la stabilité qu'il incarne et des évolutions en douceur qu'il tolère.

Pour compléter la réflexion sur l'évolution possible de ce système autoritaire articulé autour de la notion inattaquable de *velâyat-é faqîh*⁵, il ne faut pas perdre de vue le fait que les débats politiques y sont animés et largement relayés par la presse. Le caractère autoritaire de ce système ne bride donc pas la réflexion sur la gestion de la cité. Même le corps des Gardiens de la révolution, qui est considéré avec raison comme le bras armé du régime, n'est pas à envisager comme un bloc monolithique. Y sont représentées les diverses tendances politiques et sociales actives en Iran, comme le rappelle Bernard Hourcade: «(...) Leur diversité est en fait aussi grande que celle de la société iranienne, allant du libéralisme pro-occidental au radicalisme islamique»⁶. Cette tolérance pour l'expression mesurée de tendances politiques plurielles augure peut-être d'une évolution vers un système moins rigide. Si le système institutionnel iranien demeure pour l'instant cloisonné, la société civile est quant à elle plus ouverte que dans la majorité des pays voisins. Si l'on retient l'indicateur de la place des femmes dans la société et de leur niveau d'instruction, force est de constater que l'Iran ressemble davantage aux pays occidentaux que beaucoup d'autres nations du Moyen-Orient. Quoi qu'il en soit, le régime conserve des bases solides et la politique iranienne de puissance régionale est appelée à se poursuivre et même à s'amplifier. En effet, le pays observe depuis le début des années 2000 les changements entraînés par l'intervention en Afghanistan puis en Irak. Ces interventions ont eu *a priori* des conséquences positives pour la puissance relative du pays, mais elles le placent également face à des choix et à des risques. Le contexte actuel est donc à la fois bénéfique et pénible pour Téhéran. Le pays a ainsi opté pour le renforcement de sa position de puissance régionale, comme en témoigne le soutien significatif apporté à l'État syrien et au Hezbollah libanais. Ces ambitions régionales inquiètent beaucoup les monarchies sunnites et Israël. Cette situation présente d'ailleurs une certaine forme d'ironie, dans la mesure où Benyamin Netanyahu s'oppose à tout accord sur le dossier nucléaire et devient, sur cette question, l'allié objectif de pays comme l'Arabie saoudite.

Le facteur politique est donc très complexe mais milite néanmoins pour un rapprochement mesuré de l'Union européenne avec l'Iran. Tout d'abord, ce rapprochement est rendu indispensable par l'importance géopolitique prise par Téhéran. Il ne s'agit pas de privilégier le partenaire iranien par rapport aux partenaires arabes et israélien, mais de montrer aux acteurs de la région qu'aucune politique de paix ne saurait occulter le rôle de l'Iran. Ensuite, ce rapprochement permettrait d'encourager un assouplissement de la politique intérieure et extérieure conduite par le régime. Enfin, il permettrait de renouer avec un pays à l'héritage culturel considérable, et qui constitue depuis toujours un acteur dynamique de la région.

L'importance de l'héritage culturel iranien

⁵ «Le pouvoir du juriste», ou la reconnaissance de la légitimité politique des autorités cléricales chiites dans la conduite de l'État iranien

⁶ Bernard Hourcade, «La "prise du pouvoir" par les Gardiens de la révolution», dans *La revue internationale et stratégique*, publiée par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 2008, p. 75

L'Iran est l'héritier d'une culture brillante. Après la chute de l'empire sassanide qui tombe en 642⁷ sous les coups de l'invasion arabe, la Perse réalise une synthèse surprenante entre son identité culturelle initiale et les changements impliqués par la nouvelle configuration politique et religieuse. Le monde iranien incorpore alors partiellement la culture arabe et islamique en l'associant à son fonds propre. La langue iranienne contemporaine conserve les traces nombreuses de cette synthèse à travers ses nombreux emprunts à l'arabe. Ce mouvement ne se fait toutefois pas à sens unique, et la culture persane influence elle-même le califat arabe pour lequel l'administration d'un empire constitue une expérience inédite. Tout en revivifiant sa littérature et ses grands mythes fondateurs, l'Iran met ses lettrés au service du pouvoir central. La Perse fournit au califat un nombre impressionnant d'administrateurs, d'historiens, de lexicographes, de compilateurs et de commentateurs de la tradition prophétique. Ces hommes participent alors à l'édification de cette magnifique culture classique dont la langue de la révélation coranique est un élément essentiel. De nombreuses figures éminentes associées à la culture arabe sont en fait des Persans, à l'image d'Avicenne⁸ dont les découvertes ont influencé la médecine européenne jusqu'au XVII^{ème} siècle.

Aujourd'hui, l'État iranien se revendique du chiisme, la révolution islamique de 1979 ayant fait de ce courant de l'islam le cœur du nouveau système politique et social. C'est la dynastie safavide qui, au début du XVI^{ème} siècle, fait du chiisme la religion de l'État. L'Iran a toutefois connu plusieurs alternances entre sunnisme et chiisme tout au long de son histoire, au gré des aléas politiques. Car la scission originelle entre chiites et sunnites est avant tout un conflit de succession qui survient dans les premières années du califat arabe. Les premiers chiites sont les partisans d'Ali (*chi'at Ali* en arabe). Mohammed et Ali sont cousins et ont été élevés dans le même foyer. Ali est l'un des premiers à embrasser la révélation portée par Mohammed, qui lui offre par ailleurs la main de l'une de ses filles (Fâtima). À la mort de Mohammed (632), est instauré un califat qui devient l'autorité gouvernant la communauté des croyants. Plusieurs califes se succèdent, dont Ali, mais ce dernier se heurte à une opposition forte menée principalement par 'Âïsha, l'une des veuves de Mohammed. Dans ce contexte troublé que traverse alors la communauté musulmane, Ali meurt assassiné en 661, la dynastie Omeyyade prenant le pouvoir. Se développent *a posteriori* deux courants concurrents, le sunnisme et le chiisme, se réclamant chacun du Coran et de son messager. Dans sa théologie, le chiisme accorde une place prépondérante au clergé, à la différence du sunnisme. Le clergé chiite acquiert progressivement une légitimité dans le domaine de l'interprétation théologique (*bâb al-ijtihâd*), et des centres religieux se développent, comme celui de Qom. Le clergé chiite se structure et s'institutionnalise jusqu'à devenir une force politique active dans l'Iran contemporain, et ce malgré le refus initial de la doctrine chiite de s'immiscer dans le pouvoir temporel. L'immixtion des clercs dans le pouvoir politique est l'une des innovations majeures de la révolution de 1979, qui rompt avec la tradition quiétiste qui dominait jusqu'alors.

Au-delà des débats théologiques sur lesquels il ne s'agit évidemment pas de statuer, il convient toutefois d'observer que la place accordée par le chiisme à ses clercs conduit à un encadrement plus étroit de la doctrine, à la différence de ce qui se passe dans le sunnisme. Les tendances sectaires s'y trouvent donc muselées. Étant le porte-drapeau du chiisme, l'Iran fait actuellement les frais de la propagande orchestrée par des forces radicales des pays se réclamant du sunnisme. En retour, le pays entretient sa propre propagande à travers les références liées à l'opposition séculaire au sunnisme. Cette exploitation outrancière des référents religieux est bien regrettable, mais il n'en reste pas moins vrai que l'Iran a absolument besoin d'endiguer le radicalisme qui sévit à ses portes si il veut prouver qu'il est une grande puissance régionale. L'Iran a donc à la fois des raisons et des moyens pour lutter contre ce fléau. Un dialogue avec l'Iran et les pays arabes sur la question des mouvements islamistes armés permettrait donc de lutter plus efficacement contre cette menace malgré le risque d'instrumentalisation des problèmes.

L'Iran reste un pays stable au sein du «Moyen-Orient compliqué», et il est certainement l'un des rares dont la politique et la configuration idéologique n'entraînent pas de risques directs pour l'Europe. Il ne dispose par ailleurs pas de moyens de pression ou de relais d'influence pour chercher à déstabiliser le vieux continent. De plus, son potentiel économique et son poids politique en font un partenaire incontournable. Ce serait donc une erreur grave de se détourner de lui. Il ne s'agit pas de délaisser les autres États de la région, mais simplement de rééquilibrer un partenariat qui peut à terme se révéler bénéfique pour l'Europe, pour l'Iran et pour l'ensemble du Moyen-Orient. L'accord intérimaire de Genève sur l'économie de 2013 constitue dans cette optique un premier pas encourageant vers une normalisation des relations avec l'Iran. La question nucléaire risque toutefois de compromettre ces belles perspectives, à moins que Téhéran et ses partenaires ne finissent par comprendre où se situent leurs véritables intérêts.

Le Chef de bataillon Thomas GRASSER est issu de l'arme du génie. Il suit un cursus en arabe et en persan à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique.



[Retour Sommaire](#)

⁷ «**Les grandes dates de l'Islam**», éd. Librairie Larousse, 1990, p. 14, Robert Mantran; les Arabes remportent la victoire décisive de Nehâvend en 642

⁸ Avicenne, ou *Ibn Sina* en arabe, est né près de Boukhara (Ouzbékistan actuel) en 980 et mort à Hamadan (Iran actuel) en 1037

Le canon a-t'il vecu?



Par le Capitaine Stanislas RICHEBE

Dans le LBDSN 2013, le canon n'est plus évoqué comme armement majeur constitutif de l'arsenal français... Est-ce un oubli ou un signe de déclassément?

Nombreux sont les exemples dans l'histoire militaire de la France où le dimensionnement et les capacités de son armée sont décrits par un inventaire dans lequel le canon apparaît depuis le Moyen-âge. Faut-il que le canon soit désormais un système dépassé ou révolutionné par la technologie pour que son évocation numérique ne soit plus citée dans un document tel que le Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale de 2013 (LBDSN 2013)? Cette observation, qui peut passer inaperçue en raison de l'apparition de nouveaux matériels, suscite tout de même un questionnement sur les rôles symboliques, tactiques et techniques de la bouche à feu en ce début de XXI^{ème} siècle.

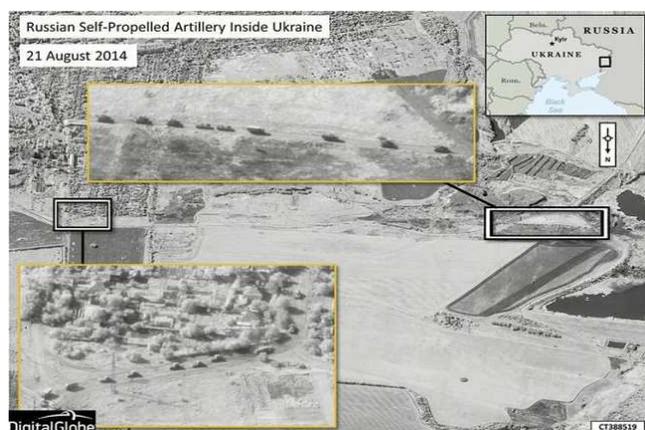
Bataille de Castillon (1453): 300 bouches à feu menées par les frères Bureau participent à la victoire française sur l'armée anglaise de John Talbot. Wagram (1809): la grande batterie de Drouot aligne un front de 112 pièces et contribue significativement à renverser une situation tactique initialement défavorable. Nombreux sont les exemples dans l'histoire militaire de la France où le dimensionnement et les capacités de son armée sont décrits par un inventaire dans lequel le canon apparaît depuis le moyen-âge. Faut-il que le canon soit désormais un système dépassé ou révolutionné par la technologie pour que son évocation numérique ne soit plus citée dans un tel document que le Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale de 2013? (LBDSN 2013) Cette observation, qui peut passer inaperçue en raison de l'apparition de nouveaux matériels, suscite tout de même un questionnement sur les rôles symboliques, tactiques et techniques de la bouche à feu en ce début de XXI^{ème} siècle.



Miniature du moyen âge représentant l'artillerie française assiégeant un château-fort. Au XV^e siècle, l'emploi d'artillerie se systématisait dans l'armée française. Source: Internet

Quels sont les atouts visibles et masqués d'une force armée dotée de canons?

La portée, la puissance destructrice, mais aussi la capacité de production, le niveau d'instruction ou encore le stock de munitions sont des informations qui, décryptées, en disent long sur le degré opérationnel d'une force armée. Il n'est pas surprenant alors que certaines des premières images attribuées à l'EIL¹ ou aux forces russes en Ukraine aient été des pièces d'artillerie: des canons capturés par l'EIL en Irak et filmés avec un angle de tir élevé comme pour un tir en trajectoire courbe afin de confirmer le haut niveau d'instruction des djihadistes que la coalition s'apprêtait à affronter, des pièces d'automoteurs (2S19) pour soutenir l'idée d'un niveau de menace élevé de la part des Russes.



Bien que le canon présente parfois une image d'arme rustique et un peu désuète, il véhicule encore intrinsèquement une certaine image de la puissance militaire et technologique. Dans bien des pays, le protocole conserve des batteries d'honneur pour saluer ainsi de leurs salves les investitures officielles des monarques et autres chefs d'États. En effet, héritier d'une époque où les moyens économiques et la capacité technologique à les produire restaient

¹ État islamique de l'Irak et du Levant



Le «Tsar Pouchka» à Moscou (1586): un emploi plus politique que militaire

Credits: Wikipedia

rare, ce protocole indiquait ainsi aux yeux du monde à quel niveau ces pays ambitionnaient de se positionner. Par ailleurs, la démarche martiale de la salve d'honneur associée à l'image du pouvoir la représentation de sa puissance de destruction potentielle.

Physiquement, la détention simple d'armement de ce type conserve une image symbolique puissante. Cette impression de puissance est dégagée souvent par le simple aspect visuel du matériel. Si personne n'est encore capable d'affirmer qu'il ait bien été utilisé, le fameux canon «Tsar Pouchka»² à Moscou, par ses mensurations impressionnantes (890 mm de calibre) et bien que pièce unique, devait ainsi suffire à indiquer à l'adversaire une certaine idée de la supériorité technologique et d'intimidation de la Russie du temps d'Ivan le Terrible. Ce rôle symbolique apparaît encore dans l'imaginaire collectif avec l'évocation de la «Grosse Bertha»³ en 14–18 ou encore le fameux V3⁴ allemand. Plus proche de nous, le citoyen français continue à se laisser impressionner par la force de l'impact visuel d'un d'AUF1 ou d'un CAESAR au sein du défilé du 14 juillet, comme il reste impressionné par un char LECLERC, un VBCI ou un engin spécifique du génie.

Les procédés de fabrication, en dépit de l'industrialisation généralisée, ont conservé une certaine part de complexité. Si la capacité d'usiner avec précision semble désormais à la portée de beaucoup, les secrets de composition chimique des aciers de fabrication sont bien gardés. Ainsi, en dépit d'une apparence de relative rusticité du canon traditionnel, encore peu de pays sont à même de développer de façon autonome un tube de canon classique capable de supporter les contraintes de tir d'une pièce moderne.

Comme évoqué ci-dessus, la capacité à utiliser le canon est enfin un indicateur pertinent pour l'analyste qui cherche à caractériser le niveau opérationnel d'un adversaire. En effet, en dépit de son principe de fonctionnement techniquement élémentaire et quasi inchangé depuis 14–18, âge d'or de l'artillerie à tir indirect, c'est surtout le niveau de complexité



CAESAR lors du défilé du 14 juillet: la visibilité des armements majeurs a encore une symbolique puissante vis-à-vis du public.

Credits: DICO

croissant de coordination et de calcul qui rend son emploi difficile en dessous d'un certain seuil d'instruction ou de capacités de coordination. Cette complexité va croissant avec le niveau de modernisation d'une force. Le niveau de capacité d'une artillerie va ainsi évoluer de la capacité simple à faire partir un coup de canon, quitte à tirer à vue (expérience des Afghans avec le canon 122D30), jusqu'à la capacité à s'intégrer dans une matrice de coordination globale avec les acteurs de la 3^{ème} dimension et de l'espace. Cette dernière capacité n'est aujourd'hui détenue que par un très faible nombre d'armées gouvernementales, dont la France et les États-Unis. Il faut noter, à ce titre, qu'être capable d'employer le tir indirect de façon massive peut aussi en dire long sur les capacités de liaison interarmes et la capacité de soutien logistique. En France, le Train de l'artillerie a été créé par Napoléon en 1800 afin de fiabiliser le ravitaillement en munitions. Savoir ravitailler massivement et de façon fluide s'avère également une opération complexe en soi. La multiplication des acteurs de la 3^{ème} dimension, associée à l'émergence de politique de restriction des dégâts collatéraux, génère un besoin en arbitrage et en capacité de déconfliction, d'analyse et de discrimination croissant. La double progression de la précision et de la maîtrise des effets des projectiles qui semble rendre l'usage de l'artillerie plus facile à mettre en œuvre ne parvient pas à compenser, semble-t-il, la progression simultanée des contraintes induites par la guerre moderne. Enfin, le dernier aspect, pour l'analyste qui s'appuie sur la description de la capacité à manœuvrer et à faire tirer une artillerie, est l'évaluation du niveau de coordination potentiel d'une force armée. Par exemple, une manœuvre du niveau du bataillon d'artillerie pourra indiquer une capacité de manœuvre possible jusqu'au niveau de la brigade pour le commandement interarmes.

LBDSN 2013: extrait du chapitre 6: «la mise en œuvre de la stratégie», paragraphe «modèle d'armée» p.93

«Les forces terrestres disposeront d'unités adaptées à la diversité, à la durée, à la dispersion et au durcissement des opérations. Elles offriront une capacité opérationnelle de l'ordre de 66 000 hommes projetables, comprenant les forces spéciales terrestres, sept brigades interarmes, des unités d'appui et de soutien opérationnel, les unités prépositionnées et celles qui sont implantées dans les outre-mer. Les brigades interarmes de combat seront articulées en trois composantes complémentaires. Deux brigades seront aptes à l'entrée en premier et au combat de coercition face à un adversaire équipé de moyens lourds. Trois autres brigades multirôles seront prioritairement équipées et entraînées pour la gestion de crise. Enfin deux brigades légères seront capables d'intervenir dans des milieux spécifiques et difficiles ou très rapidement, en complément des forces prépositionnées ou au sein de modules d'urgence dédiés. La poursuite de l'effort de numérisation et une préparation opérationnelle appropriée garantiront la cohérence entre ces trois composantes et leur capacité à se renforcer mutuellement. Ces forces disposeront notamment d'environ 200 chars lourds, 250 chars médians, 2700 véhicules blindés multirôles et de combat, 140 hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, 115 hélicoptères de manœuvre et d'une trentaine de drones tactiques....»

Ne pas sacrifier un savoir-faire difficile à régénérer

² Tsar Pouchka: fondu en 1586 sur une commande de Fedor 1^{er}, fils d'Ivan le Terrible, est reconnu pour être le plus gros obusier jamais construit. Il n'aurait cependant jamais réellement servi, conservant un rôle d'ambassadeur de la technologie d'armement russe de cette époque

³ Grosse Bertha: obusier de 420 mm utilisé par les Prussiens durant la Grande Guerre. Il est souvent confondu dans le récit populaire avec le canon géant «Pariser kanonen» utilisé pour bombarder Paris en 1918

⁴ V3: arme secrète développée par le III^{ème} Reich afin de bombarder l'Angleterre. Il a été construit sur le site de Mimoyecques (Pas de Calais) près de Landrethun. Il était constitué de cinq batteries de cinq canons, chacun mesurant 130m de long. Il était conçu pour tirer des obus de 140 kg, faisant 150 mm de calibre à environ 165 km. Il n'a jamais été opérationnel, ayant fait l'objet de campagnes de bombardements actives de la part des Alliés

Face à un ennemi conventionnel et disposant du nombre, l'artillerie française des années 80 avait conjugué le meilleur de ses capacités et savoir-faire au sein du groupement d'artillerie de la division blindée. Avec la puissance de feu de soixante-quatre automoteurs AUF1 capables de tirer avec précision, sans délai de mise en batterie, la division blindée française (DB mod. 84) devait être capable de neutraliser les colonnes de chars soviétiques en marche à l'ennemi. Cette capacité était permise par une mise hors de portée grâce à l'allonge, la capacité de camouflage et la capacité à opérer des mouvements de sauvegarde rapides. Cette manœuvre dynamique exigeait un niveau de coordination élevé pour optimiser les trajectoires, rationaliser les consommations en obus, suivre les mouvements des troupes appuyées et maintenir la permanence des feux. Le système français ATLAS (automatisation des tirs et des liaisons de l'artillerie sol-sol) est issu des réflexions visant à doter l'artillerie française d'un système d'arme capable d'intégrer toutes ces exigences. Le constat est fait que si le système a démontré ses aptitudes et confirmé ses potentialités, ses capacités sont désormais sous-utilisées du fait de la rareté des manœuvres et des engagements réels sous un format dépassant celui d'un détachement de liaison, d'observation et de coordination commandant les feux d'une section d'une à quatre pièces. Le peu d'équipements disponibles, la rareté de l'effectif pouvant s'y consacrer ne semblent plus permettre aux unités d'artillerie de préserver cette capacité opérationnelle à faire réellement manœuvrer plusieurs unités de tir ensemble. Le savoir-faire tactique et technique propre à l'emploi militaire est doublé par la nécessité de maintenir une base technologique et industrielle apte à développer et produire les systèmes et munitions d'artillerie, comme pour tous les armements. Sans projet de développement ambitieux à moyen terme, le maintien du savoir-faire technique pour le personnel hautement qualifié (ingénieurs, chaudronniers) n'est entretenu que par des commandes à l'export. Ces commandes sont soutenues par la visibilité et les performances constatées par l'emploi qu'en font les armées françaises. Il y a donc un risque réel de rupture du cycle du SOUTEX^{5*} à ne pas poursuivre de programme d'armement national.

Ne pas poursuivre dans la logique de diminution quantitative

Le facteur numérique (nombre de pièces alignées) n'a certes plus la même signification qu'autrefois. Le tir de saturation a laissé le champ libre à la précision dans la physionomie des engagements modernes. Un CAESAR, tirant ainsi deux fois plus loin qu'un obusier de 155 mm des années 60-70 (AMF3), est capable de battre nécessairement des surfaces bien plus importantes. Le recouvrement de leurs feux croisés a permis de couvrir ainsi la quasi-totalité de la zone d'engagement de la brigade La Fayette en Afghanistan, sans que les CAESAR aient eu à sortir de leurs bases protégées. La précision et le type de munitions (OACED⁶) permettent également d'obtenir un même effet avec des consommations bien moindre qu'à cette époque. Cependant, la réalité des finances publiques et les choix opérés ont abouti à ce que le nombre de CAESAR en dotation dans l'armée de Terre ne



Emploi de l'artillerie et guerre majeure: 1945 – artillerie soviétique devant Berlin

Source : Deutsche Bundesarchiv

dépasse pas 77 (la première tranche commandée et livrée, finalement non suivie) avant longtemps. Dans une arme qui sanctionne son entraînement par l'application de feux réels, il y a donc un risque non négligeable que les capacités matérielles de l'artillerie à assumer l'entraînement et son contrat opérationnel ne soient saturées par la multiplicité des engagements extérieurs et l'attrition inévitable du nombre de canons.

Enfin, la logique de resserrement du nombre d'équipements s'oppose à la logique de concentration des feux qui continuera à rester valable malgré la technologie. Ainsi, la cadence de tir d'une section de canons CAESAR (qui dépend davantage de l'état physique de ses servants que pour un automoteur à chargement automatique) reste globalement similaire à celle d'une section d'AUF1 des années 1980. La capacité à frapper un ennemi par des feux brutaux et concentrés dépendra

alors du nombre de tubes alignés par section ou par batterie pour obtenir un effet significatif sans rupture de tir. La logique de diminution du nombre de tubes par section de tir, constatée de fait dans les engagements récents (GA2 CAESAR, SAM 2) semble donc atteindre ses limites face à un ennemi plus symétrique que les groupes armés pourchassés en Afrique ou en Afghanistan.

Perspectives: maintenir des capacités canon classiques suffisantes et y associer de nouveaux concepts

Contrairement aux chemins empruntés par les pays occidentaux et principalement européens, les pays émergents dont les efforts de défense en valeur absolue talonnent les grandes puissances modernisent leurs systèmes d'artillerie mais ne s'orientent pas pour autant sur une réduction significative de leur quantité. Par les efforts consentis pour poursuivre son développement, ces États indiquent également qu'à leurs yeux le canon reste une capacité essentielle à maintenir dans les arsenaux d'une force terrestre. Parmi les pays les plus avancés, Israël, dont les exportations d'armement ont dépassé la France en 2013, dispose d'une technologie reconnue comme l'une des plus sophistiquée, mais conserve une artillerie nombreuse et puissante. Si les canons israéliens sont encore essentiellement des M109 d'origine américaine, ceux-ci ont été régulièrement remis à niveau et s'intègrent à un système de défense global, apte à détruire des projectiles en vol et à répliquer immédiatement par des tirs de contre-batterie.

⁵ SOUTEX: acronyme désignant le soutien à l'exportation, c'est-à-dire toutes les actions militaires, commerciales ou industrielles visant à optimiser les ventes d'armement à des acteurs étrangers

⁶ OACED: obus anti-char à effet dirigé. Munition d'artillerie développée par NEXTER fonctionnant sur le principe d'une charge creuse dirigée par infrarouge sur une cible à haute signature thermique comme le char de bataille. Son emploi théorique lui permet de détruire une section de quatre chars avec deux obus

Le constat est fait qu'en dehors d'une situation principalement imposée par des choix économiques en Europe, l'artillerie classique canon se maintient en tant que capacité fondamentale dans les corps de bataille. Cependant, le maintien de capacités classiques (obus traditionnel, capacité d'aveuglement avec du fumigène, éclairage du champ de bataille avec de la lumière blanche ou des rayons infra-rouge) pourrait s'associer à une autre réflexion visant à compléter les capacités tactiques et techniques de ces systèmes et ainsi rendre encore plus pertinent leur emploi. Il est par exemple certain que le développement de la précision par le guidage GPS ou la participation de l'artillerie à des actions non-létales sont des pistes qui peuvent être explorées. Parmi les exemples de développement de capacités non-létales à haute valeur ajoutée, il serait pertinent de se poser la question de l'exploitation de la



Alignement de 2S19 : tout en se modernisant, les BRICS, notamment la Russie et la Chine, maintiennent des artilleries pléthoriques. Source : defenceTalk.com

technique de «marquage» chimique utilisée dans le domaine civil de la sécurité des biens et des personnes. Dans un contexte de combat asymétrique, un obus disposant d'un tel marquant chimique, tiré en fusant⁷ au-dessus d'une zone précise, pourrait permettre de tracer des groupes d'insurgés. Les Israéliens ont développé un procédé tactique destiné à prévenir les habitants d'un lieu donné de l'imminence d'un bombardement sur leur zone. Ce procédé tactique repose sur l'emploi d'obus non-explosifs alertant les populations par le bruit et l'onde de choc.

Le sort du canon paraît donc encore assuré. L'Occident doit néanmoins se poser la question de savoir si, par le recours systématique à la troisième dimension, ses armées n'ont pas sacrifié des capacités qui pourraient un jour lui faire défaut, tant en termes de savoir-faire que de disponibilité dans un combat où la suprématie aérienne ne serait plus garantie comme aujourd'hui.



[Retour Sommaire](#)

⁷ Tir fusant: tir d'artillerie dont la charge est déclenchée à distance du sol par un mécanisme de fusée de proximité ou par chronométrage. Le tir fusant mis au point pour les obus à mitraille («schrappnell») est utilisé également pour le tir d'obus éclairants ou encore l'emploi d'obus spécifiques nécessitant un dépotage en hauteur, comme les obus anti-char français OACED.

En tout temps et en tout lieu?



Par le Chef d'escadron Thibault FALLAS

Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du Mali ou de la République de Centrafrique, les interventions récentes ont démontré que l'armée de Terre a su acquérir, afin de défendre la France et ses intérêts, une compétence reconnue dans la projection de troupes sur court préavis et en n'importe quel point du monde. Elle participe ainsi pour près des deux tiers au déploiement de nos militaires hors de métropole et sur le territoire national. Pourtant, et alors que le sens même du métier des armes exige de chaque militaire d'être prêt immédiatement, serions-nous capables de projeter une force sans préavis si les circonstances l'exigeaient?

«**A**u service de la France, le soldat lui est entièrement dévoué, en tout temps et en tout lieu»¹. Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du Mali ou de la République de Centrafrique, les interventions récentes ont démontré que l'armée de Terre a su acquérir, afin de défendre la France et ses intérêts, une compétence reconnue dans la projection de troupes sur court préavis et en n'importe quel point du monde. Elle participe ainsi pour près des deux tiers au déploiement de nos militaires hors de métropole et sur le territoire national. Pourtant, et alors que le sens même du métier des armes exige de chaque militaire d'être prêt immédiatement, serions-nous capables de projeter une force sans préavis si les circonstances l'exigeaient?

La guerre froide et la nécessité de défendre le pays face à l'Est n'avaient pas permis à toutes les unités de l'armée de Terre d'acquérir une culture de la projection. Depuis la guerre du Golfe en 1991, l'ensemble de l'armée de Terre a assimilé une expérience riche et variée en termes d'opérations extérieures. D'un système de détachements *ad hoc* projetés au cas par cas, l'armée de Terre a su penser et mettre en place un cycle opérationnel (cf. encadré page suivante) qui permet à chaque unité projetée de monter en puissance et de se préparer spécifiquement au théâtre d'opérations sur lequel elle va se déployer. L'engagement des forces constitue en effet la finalité de l'armée de Terre et ce cycle opérationnel permet de l'assurer tout en tenant compte des contraintes liées à la disponibilité des matériels, de la nécessité d'alterner projection, repos, instruction, etc. Conçu en 2001, ce système a été modifié plusieurs fois pour s'adapter aux exigences des nouveaux théâtres d'opérations, notamment afghan. Il est désormais constitué de cinq phases (ou temps) qui permettent une graduation de la préparation à l'engagement et en assurent la cohérence.

Le livre blanc sur la défense nationale fixe le contrat opérationnel des armées, et donc de l'armée de Terre, en termes d'hommes à projeter en un temps donné, relevables ou non, à l'étranger comme sur le territoire national. Ce contrat opérationnel répond à une ambition en fonction d'impératifs (de puissance, de rayonnement, etc.) et de contraintes (budgétaires, matérielles, etc.). Or,

Satisfaire une ambition qu'on choisit, et se préparer à une menace qu'on ne choisit pas

l'armée de Terre ne doit pas uniquement se préparer à satisfaire une ambition, qui est par définition choisie, mais à répondre à une menace qui, elle, ne l'est pas. Parce qu'elle est garante de la survie de la nation, l'armée de Terre doit se préparer au scénario du pire, celui qui nécessitera de conduire un combat dont dépendra cette survie. C'est ce qu'elle fait d'ailleurs à travers la préparation à la guerre générique, mais elle se doit en plus de concevoir le risque de surprise stratégique car il exige

de pouvoir répondre immédiatement et avec l'ensemble de ses moyens. Si ce risque est somme toute improbable, il ne peut par principe, parce que les enjeux sont trop importants, être exclu.

La crise ukrainienne qui s'est déclenchée en 2014 nous rappelle, une fois de plus et s'il fallait encore s'en convaincre, que l'état de paix dans lequel nous vivons en Europe est exceptionnel mais ne saurait constituer un acquis pour les générations présentes et futures. Les motifs d'inquiétude sont en effet nombreux: droit international régulièrement bafoué (la Crimée a été annexée par un pays qui était l'un des garants de l'intégrité territoriale de l'Ukraine), montée des régionalismes et de l'euro-scepticisme, bases sociales sapées sur fond de crise économique, risque d'anomie. Tout cela semble lointain, improbable... Personne ne saurait d'ailleurs imaginer un seul instant que l'Europe puisse être impliquée dans un conflit de moyenne ou haute intensité ou qu'elle puisse elle-même vaciller et se déchirer. Mais le centenaire de la Première Guerre mondiale, que nous célébrons cette année, ne devrait-il pas nous amener à rester sur nos gardes? Ne nous rappelle-t-il pas que «14-18» devait être la «Der des Der»?



Pour la Patrie ou Les adieux d'un réserviste
(1887).
Victor Prouvé (1858 - 1943).

¹ Article premier du code du soldat

Il est intéressant de constater que la Russie, qui couve le feu de la crise ukrainienne (et prépare potentiellement son cinquième conflit gelé en Europe ou à ses frontières²), a fait de l'amélioration de la capacité opérationnelle de ses forces l'une de ses priorités. Depuis 2011, les forces armées russes ont ainsi développé la notion de «disponibilité opérationnelle permanente», signifiant que l'ensemble des divisions, brigades et bataillons des forces terrestres et troupes parachutistes³ sont projetables sans préavis à n'importe quelle extrémité du pays (soit à plusieurs milliers de kilomètres). Les contrôles surprise⁴ dont font désormais régulièrement l'objet les unités russes montrent qu'il ne s'agit pas d'un concept théorique mais bien d'une réalité appelée à devenir la norme de leur préparation opérationnelle.

Certes, la situation des unités terrestres russes est bien différente de la nôtre, qu'il s'agisse de leurs contraintes opérationnelles (absence de projection sur des théâtres d'opérations extérieures), de leur disponibilité (recrutement mixte, semaines travaillées de six jours) ou des menaces potentielles auxquelles elles doivent faire face (instabilité possible de l'Asie centrale après le retrait d'Afghanistan de l'ISAF, voisinage de la Chine). Pour autant, on ne peut s'empêcher de se demander si nous serions également capables de projeter sans préavis et en à peine quelques heures une unité avec tous ses moyens organiques à l'autre bout du pays. En France, l'élément de réaction d'urgence est constitué par les détachements dits d'alerte Guépard⁵. Rénové

à l'été 2012 et devenu le Guépard nouvelle génération (Guépard NG), ce dispositif d'alerte prévoit que 5.500 hommes tenus en alerte, par période de six mois, puissent être mobilisés et déployés, par échelons successifs, dans un délai de 12 heures à neuf jours. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 nous donne d'autres éléments de réponse. Il précise en effet que «pour garantir sa capacité de réaction autonome aux crises, la France disposera en permanence d'un échelon national d'urgence de 5.000 hommes en alerte, permettant de constituer une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2.300 hommes, projetable à 3.000 km de l'hexagone,⁶ dans un délai de sept jours». Cette FIRI est constituée entre autres de forces spéciales et d'un groupement terrestre interarmes de 1.500 hommes.

Nos soldats sont disponibles et réactifs, ainsi que le prouve quotidiennement la manière dont ils servent en France et à l'étranger. Pourtant, force est de constater que nous serions bien en peine de reproduire l'exemple des unités russes. En effet, le cycle opérationnel à cinq temps donne la fausse impression que l'engagement est nécessairement planifié, préparé. Les corps de troupes connaissent ainsi la trame globale de leur emploi du temps des mois à l'avance, s'y préparent, mais peuvent concevoir aussi, légitimement d'une certaine manière, que les phases passées en métropole sont préparatrices d'engagement, ou consécutives à celui-ci, mais ne peuvent constituer la période d'engagement en soi.

Plus que les contraintes humaines, ce sont cependant les contraintes budgétaires et géographiques qui pèsent sur la disponibilité permanente des unités de l'armée de Terre. L'aptitude d'une unité à se projeter et à manœuvrer immédiatement dépend de sa capacité à se mobiliser rapidement, mais également de la disponibilité de ses matériels et de son entraînement au combat interarmes. Or, s'il est possible que nous arrivions à regrouper l'ensemble du personnel d'un régiment, il est peu probable que celui-ci dispose de suffisamment de matériels en état de fonctionner pour être projeté sans préavis. Décidée dans un contexte budgétaire contraint, la politique de gestion et d'emploi des parcs (PEGP), qui prévoit l'instauration d'un parc commun de matériel pour les opérations et un parc commun de matériels pour l'entraînement, a cette grande qualité d'avoir donné aux groupements tactiques interarmes (GTIA) les moyens de conduire leurs missions sur les différents théâtres d'opérations. Elle a cependant l'inconvénient, tout aussi grand, d'avoir mis à nu, ou presque, les unités de métropole. En outre, la qualité d'une force terrestre ne se reconnaît plus à la manière dont elle manœuvre des sections ou des compagnies d'infanterie, mais bien à sa capacité à conduire un combat interarmes, voire interarmées. Celui-ci suppose, pour être efficace d'emblée, une habitude à travailler ensemble dès le temps de paix et une maîtrise commune des procédures.



La PEGP a donné aux GTIA les moyens de combattre, mais elle a mis à nu les unités de métropole.

² Haut-Karabakh, Transdnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie et Donbass

³ En Russie, forces terrestres et troupes parachutistes sont deux armées distinctes. Si les premières doivent contenir toute agression aux frontières de la Fédération, les secondes constituent la réserve stratégique du Président et le corps de réaction rapide du ministère de la défense

⁴ Initiés en février 2013, les contrôles opérationnels surprise prévoient la mise en alerte d'une unité dans la nuit et son déploiement le lendemain matin sur un camp d'entraînement. La phase de projection peut comprendre un acheminement aérien et un déplacement tactique de l'unité avec ses moyens organiques.

⁵ Rapport d'information de la commission de défense nationale et des forces armées. 18 juillet 2013.

⁶ Soit jusqu'aux frontières orientales de l'Union européenne, voire au-delà...

Or, certaines de nos brigades sont éclatées sur le territoire national et les unités ne se retrouvent ensemble bien souvent que dans le cadre des mises en condition opérationnelle alors que l'entraînement interarmes devrait être systématique. La répartition géographique des régiments de mêlée composant certaines brigades doit en effet plus à l'histoire qu'à la cohérence opérationnelle (voir carte). Outre que cela permettrait de faire des économies de soutien et de fonctionnement, objectif à la mode en ces temps de disette budgétaire, concentrer les brigades en un espace géographique restreint (sans pour autant les cantonner à des cités militaires comme on peut le voir aux États-Unis ou en Russie) faciliterait l'entraînement interarmes tout en permettant la mise en commun des matériels majeurs des brigades. Une telle décision crisperait certainement bon nombre

La répartition géographique des régiments doit plus à l'histoire qu'à la cohérence opérationnelle.



Exemple de répartition sur le territoire national des régiments de mêlée de trois brigades (2012)

d'élus dont les préoccupations socio-économiques, pour légitimes et justifiées qu'elles soient, n'ont que peu de rapport avec la préparation opérationnelle et la disponibilité des forces. Pourtant, la notion de surprise stratégique porte en elle-même la nécessité d'être prêt à faire face à n'importe quelle menace en tout temps et en tout lieu, y compris en dehors des heures de service ou des périodes d'engagement. Sans évoquer le risque d'une invasion (dont on peut imaginer qu'il serait malgré tout perçu bien en amont, du moins suffisamment pour mettre en alerte l'ensemble des forces), il faut bien comprendre que la capacité de l'armée russe, voire d'autres armées, à déployer aussi rapidement un volume important de troupes nous impose d'être capables d'en faire autant. En effet, tout retard pris dans l'envoi d'un corps expéditionnaire se matérialise inévitablement pour l'adversaire en prise d'ascendant, qu'il s'agisse de gain territorial ou d'effet de communication. Les travaux de l'OTAN devant conduire à l'instauration d'une brigade projetable en trois jours⁷ montrent la prise de conscience que la réactivité de l'Alliance doit être améliorée. Pour autant, dans la mesure où cette décision est une conséquence de la crise ukrainienne, elle montre également ses limites puisque les armées russes peuvent encore mettre l'OTAN devant le fait accompli.

L'armée de Terre a le devoir de se préparer au scénario du pire, celui qui met en jeu la survie de la nation et qui nécessite un engagement sans préavis de ses forces. N'en doutons pas, le soldat français est dévoué à la France, en



⁷ Very High Readiness Joint-Task Force

Oui, le programme Galileo est important pour l'Europe



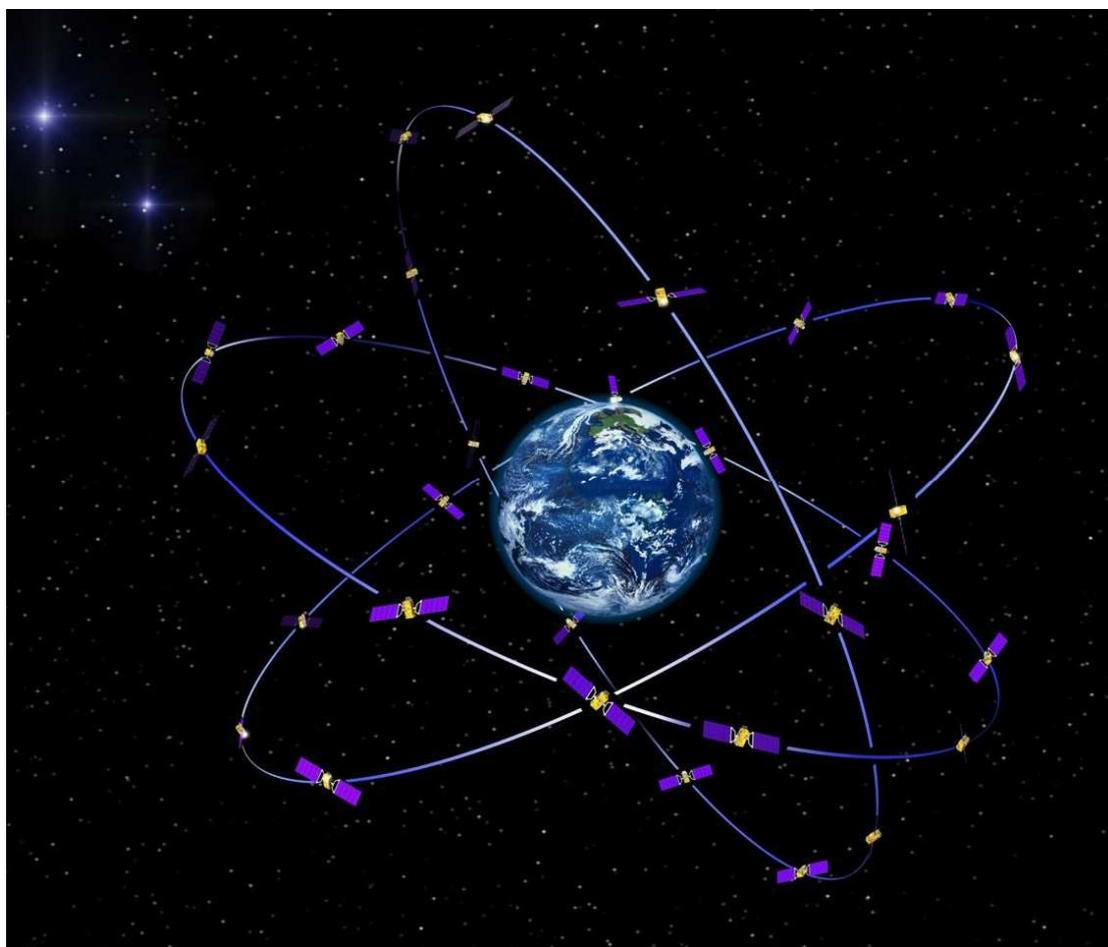
Par le Chef d'escadron Lilian MAÎTRE

Les satellites sont chaque jour toujours plus nombreux dans l'espace et leur utilisation est devenue quotidienne dans de multiples applications et des domaines très variés comme l'observation de la Terre et de l'espace, la cartographie et la téléphonie mobile, mais aussi la géolocalisation ou le positionnement avec notamment le système Galileo. L'auteur nous montre que ce dernier, entièrement européen, apportera une plus value significative aux utilisateurs civils comme aux acteurs de la sécurité et de la défense.

Galileo est le nom du futur système de positionnement européen. Ce programme spatial ambitieux a été évoqué pour la première fois dans un livre blanc de l'Union européenne (UE) de 2001 sur les transports. Il a connu plusieurs phases délicates. À l'origine, il devait s'agir d'un projet public-privé. Mais après plusieurs années de tergiversations sur son coût et son financement, et en raison d'objectifs divergents entre les différents contributeurs, il a été décidé, en 2007, que l'UE serait finalement désignée comme unique financier et responsable du programme afin d'éviter les éventuels blocages liés aux différences de vue entre États. Avec Galileo, l'Europe pourrait ainsi s'émanciper, ou même s'affranchir si nécessaire, du système de *Global Positioning System* (GPS) américain. Son objectif est d'avoir son propre système de positionnement et de datation par satellite car cet ensemble permet d'obtenir à la fois de la précision et de la cohérence dans les données fournies. Actuellement, la révision du projet Galileo prévoit qu'il rendra ses premiers services d'ici à 2016 et qu'il sera pleinement opérationnel en 2020.

La mise en place du système Galileo

Le projet Galileo est une constellation de 30 satellites, 24 actifs et six en réserve pour pallier immédiatement de possibles défaillances. Il doit être fonctionnel sur l'ensemble du globe, y compris aux latitudes supérieures à 75°. Son orbite est de 23.222 kilomètres et le fonctionnement des satellites est sous la responsabilité de l'agence spatiale européenne (ESA). Les quatre premiers satellites, construits par Astrium, ont été lancés en 2011 et 2012 à partir de Kourou, en Guyane, avec des fusées Soyouz. Ils ont permis de valider l'orbite réalisée et de confirmer des résultats de mesure avec une précision de trois mètres, mais sur une zone encore très limitée du globe. Les 14 satellites suivants doivent permettre de rendre les premiers vrais services. Ils devaient être lancés en 2014, mais le mauvais



positionnement orbital des deux premiers de cette série lancée en août 2014, dû à un problème de gel de carburant d'un étage de la fusée Soyouz, a repoussé cette date à 2016. Le lancement avec succès de deux nouveaux satellites est intervenu le 27 mars 2015 et a relancé le programme. Quatre autres satellites devraient être lancés d'ici à la fin de cette année, puis les autres début 2016 à partir, notamment, des fusées Ariane 5 qui emporteront quatre satellites à la fois, au lieu de deux pour Soyouz.

De son côté, le GPS III mis en œuvre par les États-Unis offre des données dont la précision est de l'ordre de trois mètres en moyenne standard, contre 15 à 30 mètres en 2000. Rappelons que la précision d'une position est le résultat d'un calcul du temps de parcours du signal entre des satellites émetteurs et un appareil récepteur. Pour ce faire, Galileo utilisera quatre satellites alors que le système GPS en utilise trois. Il sera donc plus précis. La précision est aussi liée à la qualité des horloges atomiques internes à chaque satellite, qui précise la donnée temporelle. Celles de la constellation Galileo ont une précision inférieure à la nanoseconde (un milliardième de seconde). Sachant que le déplacement se fait à la vitesse de la lumière, cela donne une précision de moins de 30 centimètres. Si l'horloge ne donnait une précision que de l'ordre de la microseconde (un millionième de seconde), la précision du positionnement ne serait que d'environ 300 mètres. De plus, Galileo utilise deux fréquences distinctes pour le passage dans l'ionosphère qui dégrade les signaux transmis, contre une seule fréquence pour le GPS. La résistance est donc meilleure pour le système européen, et le passage de trois à quatre satellites, combiné à la multifréquence qui limite les problèmes de réflexion du signal, améliore la précision, notamment sur l'altitude, ce qui permet d'être bien plus exact en zone urbaine.

Pourquoi l'Europe continue

Malgré des coûts supérieurs aux prévisions, (le projet initial était évalué à 3,3 milliards d'euros, mais cinq milliards ont déjà été dépensés et le coût total devrait atteindre 12 milliards en 2020), des délais très largement dépassés (déjà huit ans de retard), Galileo a toujours été soutenu par l'UE. Une des explications est que l'impact économique est toujours jugé positif et ce programme fournira une indépendance stratégique incontestable à l'UE. Cette dernière estime que 7% de son produit intérieur brut (PIB) est en lien avec des applications du système dans la gestion de transports aériens, maritimes et routiers, la protection civile, la téléphonie mobile, etc. De plus, l'engagement de l'Europe dans ce projet lui permet de se maintenir à un haut niveau dans le domaine de la recherche et du développement. Aussi est-il inconcevable que l'UE, à travers son agence spatiale européenne, lance et gère d'innombrables satellites et qu'elle ne soit pas dans le même temps en mesure de disposer d'un système de positionnement autonome et précis. D'autre part, il est inacceptable que 7% de son PIB dépendent d'un système sur lequel les gouvernements des États membres n'auraient aucun pouvoir de contrôle.

La réussite de ce projet est également nécessaire pour la crédibilité générale l'UE dans le domaine spatial. Le système Galileo montre qu'elle est un des leaders mondiaux dans ce domaine.

Précisons aussi que même si le GPS américain est le plus connu et s'il est pleinement opérationnel depuis 1995, la concurrence internationale est aujourd'hui plus importante qu'au début du millénaire, et il n'est plus le seul système de positionnement existant dans le monde. Aujourd'hui les militaires russes possèdent le leur, appelé *Glonass*, qui avait été lancé lors de la guerre froide avant d'être mis en sommeil. Il a été réactivé pendant les atterrissements de Galileo et il est pleinement opérationnel au niveau mondial depuis 2011. Le système chinois *Beidou*, à vocation régionale, va être étendu au niveau international d'ici 2020. Par ailleurs, d'autres systèmes à vocation régionale sont en cours de lancement, avec quelques satellites déjà sur orbite. Pour l'Inde, il s'agit du système *Indian regional Navigation satellite System (IRNSS)* et, pour le Japon, il s'agit du *Quazi-Zenith Satellite System (QZSS)*, même si ce dernier est articulé autour du GPS.

Bien que concurrent du GPS, Galileo est également conçu pour être compatible avec le système américain. Cela permettra de recouper des informations dans certaines circonstances (évaluation de catastrophes naturelles) et, de même, éventuellement, effectuer des actions communes (lutte contre le terrorisme international, etc.). Étant donné l'importante diffusion du GPS, une incompatibilité totale entre les deux systèmes aurait été préjudiciable aux intérêts européens. Galileo sera donc complémentaire des autres systèmes de positionnement, ce qui permettra de continuer à faire fonctionner des appareils si un des autres systèmes, GPS inclus, venait à être ponctuellement défaillant. Il reste cependant un domaine particulier où notre système de positionnement européen va rester fragile, c'est la lutte contre les missiles anti-satellites. L'Europe reste aujourd'hui moins équipée que les États-Unis contre cette menace.

Apport pour le domaine militaire

Galileo sera disponible sur cinq segments de service, dont un appelé *Public Regulate Service (PRS)*. Ce service est crypté et permettra d'obtenir des positionnements de haute précision, allant de l'ordre de dix centimètres au mètre au maximum. Ce système sécurisé propre aux Européens permettra aux différents gouvernements de l'UE de garantir leur indépendance dans les transferts et la précision des données, par exemple pour le transfert d'informations sur l'énergie, les télécommunications ou la finance. Par ailleurs, le système GPS fournit ses résultats via les bases américaines qui peuvent dégrader la précision des satellites, suivant la zone de destination des données. Enfin, au vu des tensions actuelles que nous connaissons en Europe de l'Est ou bien des scandales d'espionnage divulgués depuis plusieurs mois avec l'affaire Snowden, entre autres, il est important que l'Europe possède son propre réseau fiable et indépendant de transmission d'informations. Ceci sécurise les secteurs stratégiques pour la défense que sont les télécommunications ou la géolocalisation.

Il est évident qu'une meilleure précision de localisation des positions amies et ennemies, conjuguée à une meilleure fiabilité des données, à une indépendance ou à une confirmation de données acquises par rapport au GPS, permettra au chef militaire d'avoir un atout supplémentaire en matière d'aide à la décision grâce à une connaissance encore plus fine de la situation.

Ensuite, il est fort probable que certaines de nos armes actuelles, guidées aujourd'hui uniquement par le GPS, le seront dans le futur avec l'aide complémentaire de Galileo, ce qui nous confèrera plus d'autonomie et d'indépendance pour l'emploi de certaines d'entre elles en cas de crise. Cela permettra également de protéger davantage nos systèmes contre la déception et le brouillage. Mais il y a aussi d'autres domaines qui utiliseront forcément Galileo car il est évident que celui-ci va être plus efficace et fournira de meilleures valeurs de positionnement. Il permettra d'affiner le référencement des cartes de géographie, mais aussi celui des cartes élaborées à partir des images satellites, grâce à une amélioration des modèles numériques de terrain ou d'élévation et donc aussi des systèmes d'information géographiques. Cela permettra en outre de meilleurs recoupements entre les informations

et donc de mieux comprendre certaines images aériennes ou satellites. Galileo permettra enfin de gagner du temps dans le traitement des données et donc de visualiser plus rapidement les images sur les différents écrans.

La possibilité du segment *Search and Rescue* que propose cette constellation de satellites permettra à tout le monde d'envoyer un signal de détresse à partir d'un positionnement Galileo. Cependant, il est évident qu'un pilote ou un équipage d'avion ou d'hélicoptère qui serait relié au segment *PRS*¹ sera aussi plus aisément localisable et que sa récupération n'en sera que plus rapide et aisée.

Ces meilleurs positionnements deviendront vite vitaux pour les unités au contact de l'ennemi, que ce soit pour éviter les tirs fratricides entre unités au sol ou dans le cadre des appuis aériens, ou encore tout simplement pour faciliter les secours aux blessés ou aux victimes et les évacuations de ressortissants. Cette précision bénéficiera aussi aux largages aériens de personnel ou de matériels. Bien entendu, dans les zones urbaines et semi-urbaines, où les positionnements précis sont aujourd'hui plus difficiles à réaliser, les choses seront nettement améliorées. Ainsi, le caractère asymétrique des combats actuels devrait-il pouvoir être mieux appréhendé avec l'arrivée de Galileo, offrant ainsi la perspective, tout au moins faut-il l'espérer, d'une réduction des pertes collatérales et civiles.

Stagiaire du diplôme technique, issu de l'École militaire interarmes (promotion «Campagne d'Italie», 1999-2001), le Chef d'escadron MAÎTRE a servi au 1^{er} régiment du train parachutiste, au 511^{ème} régiment du train et à l'état-major de force n°3 durant sa première partie de carrière. Il suit actuellement la scolarité de master 2 en traitement du signal, images et applications à l'université Paul Sabatier de Toulouse 3.



[Retour Sommaire](#)

¹ *Public Regulated Service*, service public réglementé disposant de systèmes cryptés

Éthique et robots terrestres létaux: «Libérez le monstre!»¹



Par le Chef d'escadrons Jean CHAPON

Le débat fait déjà rage autour de l'emploi de drones combattants lors de frappes au sol, pour des raisons de droit international, humanitaire, mais aussi éthique. Il est pourtant un domaine émergent qui va sans nul doute déclencher une polémique au moins comparable: le recours à des systèmes d'armes terrestres aptes à décider seuls de la vie ou de la mort de leur propre cible. C'est ce que nous présente avec conviction l'auteur de cet article.

Les systèmes d'armes létaux autonomes terrestres (SALAT) sont-ils une aberration éthique? Azincourt (1415), Dien Bien Phu (1953-1954): l'honneur et le courage seuls sont parfois (souvent?) insuffisants face à une froide détermination et une technologie efficacement utilisée!

Depuis l'invention de la première arme de jet, il a toujours été question de pouvoir frapper en restant à l'abri des coups de l'adversaire autant que possible. À ce souci à la fois primaire et légitime s'est ajouté pour les armées dites «civilisées» celui de pouvoir discriminer les objectifs militaires au sein de leur environnement, y compris humain. L'emploi des robots, notamment ceux ayant un effet létaux, peut-il pleinement satisfaire ces deux préoccupations?

Il serait dommageable de négliger cette avancée technologique et tactique, voire stratégique, pour une raison morale mal définie ou basée sur une appréhension *a priori*. La piste des robots létaux autonomes doit donc être explorée, notamment pour le combat terrestre, pour ne pas avoir, encore, une «guerre de retard».



Le combattant de demain? Exemple de SALAT actuellement développé par les États-Unis

Malgré de réels risques, la véritable immoralité serait de refuser les recherches sur les SALAT!

SALAT. De quoi s'agit-il?

Il n'est question ici ni des aéronefs combattants téléopérés ou autonomes ni des robots terrestres ayant vocation de «mules porte-charges» ou de démineurs, ni d'exosquelettes. Les premiers sont hors du domaine terrestre et les seconds ne soulèvent pas vraiment de questions éthiques, cantonnés qu'ils sont à leur rôle de soutien du combattant. Le SALAT², comme le définit Gérard de Boisboissel³, est un «système mobile, réutilisable en tous milieux [terrestre, en particulier ici], ayant la possibilité de déclencher un tir de façon autonome [...]». Il peut être mobile, auquel cas on parlera de robot autonome armé, ou robot létaux autonome. Il ne s'agit pas d'un système simplement automatisé, mais bien autonome, mettant en œuvre un réel processus de décision allant de la détection à la destruction éventuelle et volontaire⁴.

¹ Cet article fait écho à celui écrit par le Chef d'escadron Tristan Zeller, stagiaire à l'École de guerre, publié par la revue *Taktika* en date du 08 septembre 2014

² En anglais, *Lethal autonomous Robotics (LAR)*.

³ Ingénieur de recherche au CREC Saint-Cyr, lors du colloque «Robots et létalité» le 08 avril 2014 aux Invalides, Paris.

⁴ On exclura donc les «Rupert» largués dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 en arrière des plages normandes, les mines M93 *Hornet* ou les *Counter Rocket Artillery Mortars*, par exemple.

D'un point de vue tactique – pratique, ce type de matériel présente des avantages d'économie de personnel, que ce soit en termes de volume d'effectifs ou de préservation de ceux-ci en milieu particulièrement hostile. Sous réserve d'autonomie énergétique, les robots peuvent assurer une présence permanente « amie » dans ce même genre de milieu ou pour une période donnée (nuit, pollution NRBC...), si besoin en alternance avec un détachement humain.

Tactique contre précaution?

Comme le rappelle le Colonel Fenon⁵, l'objet de la tactique est bien de sortir vainqueur d'un affrontement grâce à la combinaison d'effets létaux ou cinétiques en détruisant ou neutralisant un appareil militaire ou une force combattante adverse. Si l'éthique ou le droit international veulent en cadrer l'exécution, il reste bien que l'utilisation de la force et des armes demeurent au cœur de la pensée tactique. Apparaît alors le spectre du principe dit de précaution tendant à vouloir un moratoire ou une interdiction de développement des SALAT. En effet, des organisations comme *Human Rights Watch* (HRW) ou *International Committee for Robots Arms Control* (ICRAC) font déjà entendre leur voix auprès des Nations Unies et de l'OTAN en ce sens. Souvent, elles oublient que, bien que proches, les questions morales (réflexions dans la recherche d'idéal) et les questions juridiques (solutions encadrant une réalité) sont deux champs différents.

Pourquoi et comment encadrer le développement des SALAT? Une éthique de précaution contre-productive?

Imaginons un instant deux postulats concomitants. Tout d'abord, au débouché d'une phase de recherche primitive, un État (ou plusieurs) technologiquement apte décide de poursuivre dans la voie de la robotisation du champ de bataille terrestre, constatant que ce domaine est porteur. Parallèlement, un droit émergent, redoutant *a priori* que les SALAT ne répondent pas aux critères admis du droit des conflits armés (discrimination, proportionnalité...), obtient, faute d'opposition constructive, l'interdiction ou un moratoire par l'ONU et/ou l'OTAN du développement de telles recherches. Que se passera-t-il alors? Là aussi, deux phénomènes. Le premier, public, verra les États annoncer qu'ils adhèrent à cette législation. On retrouvera ici les États traditionnellement « humanistes », de bonne foi, et ceux qui ne peuvent se permettre de telles recherches. Manqueront ceux qui auront mis la priorité sur leur défense. Ceux-ci seront les premiers à favoriser un second phénomène: la poursuite du développement des SALAT dans une semi-clandestinité, et donc bien loin de toute réglementation technique ou juridique concrète. Notons au passage que certains pays idéologiquement opposés à la signature de réglementations limitatives des moyens de guerre sont déjà en pointe dans le domaine de la robotique militaire (États-Unis d'Amérique, Israël...).

Un corpus éthique ou juridique minimum

Tout comme Isaac Asimov a développé les trois lois de la robotique⁶ dans le cadre d'ouvrages de science-fiction, points de départ pour de nombreux autres auteurs, il faut pouvoir dès maintenant établir un corpus légal autour de ce qui peut faire consensus dans le domaine des SALAT. Or, ces règles existent peut-être déjà. George Lucas⁷ exprime dix principes visant à l'autodiscipline des acteurs, au respect du droit des conflits armés, voire à la définition des responsabilités en cas de dommages collatéraux. Ces règles seraient le contour de la « meilleure pratique » servant de base à une discussion pour l'établissement d'un droit positif par des juristes et des praticiens⁸, sans pour autant favoriser la clandestinité ou le retard de la recherche. Bien sûr, cette législation présuppose que le droit déjà existant est respecté: par exemple, pas d'utilisation sur le territoire d'un état neutre. Or ce point n'est pas évident comme le montrent certaines frappes ciblées au Pakistan contre des insurgés afghans via des drones et qui fragilisent la légitimité de leur emploi.

Un emploi forcément délimité

Les SALAT seront équipés de capteurs leur permettant de détecter, identifier et discriminer leurs objectifs. La nature de ces capteurs reste à déterminer en fonction des effets recherchés et des zones d'engagement. On peut envisager une reconnaissance faciale pour des cibles très particulières, des détecteurs de vibrations couplés à une reconnaissance de masse ou de silhouette pour les engins chenillés... Cependant, ils ne doivent pas être engagés dans des contextes où ils pourraient être mis en défaut et générer ainsi des dégâts collatéraux. L'emploi en zone densément habitée contre un ennemi prenant l'apparence des civils locaux ne serait pas judicieux. En effet, un soldat humain sera toujours mieux à même de distinguer entre les différentes attitudes des personnes qui l'entourent⁹ qu'un ensemble de capteurs, aussi sophistiqués soient-ils. En revanche, les hypothèses de *no man's land* ou de personnel isolé laissent encore de vastes possibilités. En voici quelques illustrations:

- défense d'un bivouac de nuit en milieu difficile, permettant au petit détachement qu'il protège de reprendre des forces;
- équipement de sauvetage d'un pilote d'aéronef contraint de se poser en zone hostile et en attente de récupération.

Un SALAT pourrait être installé dans le siège éjectable d'un pilote d'avion et ce dernier pourrait déclencher son robot pendant ses temps de repos ou en cas de menace avérée;

- interdiction d'un *no man's land* entre deux lignes de défense adverses;
- reconnaissance – destruction en milieu difficile: jungle, grottes ou tunnels maliens, égouts, haute altitude, zone polluée ou contaminée...

⁵ Principes généraux de la réflexion tactique, conférences dispensées à la DESTIA, juin 2014.

⁶ Les Robots, I. Asimov, 1967: «Un robot ne peut porter atteinte à un être humain ni, restant passif, permettre qu'un être humain soit exposé au danger...»

⁷ Professeur d'éthique et de politique publique à la *Naval Postgraduate School*, Monterey, Californie. Ces règles ont été exposées notamment lors du colloque « Robots et létalité » le 08 avril 2014 aux Invalides, Paris. On peut citer par exemple, les principes de « risque inutile », d'asymétrie morale des adversaires, de la plus grande conformité au principe de proportionnalité, de prudence, de négligence criminelle... (aucun lien avec la série des films *Star Wars*).

⁸ À l'image des conventions du mouvement Pugwash concernant la limitation des armes nucléaires, prix Nobel de la paix en 1995.

⁹ Des enfants criant et jouant avec des armes factices à proximité d'un SALAT pourraient être mal « évalués » par celui-ci...

- interdiction d'une zone hautement sensible clairement identifiée;
- lutte contre des engins ayant une signature spécifique (blindés, chars, artillerie, etc.);
- appui à la rupture de contact d'un élément isolé pendant un temps déterminé...

L'humain serait toujours présent... ou presque

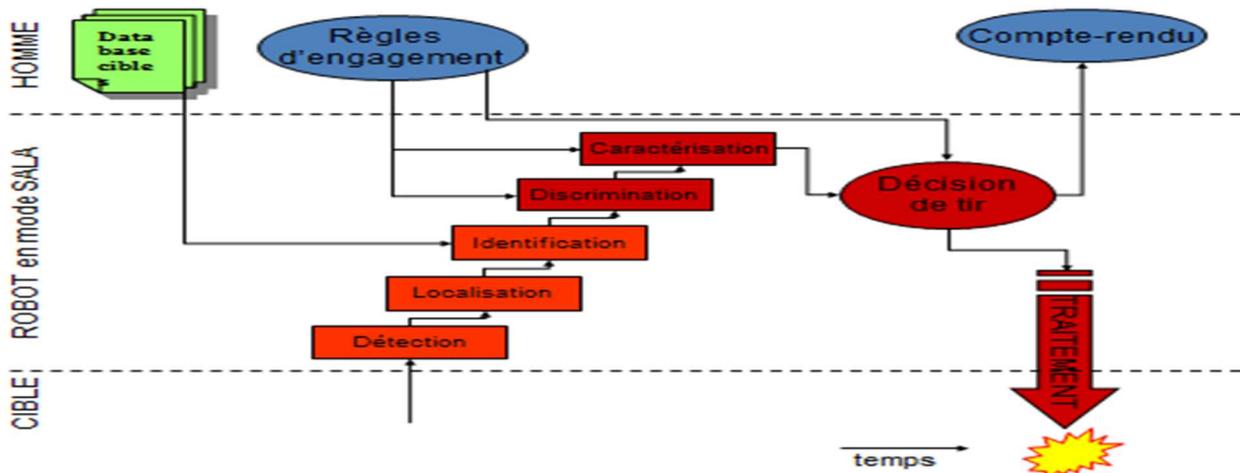


Hiroshima après l'explosion atomique. Record imbattable de la responsabilité assumée?

Ce qui effraie le plus lors du recours aux SALAT, c'est le fait de laisser à une machine la décision de détruire ou non un objectif humain. En réalité, cette capacité de décision n'est pas sans limite; au contraire. D'abord, la décision d'employer ce matériel ainsi que l'endroit où il le sera repose entièrement sur l'homme. Même en poussant le développement de ces engins à l'extrême, historiquement, personne ne devrait supporter plus de responsabilités morales que ceux qui ont ordonné les bombardements de Hiroshima et Nagasaki¹⁰ ! En amont, les SALAT seront paramétrés par des hommes. Cela permet d'en faire des « chasseurs » très spécialisés. On peut aussi inclure des modes « secours » redonnant les commandes de l'engin à un opérateur si celui-ci en fait la demande ou de façon automatique et programmée en cas de défaillance d'un ou plusieurs capteurs¹¹.

En réalité, donc, le robot n'aurait une réelle autonomie que dans l'espace-temps et selon les critères imposés par l'humain. En fait, le champ qui n'est pas laissé au SALAT, une fois actif, est celui de la responsabilité¹². Il y aura toujours un décideur pour donner l'ordre d'emploi de ce matériel. Un réel effort de traçabilité devra alors être

accompli pour connaître l'implication humaine et un travail éducatif à l'exercice de cette responsabilité sera à mettre en place parallèlement au développement des robots. Le SALAT reste un outil et son autonomie est relative!



Description de la prise de décision entre humain et SALAT

L'emploi d'un SALAT n'est pas une révolution tactico-éthique

Si on ramène la question éthique à l'échelle du soldat ou du chef tactique, la décision de recourir à un SALAT n'est pas plus lourde que celle de recourir à un tir d'artillerie. Certes, les obus sont tirés sur ordre et action de l'homme, après une identification par l'homme. Le nombre de dégâts collatéraux, inévitables dans une certaine mesure, montre cependant que les erreurs sont aussi possibles quand l'homme est entièrement présent dans la chaîne cinétique. La situation peut aussi changer pendant le vol des obus. Toujours à l'échelle du combattant, si le robot n'est pas aussi subtil que l'humain dans son analyse d'un danger potentiel,

¹⁰ On pense même que ceux-ci ont abrégé le second conflit mondial dans le Pacifique, voire sauvé des vies...

¹¹ Exemples présentés par M. Gérard de Boisboissel, ingénieur de recherche au CREC Saint-Cyr, lors du colloque « Robots et létalité » le 08 avril 2014 aux Invalides, Paris

¹² Pour un approfondissement philosophique enrichissant sur cette notion de responsabilité: « Robots de combat et morale: anticiper sur la responsabilité », Capitaine Emmanuel Goffi, Penser les ailes françaises n°29.

au moins n'est-il pas sujet à la colère ou à la haine¹³. La notion de combat en face à face¹⁴ s'éloigne encore, mais c'est le cas depuis qu'un homme a eu l'idée d'utiliser une lance plutôt qu'une épée pour abattre son adversaire.

La préservation des non-combattants est un objectif louable et obligatoire. Celui de la recherche du minimum de dégâts à l'environnement et aux biens civils l'est également. Il faut cependant reconnaître que la sauvegarde des effectifs amis est aussi un but fixé par l'opinion publique à défaut de l'être par un corpus juridique. La recherche du «zéro mort» est donc un enjeu, certes utopique, et l'emploi de SALAT est une avancée dans ce sens. Si on ne peut pas parvenir à un conflit sans victimes (!), il faut se résoudre à cantonner celles-ci autant que faire se peut dans les rangs des combattants ennemis.

La prochaine arme de dissuasion?

En plus d'être crédible et utilisable politiquement comme techniquement, l'arme de dissuasion doit être adaptée à la menace, ce qui a été démontré par le Général André Beaufre¹⁵. Faute d'être employable contre un groupe de terroristes ou suite à une agression de faible envergure, l'arme nucléaire n'est pas dissuasive contre un ennemi asymétrique ayant peu d'effectifs, et sans subordination à un pays donné. Pour ce qui concerne la France, ce type d'ennemi tend actuellement à se réfugier dans les villes ou villages, mais aussi dans les grottes. Ces dernières offrent des abris dont la conquête peut rappeler certains aspects des combats de la Grande Guerre. L'utilisation de SALAT pour inspecter et neutraliser ces repères pourrait être sereinement envisagée et faire basculer une partie du stress dans le camp adverse. Cet ennemi est prêt à devenir un kamikaze pour sa cause, du moment qu'il emporte avec lui un soldat adverse. Il ne sera peut-être pas aussi décidé face à un robot. Pourquoi ne pas l'imaginer se rendre, s'il ne peut fuir?

L'utilisation de SALAT pour inspecter et neutraliser ces repères pourrait être sereinement envisagée...

Poussons le raisonnement de l'arme de dissuasion plus loin. L'arme nucléaire est devenue réellement dissuasive et, paradoxalement, «vecteur de paix» quand au moins deux grandes nations en furent dotées. Si une nation développe les SALAT à grande échelle, c'est-à-dire suffisamment pour être en mesure de saturer une zone sans forcément faire de cas de l'environnement humain ou de neutraliser un corps de bataille symétrique, sera-t-il opportun ou possible de recourir à l'arme nucléaire en rétorsion? La gradation de la réplique n'est pas évidente. Or, si une ou plusieurs autres nations sont capables de recourir à ces matériels, l'équilibre des peurs peut déboucher sur un *statu quo* comme par le passé avec l'arme atomique.

Quoiqu'il en soit, voir le développement des SALAT comme un moyen de lutte contre un ennemi asymétrique honni ou une nouvelle arme de dissuasion peut motiver la poursuite des recherches dans ce domaine. Avec quelles limites? Probablement, pendant un temps du moins, un effet pervers mais déjà existant dans le combat contre des ennemis fanatisés, comme l'a décrit Caroline Galacteros¹⁶: «[...] Au combat, notre hyper-modernité génère de l'hyper-archaïsme. Notre avance technologique irrattrapable en matière de combat pousse l'adversaire à opposer son choix du sacrifice à notre peur de la mort, sa prise de risque maximale à notre volonté de tuer à distance, son outrance à notre souci de la proportionnalité... Nous produisons du kamikaze, du terroriste, du preneur d'otage». Cet inconvénient non négligeable provient cependant plus du manque de discrimination dans les objectifs que du vecteur employé. À une autre échelle, l'aspect «pacificateur» de l'arme nucléaire est une conséquence accidentelle du développement de cette arme. Il n'est pas certain que la recherche intentionnelle de cette issue donne bien l'effet escompté. Cette inconnue ramène à la nécessité de développer des règles pour encadrer la recherche, mais les perspectives militaires, voire géopolitiques, interdisent de refuser cette recherche.

S'il faut encore argumenter sur l'utilité de développer des recherches dans le domaine de la robotique, nous rappellerons que bien des projets, à l'origine militaires, se sont révélés inestimables par leurs débouchés dans le monde civil, notamment parmi les nouvelles technologies: Internet par exemple. Ensuite, doit-on se passer de recherches qui aboutiraient à nous donner un avantage tactique sur d'éventuels adversaires?

...qui, ou quelle organisation internationale, parviendra à faire respecter ces règles ?

Le souci de l'éthique au combat n'interdit pas le recours aux SALAT, ne serait-ce que pour la préservation de nos propres combattants. En revanche, il impose d'encadrer le développement de ce qui pourrait être une future arme de dissuasion ou de destruction. La responsabilité de ceux qui décideront d'employer les robots létaux autonomes est en fait le point essentiel à ne pas négliger: toujours savoir quels sont les ordres, les limites et les critères donnés, ainsi que, surtout, leur auteur.

Pour bien définir ceux-ci, des règles devront voir le jour, et ceux qui prendront part à leur élaboration devront aussi parvenir à évaluer ce qu'est capable de supporter le sens des responsabilités humain. Et enfin, qui, ou quelle organisation internationale, parviendra à faire respecter ces règles? Cette dernière question est peut-être la plus lourde...



[Retour Sommaire](#)

¹³ Travaux du professeur Ronald C. Arkin au profit du United States Department of defense. «*My intention...is that robots will make less mistakes [...] than humans do in the battlefield*».

¹⁴ Notamment défendu dans «*Théorie du drone*», Grégoire Chamayou, la Fabrique, 2013.

¹⁵ «*Introduction à la stratégie*», André Beaufre, Armand Colin, 1963.

¹⁶ Dans *Le Point* en ligne du 02 octobre 2014.

SCYFCO: pierre angulaire d'un nouveau service citoyen?



Par le Chef de bataillon Matthieu LARA

Le modèle initié par Saint-Cyr formation continue (SCYFCO) est un exemple à suivre et à développer à l'échelle de toute la France. In fine, une centaine d'emprises militaires pourrait servir de base d'accueil en vue du rétablissement progressif d'un service citoyen d'une durée d'une semaine à un mois.



Copyright: Sylvain

Des cadres de Bouygues aux étudiants en *Master of Business Administration* (MBA) de l'ESSEC participant à des formations en leadership, des rugbymen suivant un stage au centre national d'entraînement commando (CNEC) aux chefs d'entreprises effectuant leur baptême de l'air à bord d'un Alphajet, les immersions dans l'univers militaire connaissent un succès croissant. L'école spéciale militaire de Saint-Cyr a d'ailleurs scellé de nombreux partenariats de formation avec des écoles comme HEC, l'ESSEC ou Sciences Po.

Créé en 2011, Saint-Cyr formation continue (SCYFCO) propose des formations liées au développement de l'esprit d'équipe, au leadership ou à la gestion de conflits au profit des entreprises, des grandes écoles ou des institutions publiques. Ces formations reposent sur des mises en situation pratiques et symbolisent un lien entre les mondes militaire et civil. SCYFCO, en plus de renforcer les compétences humaines de ses participants, représente un outil formidable: par la qualité de son encadrement (anciens militaires notamment issus des forces spéciales) et la pertinence des thèmes abordés, il séduit fortement le monde de l'entreprise.

Ce succès indéniable traduit la capacité de transformer un cœur de compétences militaires reconnues en un ensemble d'outils utiles et transposables au monde civil. Il démontre aussi qu'il existe un besoin non seulement au niveau individuel mais aussi sociétal alors que la résilience de la nation a été fortement éprouvée par les attentats djihadistes de janvier 2015 à Paris. À ce titre, ces attaques terroristes ont été révélatrices de la nécessité de renouveler un sentiment patriotique et républicain en France.

Une solution consisterait à élargir l'expérience de SCYFCO en s'appuyant sur les entités militaires existantes. En effet, la «journée défense citoyenneté» (JDC), rendez-vous citoyen obligatoire depuis la suspension du service national, présente des insuffisances. Limitée à une journée, la JDC repose essentiellement sur des présentations théoriques et se doit d'évoluer pour informer différemment et surtout convaincre. Ainsi, et pour aller encore plus loin, une adaptation des formations de SCYFCO aux besoins spécifiques de notre société pourrait, *in fine*, servir de base au rétablissement d'un service citoyen.

Succès et intérêt du modèle SCYFCO

Entre 2011 et 2014, SCYFCO a vu le nombre des participants à ses formations augmenter de 70%, son chiffre d'affaires pratiquement doubler pour atteindre plus d'un million d'euros et le nombre de formations quasiment tripler (54 stages en 2014 représentant 146 jours de formation).

Ainsi, SCYFCO a mis en évidence les apports que le monde militaire pouvait offrir au monde civil. En effet, il a prouvé la faisabilité du modèle et a ouvert des perspectives prometteuses. Il doit devenir une source d'inspiration pour le développement de formations

qui ne se cantonneraient pas aux grandes entreprises ou aux grandes écoles. Désormais, les armées doivent prendre le relais et saisir l'opportunité de développer à plus grande échelle cette initiative.

De surcroît, tous les ans, de nombreux militaires se reconvertissent à l'issue de leur contrat ou par choix personnel. Les personnes qui ont un minimum de connaissance du monde militaire sont d'autant plus à même de comprendre l'intérêt de recruter des militaires dans leur entreprise. Par le truchement d'une formation dirigée par des militaires au profit de civils, les préjugés et les *a priori* s'effacent. Beaucoup seraient convaincus, à l'issue des formations, des plus-values incontestables en termes de savoir-être et de professionnalisme que représente le recrutement d'un ancien militaire dans leur entreprise.

L'approche innovante de SCYFCO élargie à l'ensemble des armées contribuerait fortement à leur rayonnement. Aussi, plusieurs axes de développement pourraient être envisagés.

Dupliquer et développer le modèle SCYFCO

- **Une expansion géographique**

Actuellement, l'implantation géographique de SCYFCO est relativement limitée à l'échelle nationale (camp de Coëtquidan, Angers, Saumur, Chambéry, École militaire de Paris). Toutefois, des partenariats ont d'ores et déjà été noués avec différents régiments et établissements militaires (Bordeaux, Bourges, Strasbourg, Orléans, Lille, Draguignan). Mais les emprises militaires composent un réseau qui pourrait être autant de «succursales» à l'échelle régionale ou locale. Par exemple, chaque emprise militaire du niveau du régiment de l'armée de Terre, de la base aérienne ou navale, serait en mesure de créer et développer à l'échelle de sa ville d'implantation ou de son département un pôle local décentralisé de SCYFCO.

- **Une extension des populations cibles**

Les formations de SCYFCO sont essentiellement réalisées au profit de grandes entreprises (Bouygues, Veolia, Vinci, Thales, Décathlon, Safran, Groupama...), et en particulier pour les cadres, de prestigieuses grandes écoles (HEC, ESSEC...) et d'institutions publiques. Même si SCYFCO a déjà réalisé des séminaires pour des mairies, des formations pour des entreprises locales et des élèves de master de l'université de Paris 2, ces formations demeurent, *de facto*, plutôt élitistes.

Or elles pourraient également être proposées à d'autres populations:

- les petites et moyennes entreprises, voire certaines associations,
- les écoles de management et d'ingénieur de renommée moindre dans un premier temps, voire les instituts universitaires de technologie (IUT) ou certaines universités. Pourquoi ne pas proposer certains stages aux lycées dans le cadre de l'enseignement de l'instruction civique?
- les institutions publiques: des formations pourraient être instaurées dans le cadre de partenariats avec les préfetures et systématisées avec les mairies de villes accueillant une unité militaire en mesure d'assurer ce type de formation.

- **Multiplication des thèmes de formation et exploration de thèmes connexes**

Les thèmes principaux des formations de SCYFCO sont le leadership, la gestion de conflits, le développement de l'esprit d'équipe voire la gestion de projet ou la connaissance de la défense. Pour autant, l'expertise des armées ne se résume pas uniquement à ces thèmes. Par exemple, le retour d'expérience (RETEX), l'analyse après action, aussi appelé débriefing, sont bien souvent négligés dans les entreprises par manque de temps ou par peur des critiques. Or, dans les armées, le RETEX est une étape essentielle pour progresser, transmettre les savoirs essentiels et ne pas commettre les mêmes erreurs.

D'autres thèmes pourraient faire l'objet d'ateliers spécifiques ou de sujets de formation: l'exemple du travail en équipe en état-major ou de la formulation des ordres, la gestion du stress, l'adaptation au changement, les méthodes de raisonnement et la prise de décision dans un environnement incertain... Autant de domaines qui préoccupent, à titre personnel ou professionnel, nombre de Français. Par ailleurs, tout soldat ayant connu une projection opérationnelle sur un théâtre d'opération extérieur est en mesure de faire partager son expérience par le biais d'un témoignage. Ces témoignages suscitent bien souvent la curiosité et l'intérêt des auditoires et sont des véritables vecteurs de rayonnement pour les armées.

- **Coût de l'extension du modèle**

Grâce à un dispositif de financement novateur permis par la loi de modernisation de l'économie et par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, les revenus générés par SCYFCO viennent abonder le budget de recherche et formation des écoles de Coëtquidan.

Ainsi, dans le contexte de contrainte budgétaire que les armées connaissent depuis quelques années, transposer et développer le modèle de SCYFCO au niveau des armées serait un moyen de transformer en partie des unités, traditionnellement «centres de coûts» en «centres de profits» en mesure de réinjecter des bénéfices dans les budgets de fonctionnement des corps.

Certes, les militaires (d'active ou réservistes) en charge de cette mission ne seraient plus tournés uniquement vers leur cœur de métier militaire. De nouveaux postes devront certainement être créés et des investissements seront nécessaires pour permettre l'accueil de ces formations au sein des unités militaires. Par ailleurs, les salaires, les équipements et les locaux mis à disposition seront autant d'éléments à prendre en compte dans le chiffrage du coût. Il est clair qu'une étude de financement ultérieure sera nécessaire. Mais à ce jour, SCYFCO fonctionne avec une équipe limitée à sept membres permanents et a pourtant assuré 54 stages en 2014, soit la formation de 1450 stagiaires¹. Surtout, il est important de garder en mémoire que SCYFCO est un modèle financièrement rentable à ce jour.

De plus, il n'est pas certain que les petites et moyennes entreprises à dimension régionale voire locale aient les capacités pour payer ces formations à l'instar des grandes entreprises qui ont déjà participé à une formation de SCYFCO. Toutefois, les

¹ Chaque formateur de SCYFCO encadre un groupe de 10 personnes en moyenne.

formations proposées aux entreprises pourraient être notamment prises en compte dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) qui remplace depuis le 1^{er} janvier 2015 le droit individuel à la formation.

Dépasser le modèle: vers un nouveau service national?

Lorsque le service national a été suspendu en 1997, il a été précisé qu'il serait «rétabli à tout moment par la loi dès que les conditions de la défense de la Nation l'exigent ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent»². Alors que la France a vécu une épreuve traumatisante avec les attaques djihadistes du 7 au 9 janvier 2015, le président de la République a ordonné l'engagement de l'armée de Terre sur le territoire national à hauteur de 10.000 hommes.

Depuis la suspension du service national obligatoire, chaque Français a l'obligation de suivre une «journée défense et citoyenneté» (JDC). Or, aux yeux des jeunes, le seul intérêt de la participation à la JDC est l'obtention du document justifiant qu'ils y ont effectivement assisté, sésame pour leur permettre de passer leur permis de conduire notamment. Que retiennent au final les 800.000 jeunes Français qui sont accueillis tous les ans dans les 250 sites en France et hors métropole à l'occasion de leur JDC? Ce qui les marque le plus, c'est bien souvent l'initiation aux gestes de premiers secours³, une activité pratique qui pourra s'avérer utile dans leur avenir. Preuve s'il en fallait de la nécessité d'adapter les formations proposées aux besoins spécifiques des participants.

À terme, avec un réseau de pôles régionaux et locaux bien établis et reposant sur le dispositif des unités militaires, notamment des régiments de l'armée de Terre, il est envisageable de franchir une étape encore plus ambitieuse que la proposition de formations au niveau local.

Ainsi, alors que 80% des Français sont favorables à la remise en place d'un service national⁴, il serait possible d'imaginer que la «journée» défense et citoyenneté évolue en «semaine», voire en «mois». À cette occasion, les participants alterneraient des ateliers pratiques axés autour de l'esprit d'équipe, de l'engagement et du dépassement de soi. Autant de valeurs qui semblent parfois faire défaut aux jeunes de nos jours. Le tout renforcé de quelques connaissances élémentaires sur la défense, indispensables à la prise de conscience des risques et menaces qui peuvent toucher notre société. En fonction de sa durée, le programme de ce service citoyen pourrait être étoffé par d'autres activités comme la formation aux premiers secours (prévention et secours civiques de niveau 1 par exemple), une initiation à la préparation et remise en condition physique, voire la formation à la citoyenneté ou l'enseignement de connaissances civiques. Il est certain que ces jeunes tireraient davantage de profit personnel que lors des JDC. Avec une pédagogie adaptée, marque de fabrique de SCYFCO, ils comprendraient aisément l'intérêt de ce service dans leur vie professionnelle et en tant que citoyen français.

Conclusion

SCYFCO a montré aux armées que les savoir-faire relatifs à ses domaines d'expertise peuvent intéresser le monde civil. Le succès de SCYFCO a donné une impulsion. Désormais, cette initiative doit se développer à plus grande échelle. Plus qu'une option, c'est une opportunité à saisir pour les armées. Au final, un service rétabli contribuerait non seulement à développer un savoir-être citoyen mais il permettrait aussi de renforcer le lien armée-nation.

Le coût du rétablissement d'un service national pour au moins 600.000 jeunes par an a été évalué par certains analystes à 1,5 milliard d'euros pour une durée de trois mois⁵. Le service citoyen proposé dans cet article durerait un mois au maximum, mais il est à ce stade difficile d'évaluer son coût. Ce qui est certain, et à la différence de certaines propositions faites, c'est que le modèle prôné ici recevrait des bénéfices financiers qui permettraient de réduire son coût total. Dans tous les cas, ce coût sera sans doute inférieur au tribut qui risque d'être payé à l'avenir par la France en raison des conséquences de la déliquescence de son modèle sociétal.

Saint-cyrien de la promotion «Général Béthouart» (2000-2003), le Chef de bataillon Matthieu LARA a réalisé sa première partie de carrière au sein de régiments de transmissions avant de servir au corps de réaction rapide européen. Il a effectué plusieurs missions dans différents pays des Balkans, ainsi qu'en République de Côte d'Ivoire. Breveté de la promotion «Ceux de 14» de l'École de guerre, il suit actuellement un MBA (Master of Business Administration) à l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales). Au début de sa scolarité, il a eu l'occasion de suivre une formation organisée par SCYFCO.



[Retour Sommaire](#)

² Article L. 112-2 du Code du service national

³ Enquête de satisfaction de la journée défense citoyenneté, page 11, Dicod, janvier 2014

⁴ Ouest France Dimanche, 25 janvier 2015

⁵ <http://www.leparisien.fr/societe/bertrand-ump-un-nouveau-service-national-est-indispensable-pour-la-republique-19-01-2015-4459173.php>

La logistique opérationnelle, entre contrainte et plus-value



Par le Commandant CUCHE

Ces dix dernières années, les adaptations de la logistique militaire se sont principalement faites sous la contrainte de facteurs exogènes; ces transformations ne sont d'ailleurs pas encore parvenues à leur terme. La logistique, si elle est aujourd'hui bien intégrée, doit se concentrer sur sa finalité: la réussite des opérations. L'auteur de cet article montre que, pour cela, les réorganisations doivent être poursuivies afin d'améliorer sa contribution à nos succès.

C' est une question récurrente que de chercher à situer le rôle et la place de la logistique dans l'ensemble du système militaire. Tantôt vue comme une contrainte, parfois «oubliée»¹, rarement mise en avant, la logistique est pourtant, avec le commandement et le renseignement, l'une des trois fonctions militaires stratégiques.

Ce questionnement perpétuel est tout d'abord à relier directement avec la signification que l'on accorde au terme de «logistique», qui ne relève pas d'une définition précise et intangible. Ensuite, la question même de sa place n'est pas nouvelle et révèle le paradoxe de la logistique: entre fonction supplétive entrant en jeu après la prise de décision et fonction stratégique structurante, la logistique pratique un grand écart permanent.

Ces dix dernières années, les adaptations de la logistique militaire se sont principalement faites sous la contrainte de facteurs exogènes; ces transformations ne sont d'ailleurs pas encore parvenues à leur terme. La logistique, si elle est aujourd'hui bien intégrée, doit dépasser cette opposition entre la contrainte qu'elle représente et la plus-value qu'elle voudrait apporter pour se concentrer sur sa finalité: la réussite des opérations. Pour cela, les réorganisations doivent être poursuivies afin d'améliorer sa contribution à nos succès.

La logistique, qu'est-ce que c'est?

Si l'on se fie à la définition du Larousse, la logistique est «l'ensemble des opérations ayant pour but de permettre aux armées de vivre, de se déplacer, de combattre et d'assurer les évacuations et le traitement médical du personnel». Cette première définition consacre le côté militaire de cette notion tout en définissant un périmètre. Elle reste cependant très générale et limitée à quelques activités de nature uniquement physique. On peut y distinguer certaines fonctions logistiques que l'on trouve au sein des armées: le soutien de l'homme, les acheminements, le soutien maintenance et munitions, le soutien santé. Mais cela ne correspond pas à ce qui aujourd'hui définit la logistique opérationnelle.

Pour étendre le champ d'application de la logistique, il faut s'aider de l'étymologie et en particulier de ses racines grecques *logistikos* et *logisteuo*. Ainsi, selon l'université Lille ² qui s'inspire de cette seconde racine, la logistique signifie d'abord «administrer». Cette approche élargit notablement le champ de la logistique, qui n'est donc pas qu'une fonction opérationnelle, mais une fonction stratégique. Cette notion anoblit en quelque sorte la logistique, dans la mesure où elle lui confère un rôle structurant et la rapproche même d'une autre fonction stratégique, le commandement. Si l'on se réfère ensuite à la racine *logistikos*, la logistique s'envisage sous un angle scientifique et serait donc la science du calcul pratique. Cette seconde racine reste tout à fait adaptée à la logistique moderne: la recherche opérationnelle est en effet une discipline essentielle dans la recherche de l'optimisation.

L'approche civile moderne de la logistique tend à faire peu à peu disparaître ce terme au profit de la notion de «*supply chain management*». Tout comme au départ la logistique civile désignait quasi-exclusivement le stockage et le transport, le *supply-chain management* fait évoluer cette notion vers l'optimisation de la chaîne logistique dans sa globalité. Cette évolution découle de deux facteurs principaux. D'une part, il s'agit de réduire les coûts logistiques: ceux-ci représentent 12 à 15% du chiffre d'affaires des entreprises européennes. D'autre part, il s'agit d'améliorer la satisfaction du client en améliorant les processus. Cette approche combinée nécessite ainsi d'avoir un aperçu de bout en bout de la chaîne logistique, afin de l'organiser et de l'optimiser dans sa globalité et non pas sur un seul tronçon. Outre les flux physiques, le *supply-chain management* consacre une part

¹ «*La logistique, une fonction opérationnelle oubliée*» O. Kempf, l'Harmattan, 2012.

² «*La logistique des produits agroalimentaires*», M.Abdelkader, C.Bernard, M.Catherine, J.Chuzeville, V.Colson, K.Langbour, M.Noyer, 2004.

importante à la gestion des flux immatériels (information, financiers). Enfin, cette approche *supply-chain* tend à valoriser la logistique en insistant sur sa contribution au chiffre d'affaires et à la satisfaction client: il s'agit d'un retournement qui vise à changer la perception de la logistique pour la faire passer d'une contrainte à un moyen de créer de la valeur ajoutée.

Dans l'armée française, la logistique opérationnelle a finalement suivi la même tendance que dans le civil. L'idée qui préside aux transformations entamées depuis 2005 dans les armées est bien celle de la rationalisation et de l'optimisation afin de limiter l'empreinte des soutiens et de les rendre plus efficaces. Cette rationalisation s'est traduite sur les plans organiques et opérationnels par une «interarmisation» des soutiens afin d'en avoir une vision globale, à la fois pour en évaluer la performance et en améliorer la coordination. Concrètement, sur le plan opérationnel, la logistique est aujourd'hui bien prise en compte au niveau stratégique: la création récente du Centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA)³ témoigne de la volonté de coordonner au bon niveau l'ensemble des fonctions opérationnelles du soutien logistique.

Ainsi, aujourd'hui, le soutien opérationnel fait entrer en jeu treize fonctions⁴: le soutien administratif, le soutien juridique, le soutien financier, le soutien sanitaire, le soutien de l'homme, la condition du personnel en opérations, le soutien des matériels, le soutien pétrolier, les acheminements, le soutien au stationnement, la prévention des risques professionnels en opérations, la protection de l'environnement, le soutien munitions. Les trois premières fonctions sont le soutien administratif militaire et relèvent plutôt de l'EMO-SCA et du CPCO/J8; les dix suivantes constituent le soutien logistique opérationnel et relèvent du CSOA et du CPCO/J4.

La logistique, quels enjeux?

Une fois le périmètre de la logistique opérationnelle défini, il faut s'interroger sur son apport, sa contribution aux opérations modernes afin d'en déterminer l'enjeu, la place et imaginer dans quelle mesure elle peut être un facteur clé de succès. En effet, même si le fameux «l'intendance suivra» tend à s'estomper dans les mentalités, l'héritage historique et culturel militaire français, centré autour du héros, de l'homme providentiel, n'a pas encore permis d'opérer la bascule vers la vision d'une logistique qui serait une arme, un atout, une plus-value incontournable.

Pourtant, les caractéristiques principales communes à toutes nos opérations récentes, depuis notre engagement massif en Afghanistan dans la seconde moitié des années 2000 jusqu'à l'opération Barkhane, font appel en premier lieu à des considérations logistiques: éloignement, difficulté d'accès, faibles réseaux (physiques et d'information), ressources locales limitées.

Sur le plan stratégique, l'intervention française en République centrafricaine (opération Sangaris) est un excellent exemple de l'évolution des mentalités quant à la prise en compte des problématiques logistiques. Les considérations logistiques liées à la nature de l'opération, menée initialement dans un cadre national, étaient en effet particulièrement importantes. Fort heureusement, ces considérations n'ont pas été découvertes au déclenchement de l'opération pour être subies, mais anticipées dès la planification de l'opération. Le Centre multimodal des transports et le Centre interarmées de coordination de la logistique des Opérations⁵ ont ainsi été étroitement associés aux travaux du CPCO J5 et du CPCO J4/PLAN, grâce notamment à la présence d'un DL au CPCO. Cette intégration d'emblée des paramètres logistiques de l'opération a permis de lisser les contraintes tout en réduisant ses coûts logistiques. En effet, tout comme en entreprise le transport représente une part importante des coûts logistiques (de 40 à 50%), les acheminements stratégiques peuvent être un vecteur d'économies substantielles. Grâce à cette anticipation, l'essentiel du matériel nécessaire au déploiement et à la création ou à l'extension des infrastructures a pu être acheminé par voie maritime plutôt que par voie aérienne. Outre l'avantage du coût, cette intégration des facteurs logistiques a permis de faciliter la prise de décision, puisque début décembre l'essentiel des opérations logistiques nécessaires au déploiement était réalisé.

Sur les plans opératif et tactique, l'intégration de la logistique dans la manœuvre interarmes et interarmées est encore plus importante et, parfois, les opérations poursuivent un but tout à fait logistique. À ce titre, le retex du premier BCS en Afghanistan (second semestre 2008) est tout à fait illustratif de l'intégration de la logistique dans les opérations. Sur le plan tactique, les opérations de ravitaillement réalisées par le BCS n'évoluent pas dans une sphère séparée des opérations dites de combat. Elles sont au contraire intégrées aux opérations. Chaque convoi au départ de Kaboul, que ce soit vers Bagram ou Nijrab, bénéficiera d'appuis croissants. Au départ, les véhicules de transport (militaires et plus souvent civils) seront escortés par des éléments de circulation routière dont c'est la mission. Progressivement, d'autres appuis seront intégrés à ces convois afin de prendre en compte la totalité de l'environnement: appui génie avec des véhicules d'ouverture d'itinéraire (les fameux Buffalo acquis en urgence opérationnelle), présence d'une équipe TAC-P, déploiement de moyens satellitaires, reconnaissance hélicoptère préalable. Ces convois deviendront peu à peu des opérations totalement intégrées aux autres opérations, avec pour certains convois sensibles la nécessité de mobiliser l'appui de sections d'infanterie: on pourra alors trouver, pour 7 vecteurs logistiques, une quinzaine de VAB en appui.

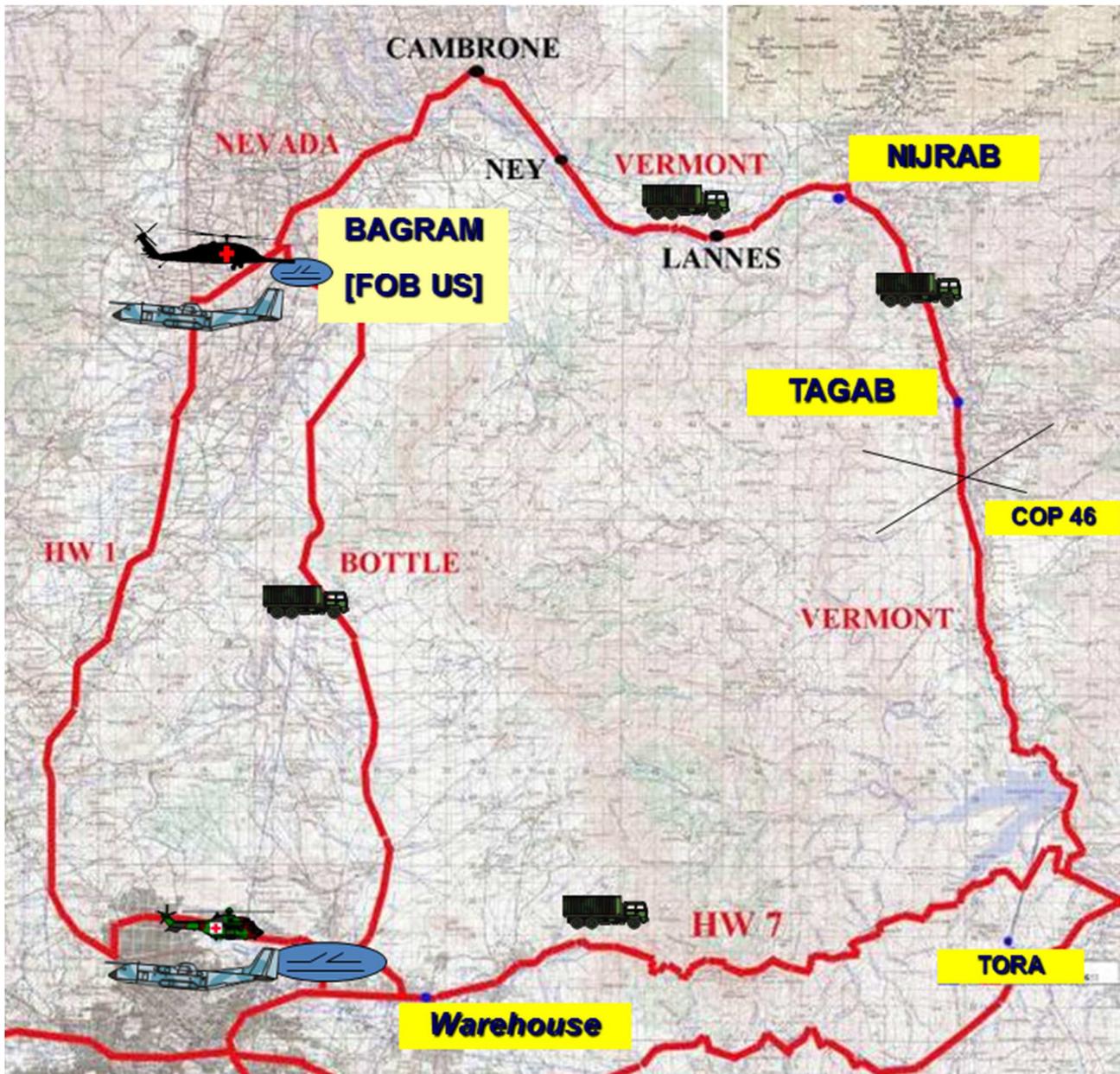
Sur le plan opératif, la TF Lafayette créé le 1^{er} novembre 2009, est elle-même intégrée dans une grande unité américaine qui lui confie un but logistique: la sécurisation de la MSR Vermont. Cet axe est en effet stratégique, car il traverse la province de Kapisa pour rejoindre Bagram. Les opérations militaires s'inscrivent alors dans ce cadre général, qui est un axe logistique. La mission logistique est en quelque sorte un but général poursuivi au travers des actions de combat. Cette mission sera remplie à la mi-février 2011.

L'imbrication de la logistique opérationnelle et des actions de combat est ainsi totale dans les opérations modernes. L'enjeu de la logistique opérationnelle, s'il est évidemment toujours celui de fournir les moyens du combat, est désormais plus important: intégrée jusqu'au niveau stratégique, la logistique, outre le soutien qu'elle apporte, est elle-même parfois un enjeu des engagements opérationnels.

³ Le CSOA, basé à Villacoublay, a été créé le 1^{er} juillet 2014.

⁴ DIA4, *Doctrine du soutien, le soutien des engagements opérationnels*, livret 1, fiche 4.

⁵ Ces deux états-majors ont depuis fusionné pour constituer le CSOA.



Réseau logistique en Afghanistan (Juillet 2010)

Vers une approche *supply-chain* de la logistique militaire

Pourtant, les évolutions continues de la logistique militaire, si elles suivent finalement l'approche civile qui tend à faire passer la logistique d'une contrainte à un vecteur de plus-value, n'ont pas encore atteint le stade de la création de valeur. La logistique est aujourd'hui la plupart du temps bien intégrée à tous les niveaux dans les bons circuits décisionnels, mais elle reste assimilée à une contrainte que l'on doit gérer et l'on ne voit pas réellement la plus-value qu'elle pourrait apporter.

Cela s'explique par plusieurs éléments, au premier desquels figure le questionnement sur le client. Les objectifs, dans l'approche *supply-chain* civile, sont, au travers de l'approche globale, de réduire les coûts, de piloter l'ensemble des flux (physiques et informationnels) et de mieux satisfaire le client. Si la problématique client est assez simple vue de l'entreprise qui vend ses produits à des clients (quoique l'actionnariat puisse occasionner des tiraillements), vu sous l'angle militaire c'est un peu plus compliqué. Qui est donc le client dans un système pyramidal hiérarchisé? Ce questionnement, d'apparence banal, est pourtant réel. En tant que logisticien, répondre à cette question n'est pas si simple. Est-ce que mon client est le camarade à l'autre bout de la chaîne? Ou est-ce que le client est celui qui me donne les ordres? Si en principe, on répondra par convenance que les deux peuvent être satisfaits, c'est en pratique plus compliqué. Un excellent exemple qui illustre cette question est à puiser dans la fonction logistique «condition du personnel en opération». Au travers de cette fonction, on trouve notamment la mise en œuvre du dispositif «escale des armées» qui est destiné à fournir un accès Internet aux soldats en opérations. Cet accès Internet n'est évidemment pas total et répond à un cahier des charges strict défini par l'EMA. Parmi les limitations, on peut citer l'absence de navigation sur les sites des réseaux sociaux, le filtrage de protocole pour interdire le P2P, l'impossibilité de jouer en ligne, etc. Avec ce système, le soldat a un accès gratuit à Internet. Là où intervient le questionnement, c'est qu'une disposition du contrat entre les armées et le prestataire (Airbus Group, *defence and space division*, via l'EdA⁶) prévoit la possibilité pour ce prestataire d'étendre le périmètre d'Internet en vendant au client (non plus les armées, mais le soldat par contrat individuel privé). Ce qui est tout au bénéfice du prestataire (qui de fait a deux clients potentiels: l'institution et l'individu) est tout au désavantage des armées: comment de fait expliquer au soldat qu'on limite un accès pour des raisons sécuritaires, tout en laissant la porte ouverte à un prestataire pour contourner une partie des prescriptions? Comment dès lors, en tant que logisticien, maximiser la satisfaction d'un client qui est double et qui de plus a des intérêts contradictoires: le soldat veut plus d'accès, plus de Facebook, plus de Skype, tandis que l'institution veut simplement assurer la bonne communication entre le soldat et sa famille dans des conditions sécuritaires optimums. Il y a au travers de cet exemple un vrai questionnement sur la notion de client, qui est cruciale dans l'approche du *supply-chain management*.

La problématique Internet, illustrative mais somme toute anodine malgré les polémiques qu'elle a pu susciter, permet d'aborder un autre aspect de la *supply-chain* que la logistique militaire est en phase d'acquisition: celui des systèmes d'information. Un autre objectif du *supply-chain management* est le pilotage de tous ces flux d'information, au travers de leur interconnexion et de leur intégration depuis le fournisseur jusqu'au client final. Dans ce domaine, si beaucoup de progrès ont été faits, il faut reconnaître que nous sommes encore loin de certaines intégrations, comme la gestion partagée des approvisionnements (GPA)⁷ par exemple. Aujourd'hui, les systèmes d'information logistiques s'intègrent peu à peu dans SILRIA⁸: il existe des passerelles permettant l'injection des informations de plusieurs systèmes partenaires tels SIM@T, MEAT, DUT et même DBM-CUER, mais cela reste encore très limité. Le premier impératif dans ce gigantesque chantier est d'entreprendre une rationalisation des différents systèmes d'information existants, puis de déterminer les clefs d'une interopérabilité. L'atteinte de cette interconnexion sera déjà une belle étape qui permettra d'envisager le pilotage global de tous ces flux d'information.

⁶ Économat des armées

⁷ La GPA permet ainsi à un distributeur de laisser un accès à son SI à un de ses fournisseurs pour lui permettre d'assurer directement. C'est le fournisseur qui procède d'emblée au rechargement du linéaire lorsque celui-ci sort du rayon. Le fournisseur a ainsi la garantie que son produit est disponible en rayon, tandis que le distributeur est délesté de cette tâche. Pour prendre une analogie militaire, c'est un peu comme si Nexter pouvait accéder à SIM@T pour provoquer l'approvisionnement d'une pièce détachée dès qu'une compagnie de maintenance répare un VBCI.

⁸ Système d'Information Logistique de suivi de la Ressource Inter-Armées, ce système développé par Capgemini prend le relais du Système d'Information Logistique Centralisé (SILCENT).

Enfin, si l'on veut s'inspirer du civil et de ce fameux *supply-chain management* et aborder la chaîne logistique de bout en bout, il est nécessaire de poursuivre l'intégration en interarmées de la logistique. C'est la seule voie possible aujourd'hui afin de s'assurer d'une vision globale de toutes les fonctions logistiques et d'entreprendre une optimisation au niveau global. Plus encore, il sera peut-être nécessaire d'aller encore plus loin, au niveau ministériel: certaines fonctions logistiques, pourtant essentielles, comme le soutien au stationnement, échappent en effet déjà aux armées: le Service d'infrastructure de la défense est ainsi par exemple rattaché au SGA.

En 2014, la logistique opérationnelle est bien prise en compte dans les opérations: depuis la planification au niveau stratégique jusqu'à l'exécution au niveau tactique, elle est une fonction totalement intégrée dans le continuum des opérations. Évidemment, elle reste parfois perçue comme l'imposition d'une contrainte, mais au final, toutes les opérations militaires ne sont que gestion de contraintes: contrainte de la portée d'une arme ou contrainte de la vitesse de déplacement d'un convoi, ce sont là des éléments avec lesquels le chef militaire doit composer indifféremment.

La question n'est donc plus de savoir si la logistique est une contrainte ou une plus-value: il suffit d'intégrer ses contraintes pour la considérer comme telle. Cependant, malgré les transformations opérées depuis une dizaine d'années, on voit bien que la logistique militaire n'a pas encore atteint son état final et qu'il lui reste beaucoup de chemin à parcourir.



S'inspirant aujourd'hui du monde civil, elle poursuit une quête ambitieuse: au travers notamment de son interarmisation, elle nous rappelle finalement, malgré nos différentes approches d'armes, d'armées et des tiraillements que cela occasionne parfois, que nous servons un but supérieur: celui du succès des armes de la France.

Officier saint-cyrien, le Commandant CUCHE a servi au 516^{ème} régiment du train, puis au sein d'états-majors logistiques de l'armée de Terre et interarmées. Depuis la rentrée 2014, il suit une scolarité en master 2 «logistique, marketing et distribution» à l'université Paris 1 La Sorbonne dans le cadre du diplôme technique.



[Retour Sommaire](#)

L'Ukraine: une nation en devenir



Par le Chef de bataillon Yannick ROLLAND

La constitution d'une identité nationale pour l'Ukraine n'est possible qu'à la condition, d'une part, d'assumer un passé encore actuellement en question, et, d'autre part, de trouver – ou retrouver – des repères fondateurs et partagés en vue de former une nation ukrainienne homogène. C'est l'idée maîtresse que nous livre l'auteur de cet article, dans une description de ce jeune État à lire à travers le prisme des événements tragiques qu'il connaît depuis plus d'un an.

L'Ukraine, en tant qu'État souverain, serait assez aisée à définir car ce pays n'existe que depuis 1991 si l'on exclut la parenthèse 1917-1921 où un proto-État avait existé avant d'être de nouveau englouti par la Russie soviétique naissante. Néanmoins, définir qui sont les Ukrainiens est un défi d'une autre ampleur, tant les racines de ce peuple sont encore sujettes à débat, et encore actuellement l'enjeu de la définition d'une identité nationale empreinte de nationalisme.

Suite aux événements récents, Sophie Lambroschini¹ souligne avec justesse que «si l'Ukraine fait la Une, les Ukrainiens, eux, plus rarement: un reportage à chaud, produit dans l'instant, n'offre que rarement au lecteur la possibilité de saisir l'esprit d'une nation en devenir, résultat d'un passé complexe et lointain».

De là, la constitution d'une identité nationale pour l'Ukraine n'est possible qu'à la condition d'une part d'assumer un passé encore actuellement en question, et d'autre part de trouver – ou retrouver – des repères fondateurs et partagés en vue de former une nation homogène.

Après être rapidement revenu sur le passé récent de l'Ukraine, soit depuis le XVII^{ème} siècle, puis analysé les conditions de l'éveil de la conscience nationale ukrainienne au XIX^{ème} siècle, il s'agira de relever les éléments contemporains qui séparent la population, ou encore qui permettent d'élaborer une identité nationale renouvelée.

Un passé en question

Les historiens Roger Portal² et Andrii Portnov s'accordent sur une identification des mythes fondateurs de ce pays dont les habitants sont aujourd'hui porteurs d'une mémoire historique multiple.

Tout d'abord, les Ukrainiens parlent trois langues (trois si l'on prend en compte le surjik, langue majoritaire et mélange d'ukrainien et de russe, héritage de la soviétisation culturelle du pays) et prient dans une multitude d'églises (dont trois sont d'obédience orthodoxe: une sous le patriarcat de Moscou, une sous le patriarcat de Kiev et une autre indépendante). Les limites géographiques de l'Ukraine actuelle sont le produit de la politique soviétique suite au pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, élargies de la Transcarpatie en 1945 après le retrait et la défaite allemande. Roger Portal insiste notamment sur le fait que le berceau des Slaves de l'est, la célèbre Rus', ne renvoie en rien à la Russie. Les Rus' de l'époque étaient simplement Rus' et certainement pas des Russes ou des Ukrainiens, même si cette thèse fameuse n'est pas acceptée par la Russie. Au XVI^{ème} siècle, la plus grande partie du pays appartenait au royaume de Pologne. Le premier élan de libération nationale et sociale fut conduit par les Cosaques contre les Polonais, s'alliant à l'empire russe en 1654 par le traité de Péréjaslav. Au XVIII^{ème} siècle, la colonisation de la *Novorossia* par l'impératrice Catherine II pacifia les steppes ukrainiennes. Andrii Portnov insiste également sur le fait que la période soviétique, malgré les déportations et les exécutions, ne peut être vue uniquement à travers un prisme sombre, car cette période a mis en lumière le grand poète ukrainien Tarass Chevtchenko, qui écrivait sa prose en russe, mais sa poésie en ukrainien. Ce nœud gordien de récits historiques n'est toujours pas tranché et entrave encore la constitution d'une histoire identitaire, d'autant plus que ce traité attribuait à la Russie la rive gauche du Dniepr ainsi que Kiev.

¹ Auteur du récent ouvrage «**Les Ukrainiens**», publié par les Ateliers Henry Dougier. Ancienne journaliste (*Libération*, *Le Point*, Radio Free Europe), Sophie Lambroschini réside depuis 2005 à Kiev, après 10 ans passés à Moscou. Spécialiste de fait de l'Ukraine et de la Russie, et suivant de très près les événements qui surviennent en Ukraine depuis février 2014, l'auteur est très rapidement reconnue comme faisant autorité sur le sujet. Le 04 novembre 2014, elle a animé à Kiev la réunion mensuelle de la CCIFU (chambre de commerce et d'industrie franco-ukrainienne) en présence de l'ambassadeur de France à Kiev, Monsieur Alain Rémy, afin de décrypter le résultat des élections parlementaires du 26 octobre 2014. Sophie Lambroschini est actuellement chercheuse-doctorante à l'université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense où elle rédige une thèse intitulée «*À l'avant-garde du capitalisme. L'élite soviétique du commerce extérieur: formation, trajectoires, reconversion postcommuniste*».

² Auteur de l'ouvrage «**Russes et Ukrainiens**», publié en 1984, et toujours considéré par les spécialistes des questions nationales comme la référence incontournable dans le domaine de l'Ukraine. L'auteur avait déjà identifié quels étaient les pierres d'achoppement de la nation ukrainienne. Il est particulièrement intéressant de s'apercevoir de la résonance avec le livre de Sophie Lambroschini. Roger Portal, dans le chapitre final de son livre intitulé «Problèmes et controverses», s'attachait alors à développer le problème de l'avenir de l'Ukraine dans ses caractéristiques nationales, dont la langue est l'élément principal.

Toutefois, la pierre d'achoppement majeure qui empêche la constitution d'une identité nationale partagée est, pour Andrii Portnov, la Seconde Guerre mondiale. Entre les héros de la résistance antisoviétique et les collaborateurs nazis, les divisions au sein de la population sont énormes. Un exemple de ces divisions est la ville de Dnipropetrovsk, à la fois région industrielle s'étant développée grâce à l'industrialisation russe, mais également foyer d'une certaine élite politique (Leonid Brejnev, Ioulia Timochenko) et région dévastée par le Holodomor en 1932-1933. Cette ville a connu l'extermination physique des juifs par les nazis, puis l'extermination des mémoires par une politique d'oubli délibérée et menée par le pouvoir soviétique. Si actuellement la population juive ne représente plus qu'une minorité, des musées sont érigés, des pèlerinages sont organisés. Il aura toutefois fallu attendre 1991 pour que l'État d'Israël finance un monument en souvenir de la Shoah. De là apparaît un passé non assumé par les Ukrainiens, notamment lié aux actions des légions nazies *Nachtigall* et *Roland*, formées de volontaires ukrainiens de Galicie et de Volhynie, légions célébrées encore de nos jours par ces régions occidentales de l'Ukraine sous la forme de manifestations à la mémoire des héros locaux. Ainsi, de nombreux blogs permettent de voir des photos de classes de collèves en train d'effectuer le salut nazi, réalité non mentionnée par les médias occidentaux en ces périodes troublées où il s'agit davantage de décrier le nouvel appétit impérialiste russe.

Ainsi, le passé tend à diviser les Ukrainiens. Mais le sentiment national, pour ce qui concerne son apparition, s'appuie sur des réalités historiques admises par tous.

L'éveil de la conscience nationale ukrainienne

Afin de bien comprendre la genèse de cette conscience nationale ukrainienne au XIX^{ème} siècle, il convient de reprendre et d'illustrer l'analyse d'un sociologue et historien de renom qui traita de cette question avec précision. Miroslav Hroch, dans son ouvrage «*Les pré-conditions sociales de la révolution en Europe orientale*», établit trois phases dans l'émergence des mouvements nationaux, phases que respecte scrupuleusement le nationalisme ukrainien.

- Tout d'abord, la **phase A** est l'étape culturelle avec le retour de l'importance de la langue. En 1820, sous l'influence du courant romantique occidental transmis depuis la Russie, des instituteurs battent les campagnes et s'improvisent ethnographes de circonstance afin de recueillir les divers dialectes. Il en ressort l'existence d'une culture originale où les intellectuels puisent l'originalité de la nation ukrainienne avec un personnage clé, Tarass Chevtchenko, auteur d'un recueil de poèmes exaltés en ukrainien, et représentant l'alpha et l'oméga de la culture ukrainienne. En 1846, est ainsi fondée la société secrète Cyrille et Méthode qui défend un idéal du panslavisme. Démantelée en 1847, cette société représente toutefois le balbutiement d'une conscience nationale.

- Ensuite, la **phase B** représente l'éveil politique du nationalisme. Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, comme partout dans l'Empire russe, se développe un mouvement politique ukrainien sur le modèle slavophile et populiste russe. Suspectant le courant «ukrainophile» de collusion avec l'insurrection polonaise en 1860, le pouvoir tsariste met un coup d'arrêt au développement de ce mouvement par la répression et la publication d'un *ukaz*, en 1876, interdisant toute publication en langue régionale. Cette décision a des répercussions encore visibles aujourd'hui car le centre de gravité du mouvement nationaliste passe de Kiev à Lvov en Galicie, ville qui se situe hors de l'Empire russe mais au sein de l'empire austro-hongrois, et se nourrit alors des influences occidentales. Le sentiment national tendra par la suite à se radicaliser pour devenir anti-russe.

- Enfin, la **phase C** se caractérise par l'apparition des partis politiques nationalistes. A la fin du XIX^{ème} siècle, il n'existe pas de parti politique ukrainien mais des organisations provinciales, les *hromadi*, sur lesquelles se superposera le futur maillage politique. En 1900 seulement, apparaît à Kharkov le premier parti national ukrainien, le PRU (parti révolutionnaire ukrainien), qui cherche à se détacher du courant culturel, mais le centre névralgique du nationalisme ukrainien demeure à Lvov. Au sein de ce parti, la majorité est initialement issue de la frange séparatiste avant de devenir modérée et favorable à une Ukraine non indépendante, mais autonome au sein de l'Empire russe. Si cette revendication n'est pas encore d'actualité pour le pouvoir tsariste, les idées véhiculées donnent naissance, entre 1900 et 1905, à d'autres partis nationalistes tels que le PNU (parti national ukrainien) à tendance anarchiste et le POSDU (parti ouvrier social-démocrate ukrainien). La représentation politique nationaliste est ainsi apparue, mais demeure fractionnée. Plus tard, Lénine saura instrumentaliser cet élan nationaliste afin de donner plus de légitimité à la Révolution d'octobre 1917, sans pour autant favoriser *in fine* les minorités nationales.

Ainsi, l'éveil nationaliste ukrainien a connu une progression linéaire au cours du XIX^{ème} siècle. Les conséquences de ce nationalisme, un peu plus d'un siècle plus tard, en sont directement inspirées.

Une nation aux multiples facettes en quête de repères

Le premier regard porté sur la nation ukrainienne permet de constater la complexité de ce pays, entre diversité et tentative de renouveau.

D'une part, après son indépendance, l'Ukraine peine à retrouver un passé de légitimation permettant une consolidation nationale. Toutefois, l'historien Andrii Portnov estime qu'après 1991, l'élan de construction d'une identité nationale a uniquement été le fait des autorités locales, et pas une action du gouvernement central. De là ressortaient des revendications linguistiques, car si la majeure partie de l'Ukraine est bilingue, le problème de la langue se pose dans les poches monolingues, freinant de fait toute homogénéisation nationale autour d'une langue unique. De plus, les réalités et revendications régionales empêchent cette homogénéisation nationale. Dans le Donbass, région industrielle et front de la Russie, la population estime que les Russes amènent la fin de la corruption et permettent le rétablissement de l'ordre au cœur de la population. En Crimée, la réalité est différente car celle-ci demeure une destination touristique majeure, notamment pour 1,5 million de Russes chaque année. La diversité des églises, déjà mentionnée *supra*, renforce encore le fait que l'Ukraine d'aujourd'hui est multiple et affiche des fractures au sein même de sa population.

D'autre part, les Ukrainiens affichent un esprit d'initiative manifeste, tentant de «cultiver leur jardin» contre vents et marées, dans les domaines économiques, artistiques ou culturels. Sur le plan économique, Mychailo Wynnyckyj, spécialiste en sociologie économique, met en avant l'élan entrepreneurial qui a pris son essor véritable avec l'ouverture du pays à l'économie de marché au début des années 1990, en réaction aux difficultés du pays. L'exemple de «Viewdle», start-up spécialisée dans les programmes de reconnaissance faciale rachetée par Google en 2012, est caractéristique de l'émergence d'une culture de l'innovation. Le secteur de l'agroalimentaire a également été florissant, surtout grâce à l'ouverture des marchés européens. Le «plafond de verre»,

et une action certaine de la CIA, empêchant à cette jeune classe moyenne toute représentation politique, la conduisit à participer aux événements de Maïdan. Dans le domaine artistique, ce sont d'autres acteurs qui agissent afin de préserver la richesse nationale. Ainsi en va-t-il de Konstantin Skretoutski, artiste reconnu pour ses fresques en mosaïque, ou encore de Pavlo Goudimov à travers la promotion du nouveau mouvement artistique «*Art Holding*».

Dernier point qu'il convient de relever, les Ukrainiens sont en quête d'un nouveau modèle féminin: les femmes au cœur de la lutte. Si, pour tous, Ioulia Timochenko (tailleur Chanel et tresse traditionnelle) et les Femen constituent les deux faces des Ukrainiennes, à l'origine de ces représentations se retrouve l'effritement de l'unique modèle de la féminité russe qui laissa la place au nationalisme et au consumérisme au travers d'une idée unique: la femme qui s'offre en sacrifice. Il ne s'agit pas d'oublier que l'industrie de la beauté a un lien direct avec le développement de la prostitution et du trafic de femmes, deux maux majeurs du pays encore actuellement. Une autre figure de la lutte de la féminité est «madame Oksana» Zabouzhko, icône de la littérature ukrainienne contemporaine, qui écrit afin de montrer «comment vivre» plutôt que «comment exister».

En définitive, l'identité nationale ukrainienne est encore en devenir, à la recherche de racines historiques et de nouveaux modèles. Toutefois, c'est l'unité même des Ukrainiens qui est en question aujourd'hui afin de pouvoir se constituer en nation homogène.

En mars 1991, un référendum en Ukraine a établi que 80% de la population souhaitait un État souverain, mais toujours au sein de l'URSS. Quand cette dernière disparaît finalement, les Ukrainiens se retrouvent confrontés à une indépendance inattendue, avec la nécessité de se constituer un patrimoine national propre sur lequel la population et l'État nouveau pourraient s'appuyer. De là, le nationalisme ukrainien reprend de la vigueur. À cette époque, il convient également de mentionner que le pays se retrouve détenteur d'un armement nucléaire objet de négociation avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Avec le mémorandum de Budapest, signé en décembre 1994, l'Ukraine renonce à cet armement contre le respect de la sécurité, de la souveraineté et de l'intégrité nationale de l'Ukraine par tous ces pays. C'est donc un sentiment légitime de violation qui se manifeste dans tout le pays, surtout dans sa partie occidentale, lors des événements en Crimée en 2014. De plus, se ravivent les tensions au sein même de la population, tensions qui ne trouvent aujourd'hui pas d'issue favorable, empêchant de fait la constitution d'une nation unie.

Saint-cyrien de la promotion «Chef d'escadrons Raffalli» (1998-2001), le Chef de bataillon Yannick ROLLAND a effectué sa première partie de carrière dans l'arme du génie avant de servir en état-major parisien. Il est lauréat du diplôme technique «Langues et relations internationales», et actuellement en scolarité en langue russe à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).



[Retour Sommaire](#)

Nouvelles d'Amérique



L'Army National Guard

Par le Colonel Nicolas AUBOIN

Dans le numéro 35 des Cahiers, de mars 2014, les «Nouvelles d'Amérique» avaient présenté la composante réserve de l'US Army, véritable force opérationnelle complémentaire à plus d'un titre de l'armée d'active. Dans le même esprit, il a paru intéressant de présenter cette fois la composante Army de la Garde nationale, sur laquelle courent souvent en France des idées erronées, comme le souligne l'auteur de cet article dans son introduction.

Très présente sur le territoire national, la garde nationale US (ARNG) actuelle est loin de l'image donnée par la filmographie des années 80¹ d'une force locale dépassée par les événements, teintée de joyeux amateurisme. S'appuyant sur la Constitution et sur des statuts initiaux datés de 1792 qui régularisaient l'existence de milices issues des 13 colonies, l'ARNG a évolué pour devenir au cours du XXI^{ème} siècle une force complémentaire de l'armée d'active jusqu'à en devenir un appoint indispensable, notamment dans la conduite des campagnes des années 2000. En effet, tout en conservant la dualité de son statut et ses capacités de réaction immédiate au profit des autorités locales, l'ARNG est équipée, organisée et entraînée comme l'*US Army* et a été engagée dans tous les conflits depuis la Première Guerre mondiale. Parfois encore suspecte de manque d'efficacité opérationnelle de la part de l'*US Army*, l'ARNG s'affiche sans complexes comme une force opérationnelle et s'appuie sur un ancrage local et un appui marqué des gouverneurs d'États.

Une force au statut dual

La spécificité de l'ARNG tient d'abord de l'organisation de son commandement. L'ARNG peut en effet être employée par le gouverneur d'État ou par le gouvernement fédéral en fonction des missions qui lui sont assignées².

L'ARNG ne peut être employée en même temps sous ces deux statuts. Elle est soit aux ordres d'un gouverneur d'État (et de son autorité désignée – *State Adjutant General*) soit aux ordres du gouvernement fédéral³.

Les missions relevant de l'autorité d'un gouverneur d'État incluent de manière organique les missions d'appui aux forces de police. Payée par l'État⁴ dans le cas d'un recours local (comme ce fut le cas à Fergusson, Missouri, en 2014 par exemple), l'ARNG est payée par le budget fédéral pour les missions correspondant au «titre 32» du code des États-Unis, c'est-à-dire pour son entraînement, en cas de situations d'urgence humanitaires nationales (ouragan Katrina en 2006 par exemple) ou de soutien aux opérations contre-narcotiques.

Les missions relevant de l'autorité fédérale sont régies par le «Titre 10» du code des US et correspondent essentiellement aux opérations extérieures et à leur préparation. L'appui aux opérations de police est exclu de ce champ, sauf circonstances exceptionnellement graves avec, dans ce cas, une autorité accordée au gouvernement fédéral par le Congrès.

Une organisation opérationnelle et en constante évolution

- **Le cadre législatif et réglementaire**

L'ARNG telle que nous la connaissons en 2015 est le fruit d'une évolution statutaire au cours du XXI^{ème} siècle. Une série de textes législatifs a défini le périmètre des responsabilités respectives fédérales et des États débouchant sur le statut dual de 1933. Ce cadre législatif est complété par deux séries de cadres réglementaires (2008 et 2012) qui donnent entre autres une meilleure visibilité à l'ARNG en créant un poste de *Chief National Guard Bureau* au Pentagone qui sera placé au même niveau que les chefs d'états-majors d'armées⁵.

- **Une structure opérationnelle**

¹ Voir le film *RAMBO 1* par exemple

² Voir annexe 1

³ Voir annexe 2

⁴ Dans ce cas d'appel à l'ARNG, légalement, l'État doit payer systématiquement 30 jours de solde aux rappelés de manière à limiter les recours abusifs.

⁵ Voir annexe 3

Bien que disséminée sur tout le territoire des USA, l'ARNG offre en termes de capacités opérationnelles des capacités structurées sur le même modèle que l'armée d'active, en états-majors et brigades, et est équipée avec les mêmes matériels que l'armée d'active. Ainsi, l'ARNG affiche huit états-majors de division, 28 BCT⁶, 50 brigades spécialisées, 49 brigades d'appui mixtes et deux brigades de forces spéciales⁷.

Cette structure a vu des unités organiques de l'ARNG engagées sur tous les théâtres depuis la Première Guerre mondiale. Les campagnes d'Irak et d'Afghanistan notamment ont vu l'ARNG jouer son rôle de réserve stratégique pour l'US Army, plus spécifiquement sur le théâtre iraquien avec un total de 54 BCT déployées en dix ans⁸.

Dans le même temps, l'ARNG a continué ses engagements sur le territoire national à un rythme soutenu⁹, que ce soit sous statut purement d'État ou sous le titre 32 avec, par exemple en 2014, 44 déclarations de sinistres justifiant l'engagement de l'ARNG dans 32 États.

Parfois questionnée, l'ARNG s'affiche sans complexes

Dans l'atmosphère actuelle de conquête des ressources, notamment financières, les débats autour de l'efficacité du modèle sont nombreux. Dans ce contexte, l'ARNG s'affiche sans complexes comme une force opérationnelle dans les deux volets de son statut, efficace et au coût relativement peu élevé. Elle peut aussi s'appuyer sur un maillage d'influence dû à son statut local, à son implantation et à sa proximité avec les élus dans chacun des États.

- **Une ARNG aguerrie et disponible**

Si, en 2001, seuls 1,8% du personnel de l'ARNG avaient une expérience opérationnelle, 51,1% en disposaient en 2011 (45,8% aujourd'hui). Avec malice, l'ARNG souligne qu'elle ne prend pas en compte dans ses statistiques le personnel qui a pu avoir une expérience opérationnelle antérieure à son engagement dans la garde.

Par ailleurs, l'ARNG annonce pouvoir fournir des BCT aptes au combat en 80 jours avec certification maximale au niveau compagnie. Les hélicoptères de l'ARNG sont annoncés opérationnels en 72 jours. Ces temps affichés sont cohérents avec un régime de disponibilité opérationnelle différenciée dans un contexte dans lequel l'US Army lutte pour maintenir sa «*readiness*».

- **Relativement peu onéreuse (?)**

C'est sur le volet du coût que l'argumentation de l'ARNG est la plus biaisée. Elle se présente en effet comme une force relativement économique avec un coût de seulement un tiers de la composante d'active. Ainsi, l'ARNG ne représente que 11,5% du budget du *Department of the Army* pour un effectif de 33,7%. Les statistiques présentées ne donnent pas la comparaison en hommes/jours et n'incluent pas les équipements, donnant une impression biaisée de coûts faibles.

- **Qui peut s'appuyer sur un réseau d'appuis politiques locaux**

Bénéficiant par construction d'un maillage territorial couvrant la totalité des États et territoires des USA¹⁰ et, de par la nature même de ses missions, intimement liée aux gouvernements locaux, l'ARNG peut s'appuyer sur un réseau d'appuis locaux. Par ailleurs, son impact local en termes économiques est loin d'être négligeable.

Ainsi, l'ARNG peut-être un vecteur d'influence de poids pour l'US Army, comme un adversaire puissant lors de demandes d'arbitrages financiers par exemple.

Conclusion

Le concept de Garde nationale développé aux USA s'appuie sur une culture et une législation très spécifiques, difficilement transposables dans le système français. Les arguments de l'ARNG concernant son coût faible ne sont pas convaincants et sont à modérer par le coût en équipements supporté par le *Department of the Army* ainsi que par une analyse plus fine en coût hommes/jours de ses opérations et entraînements. L'ARNG n'en demeure pas moins un outil unique de gestion des crises domestiques en l'absence de lois permettant l'emploi des composantes d'active ou de réserve sur le territoire national (ce dont ces deux composantes ne veulent pas), qui a su trouver par ailleurs un rôle d'appoint stratégique dans les opérations extérieures, ancrant encore plus son rôle dans le spectre des capacités militaires US.



Voir les annexes pages suivantes

⁶ Brigade combat team

⁷ Voir annexe 4

⁸ Voir annexe 5

⁹ Voir annexe 6

¹⁰ Voir annexe 7

Annexe 1



A Dual Mission Force

Federal Mission: *To provide trained units available for active duty in time of war or national emergency, and at such other times as the national security may require.*

Globally employed



Texas Army National Guard in Afghanistan

America's first military responder



Colorado Army National Guard flood

State Mission: *To provide military support to civil authorities and respond to state emergencies; to provide support to law enforcement in counter-narcotics.*



Recent Examples of Dual Missions

New York Army National Guard in Afghanistan – April 2012

Globally employed

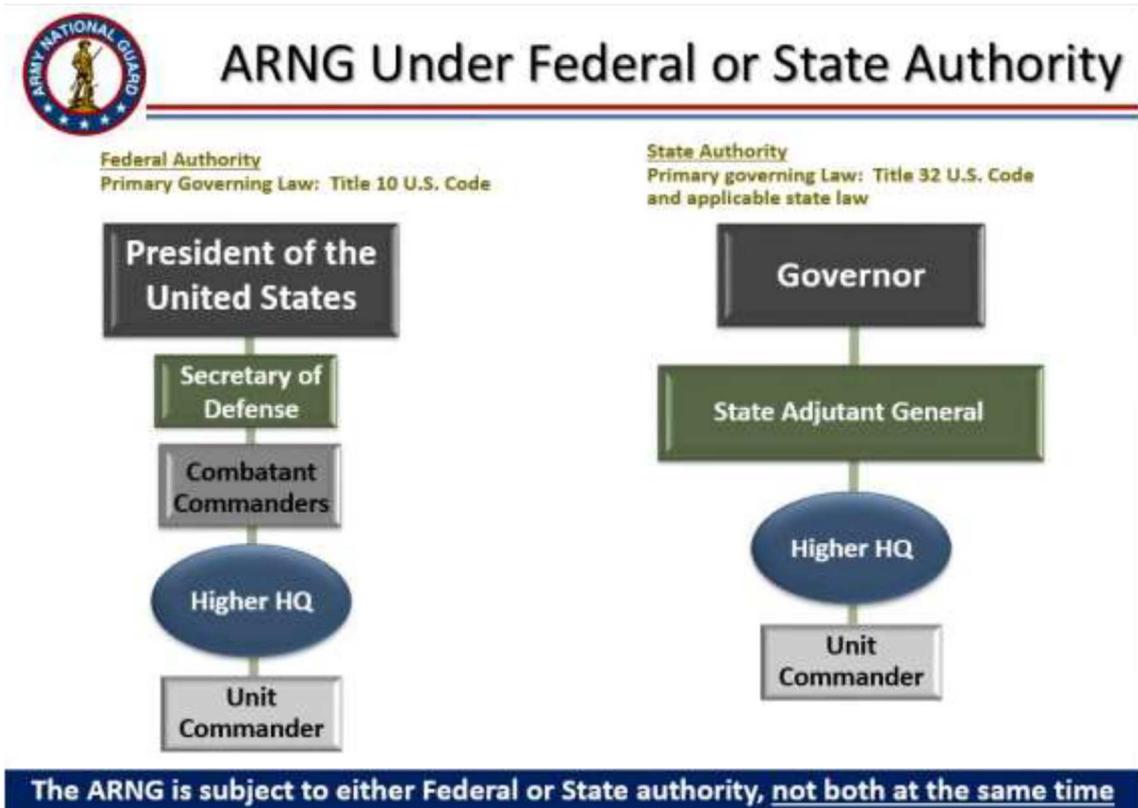


America's first military responder



New York Army National Guard responding to Super Storm Sandy – November 2012

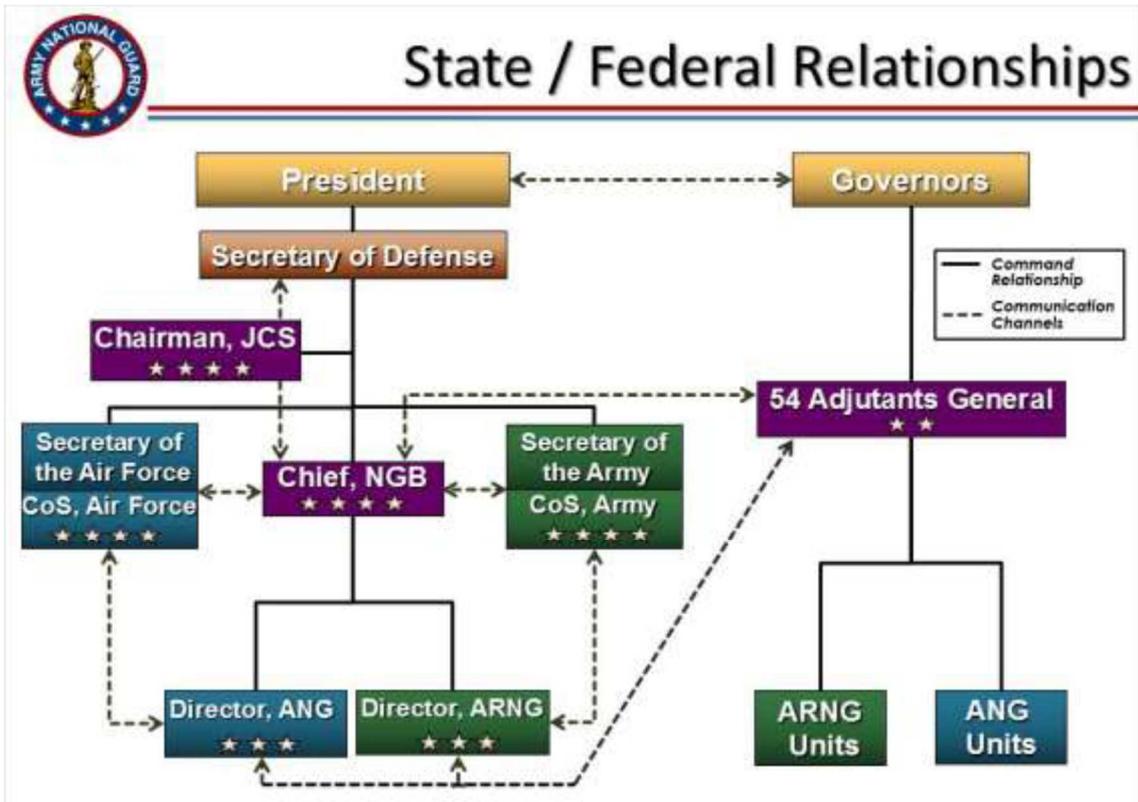
Annexe 2



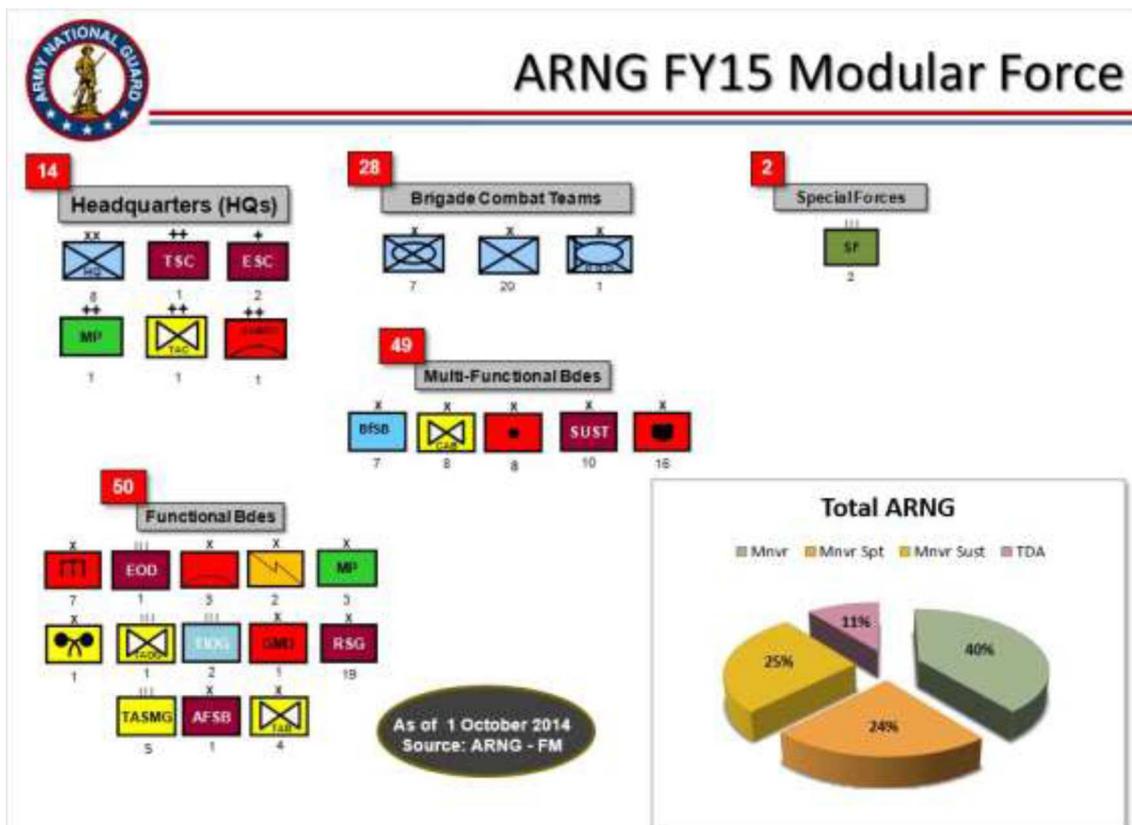
The table compares the duty status of ARNG units under three different legal frameworks: State Active Duty, Title 32, US Code, and Title 10, US Code.

| | <i>State Active Duty</i> | <i>Title 32, US Code</i> | <i>Title 10, US Code</i> |
|--------------------------------|--|--|--|
| Command & control | Governor | Governor | President |
| Where | Per State Law | United States | Worldwide |
| Pay | State | Federal | Federal |
| Mission types | Per State Law Civil Support, Disaster & Emerg. Response | Training; Other Federally Authorized Missions, e.g., CSTs | Mobilization and Deployment; Overseas Deployment Training |
| Discipline | State Military Law | State Military Law | Federal Military Law |
| Support law enforcement | Yes: subject to state law | Yes: subject to state law | No: Except with specific authority |

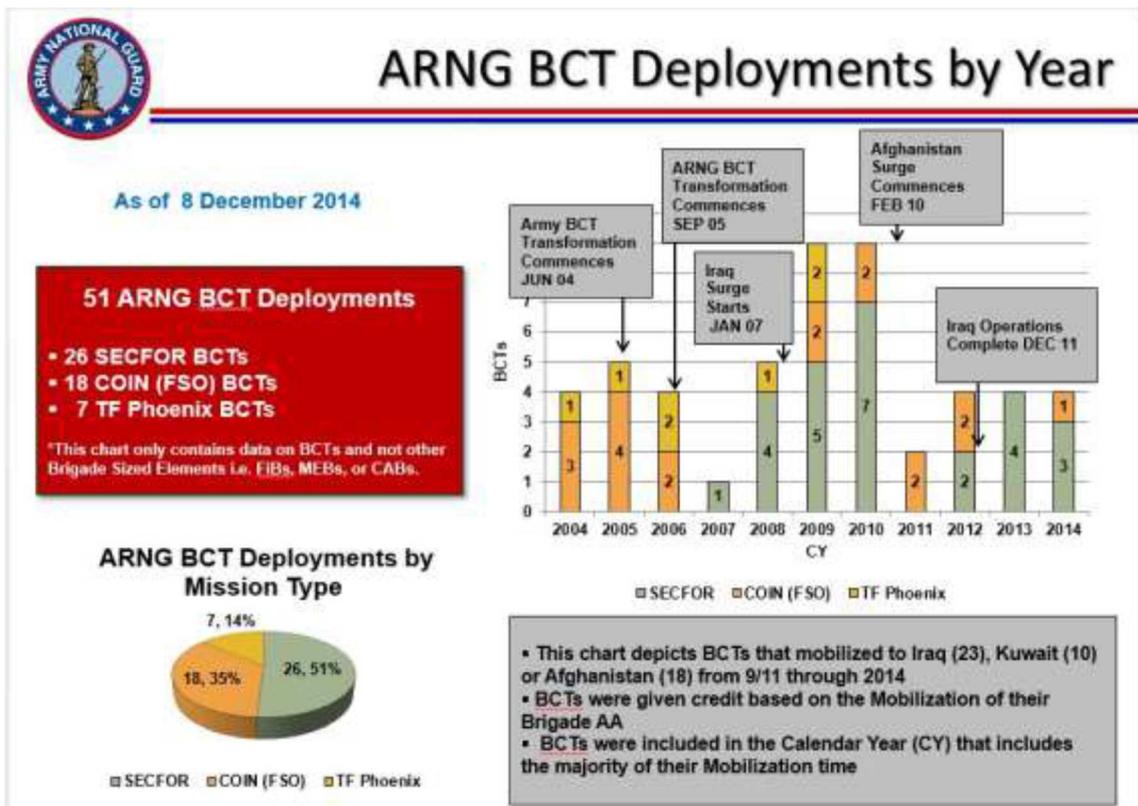
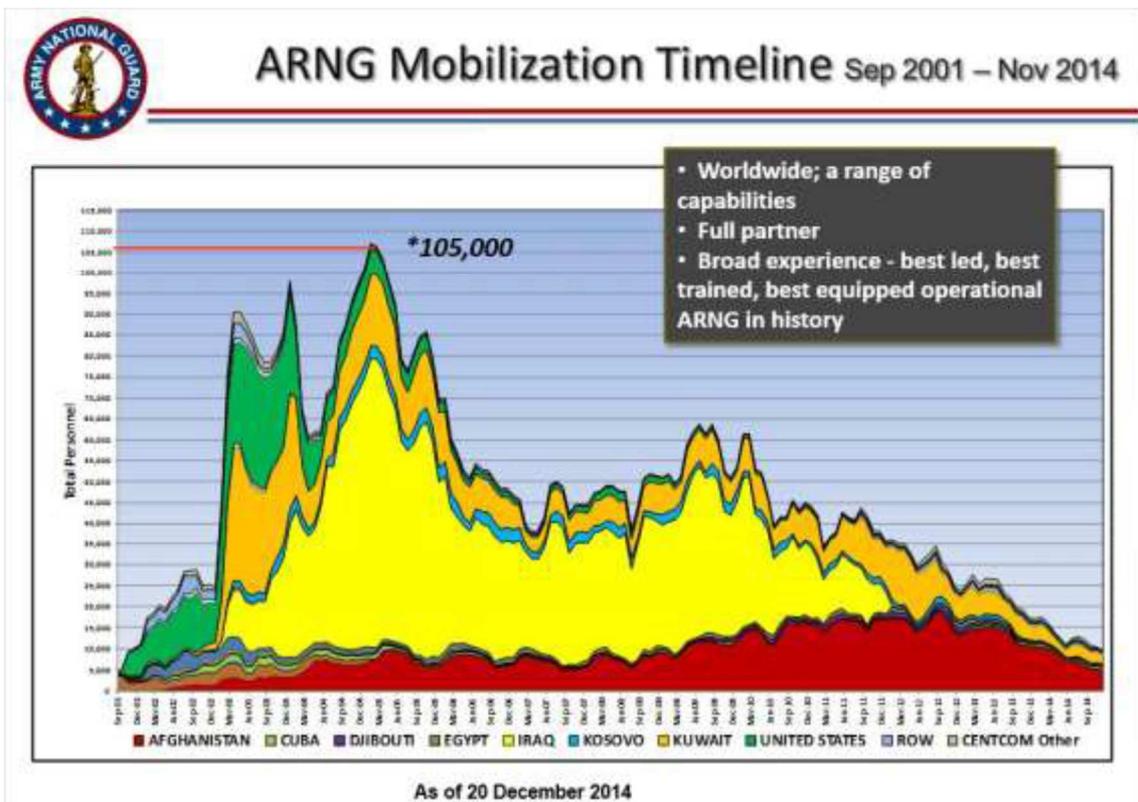
Annexe 3



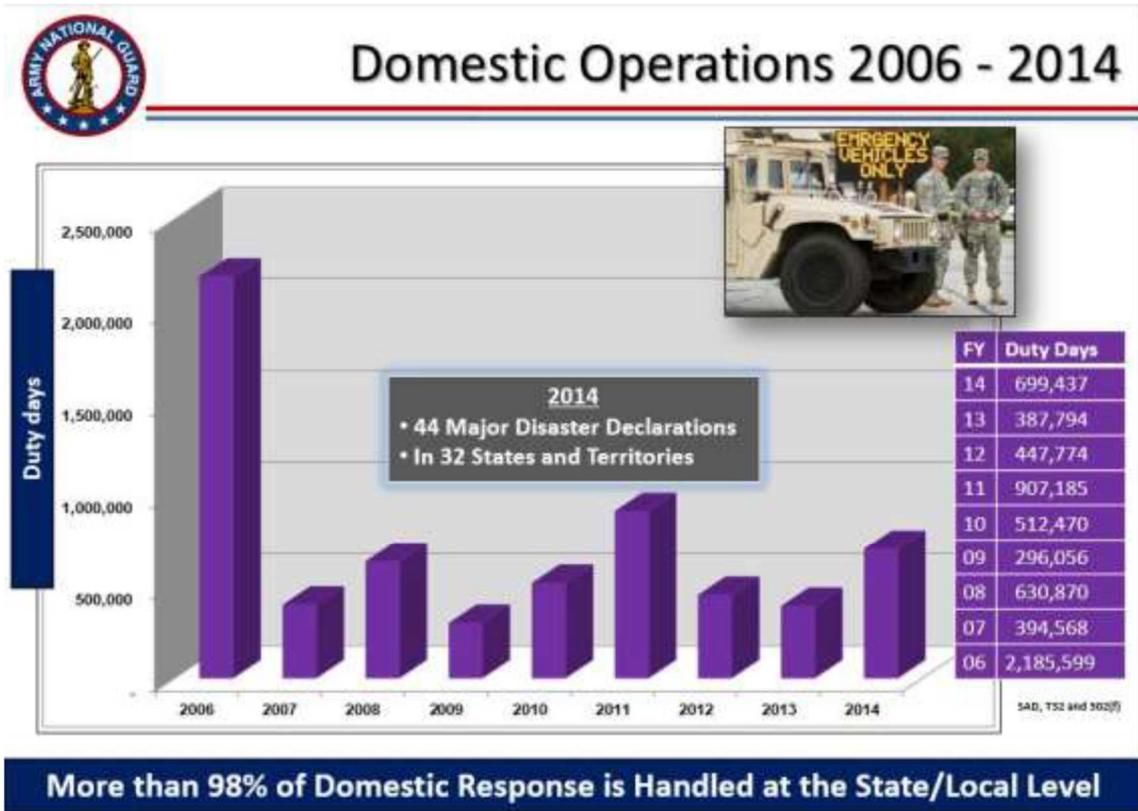
Annexe 4



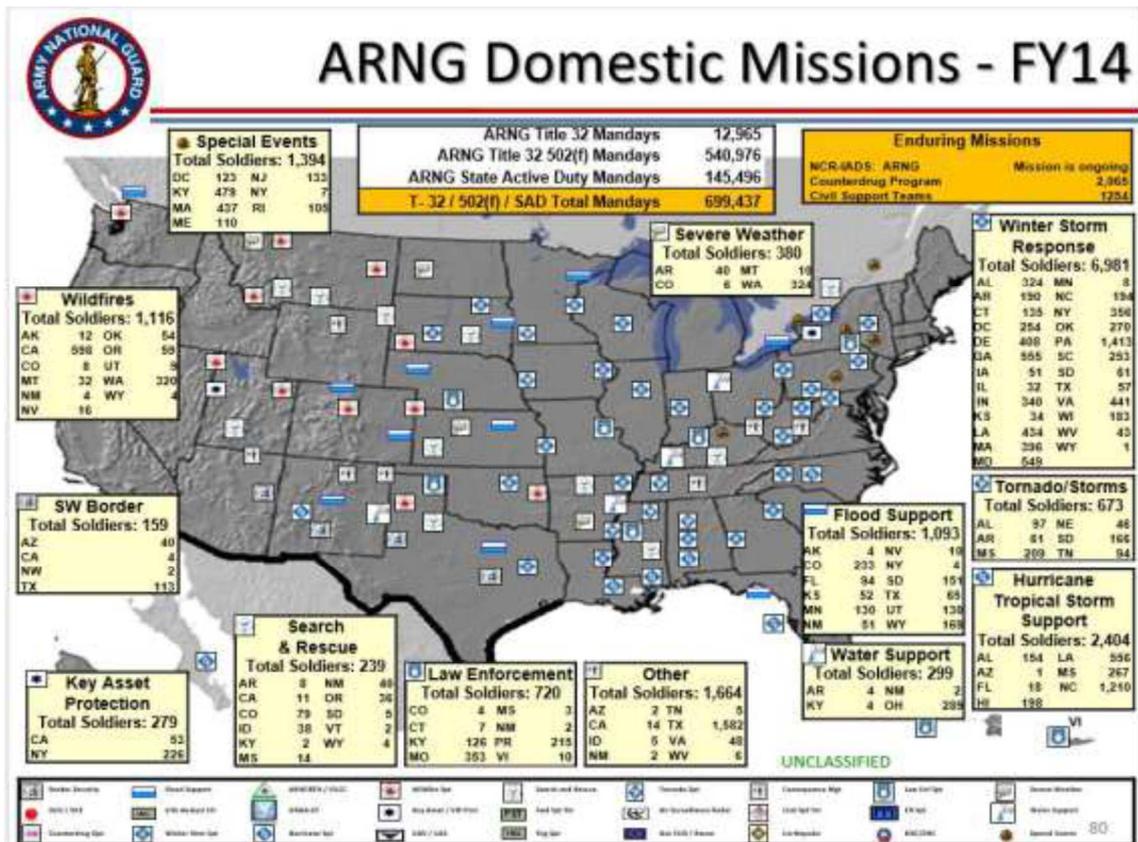
Annexe 5



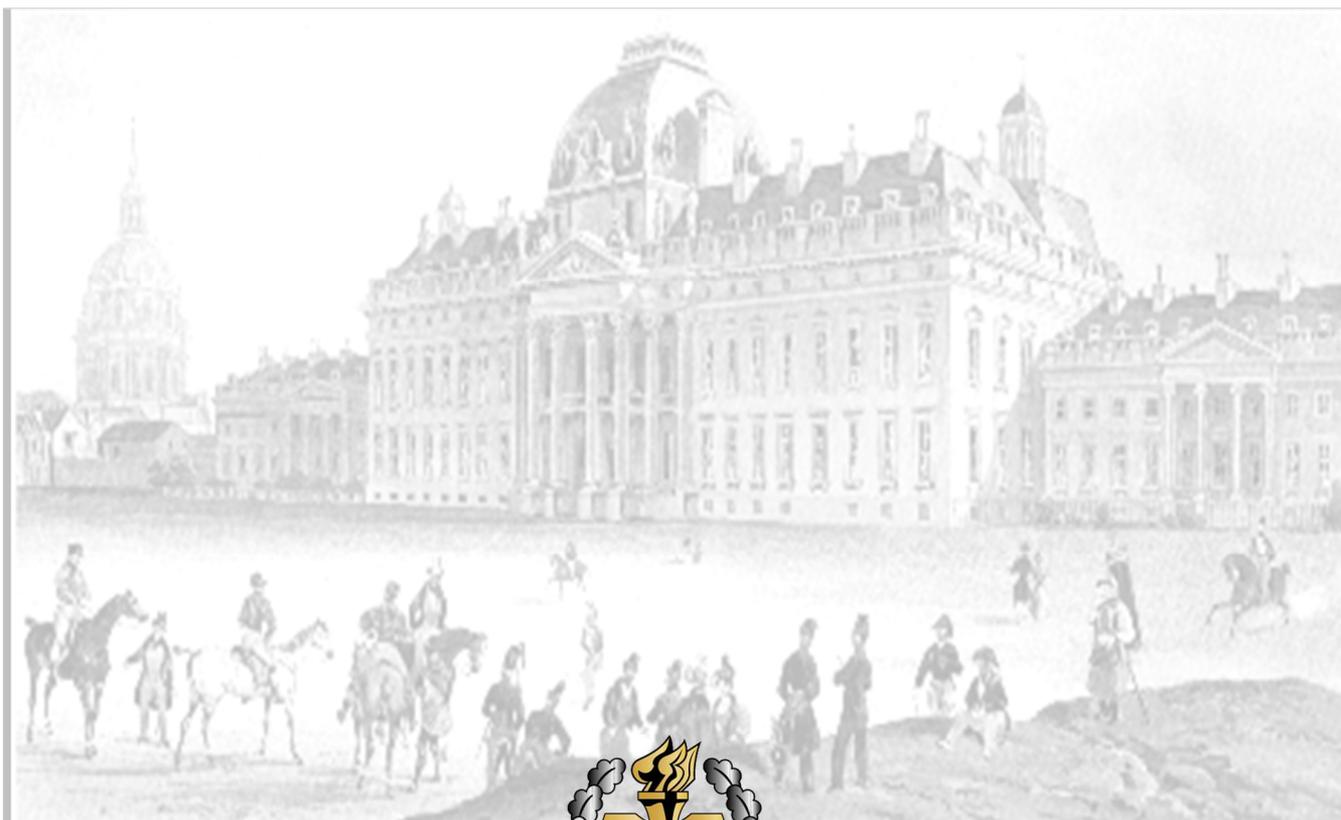
Annexe 6



More than 98% of Domestic Response is Handled at the State/Local Level



On a aimé



Le Japon de Hiroshima¹

(l'abîme et la résilience)

De Barthélémy COURMONT

L'ouvrage remarquable, déroutant – dans le sens où il sort des sentiers battus sur le sujet – rassemble les approches les plus variées, anciennes ou récentes sur l'inimaginable matinée du 6 Août 1945. Barthélémy Courmont, universitaire, chercheur auprès de l'IRIS, spécialiste mondialement reconnu de l'Extrême Orient moderne, livre ici une réflexion profonde, très bien écrite, amplement documentée, qui se lit presque comme un roman.

Un de ses mérites est aussi, sans doute, de ne porter aucun jugement, de ne pencher ni vers le Japon (l'agressé de 45, l'agresseur de 41) ni vers les États-Unis (l'agresseur de 45, l'agressé de 41), mais de restituer les faits, simplement, nourris de témoignages, d'histoires personnelles, administratives, sanitaires et de tenter d'en déduire une vision plus philosophique, et surtout stratégique, car clore cette deuxième Guerre Mondiale ne fut pas aisé.

Une solide introduction rappelle ce que fut «l'impérialisme» japonais, ce régime militaro-dictatorial qui prétendait façonner les cerveaux, la Chine du Nord, tout son voisinage terrestre et maritime, le rôle éthéré de l'empereur divinisé. On revisite ensuite la guerre du Pacifique de décembre 41 au jour fatal de l'été 45, ainsi que (de l'autre côté de l'eau) la longue gestation des «bombes» et de la décision du président Truman, obligé d'en finir «vite» avec le Japon afin de bloquer les ambitions soviétiques: Hiroshima, en fait, est le détonateur du début de la Guerre Froide.

La question est posée: si Roosevelt avait vécu, cela aurait-il eu lieu? Il a été démontré qu'en fait en Août 1945, le Japon avait déjà perdu la guerre, était exsangue, sans flotte navale ou aérienne, carburants, nourriture, et 40% de ses villes détruites. Les bombes furent plus expérimentales que nécessaires, comme un avertissement au monde entier car elles s'inscrivaient aussi dans la course à la puissance mondiale. On ose avouer maintenant que celle larguée le 9 Août sur Nagasaki était inutile, juste «pour voir».

Viennent le jour et l'heure: la dévastation inimaginable, qui se traduit ici par le vide: tout a été vaporisé dans un «cercle de désolation absolue» écrit le journaliste Robert Guillain². La description des survivants est sidérante. Mais plusieurs signalent: «il y eut la bombe, mais le pire était à venir»: en effet, pendant environ une année ce furent la famine, les maladies mystérieuses, la misère totale, «la peste atomique», sous l'œil impavide de l'occupant US qui recueillait les enfants survivants non pour les soigner mais pour les «étudier».

Et puis, tout un réseau d'histoires particulières: celle de cet homme d'affaires de Nagasaki, à Hiroshima le 6 Août, sans dommages, qui décide de rentrer chez lui et se retrouve le 9 sous la bombe au plutonium, et sort indemne de ses 2 aventures; cette famille partie en visite à Osaka, rentrant pour ne retrouver «rien, ni personne», et tant d'autres.

«C'est à Hiroshima que le mode d'emploi des armes atomiques a été fixé»³. Au delà du lourd sentiment de responsabilité, et de la pesante censure exercée qui perdura jusque dans les années 90, il y eut ensuite, la «reconstruction du château»⁴ sous égide nord américaine, la volonté d'oubli, les hibakushas passeurs de mémoire, le rêve pacifiste. Deux événements expliquent ensuite l'ambiguïté du destin du Japon: la reprise de la guerre en Corée toute proche, le sanglant avènement du communisme sur le continent asiatique et ses suites. L'auteur analyse finement «l'histoire falsifiée» et le problème identitaire; ainsi que l'évolution plus récente qui voit ressurgir un nationalisme libéré de l'omerta. Un chapitre très intéressant est également consacré à la création artistique et littéraire suscitée par cette péripétie de l'humanité, unique, grandiose et terrifiante.

Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT



[Retour Sommaire](#)

¹ 285 Pages, Éditions Vendémiaire 2015

² p.96

³ p.239

⁴ p.159